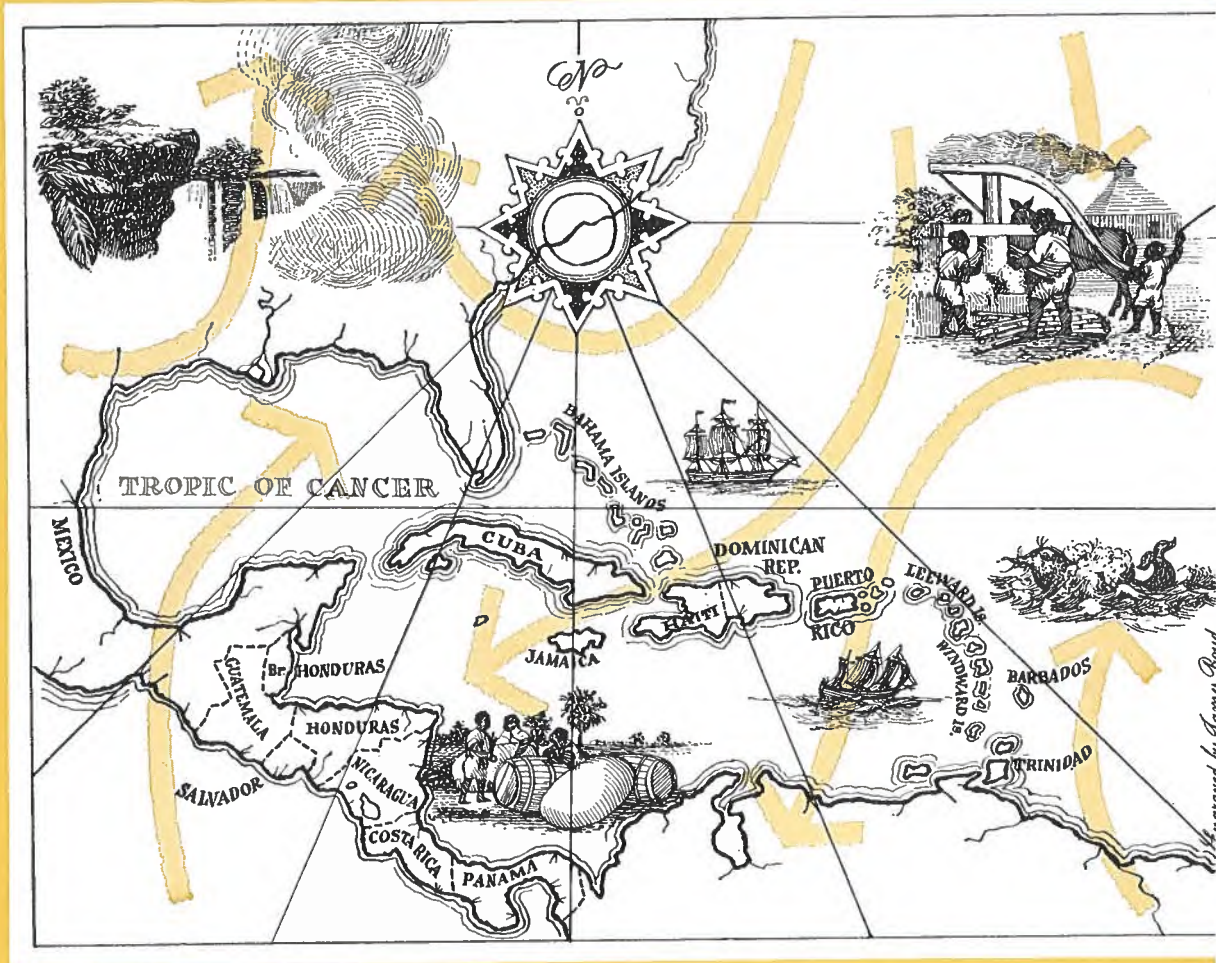




CANADA

DÉCEMBRE 1960

commerce extérieur



MARCHÉ DES ANTILLES

commerce extérieur

Fondé en 1904

OTTAWA, le 17 décembre 1960

Vol. 108 N° 6

Couverture

La région des Antilles, carte préparée par notre artiste à la façon des anciens graveurs sur acier. Les flèches illustrent le mouvement rapide de notre commerce avec ces îles, impression rendue plus vive encore à la lecture des articles publiés de la page 2 à la page 45.



C A N A D A

- 2 **Le marché des Antilles aujourd'hui . . . notre revue annuelle des conditions économiques et commerciales dans dix-sept pays indique nettement la possibilité d'accroître nos échanges avec cette région.**
- 3 **Le Mexique et l'Amérique centrale . . . progrès industriels et agricoles stables au Mexique; situation moins précise en Amérique centrale à cause de la baisse des prix du café et du fléchissement des exportations de bananes et de coton.**
- 3 **Mexique**
- 6 **Costa Rica**
- 8 **Guatemala**
- 9 **Honduras**
- 11 **Honduras britannique**
- 12 **Nicaragua**
- 14 **Panama**
- 16 **Salvador**
- 18 **Les Antilles . . . regard sur les problèmes résolus ou à résoudre et sur les progrès accomplis au cours de l'année dernière par cette jeune fédération ainsi que des articles sur les îles qui la composent.**
- 23 **La Barbade**
- 24 **La Jamaïque**
- 26 **Îles Sous-le-Vent et îles du Vent**
- 28 **Trinité et Tobago**
- 31 **Le commerce du Canada avec les Antilles . . . augmentation constante depuis l'abolition des restrictions à l'importation.**
- 33 **Autres Antilles . . . progrès rapides de l'étatisation du commerce à Cuba, difficultés persistantes à Haïti, essor constant aux Bahamas et à Porto Rico, quelques restrictions sur le marché de la république Dominicaine.**
- 34 **Bahamas**
- 35 **Cuba**
- 39 **Haïti**
- 42 **Porto Rico**
- 44 **République Dominicaine**
- 52 **Le Canada et ses exportations vers les Antilles**

- 46 **Services maritimes entre le Canada et les Antilles**
- 48 **Règlements douaniers et commerciaux**

Publié tous les mois par le ministère du Commerce.

L'hon. GEORGE HEES, ministre; M. JAMES A. ROBERTS, sous-ministre.

Prière d'envoyer tous les abonnements et commandes à: L'Imprimeur de la Reine, Imprimerie du gouvernement, Ottawa. Prix: \$2 par année au Canada, \$5 à l'étranger, 20c l'unité.

Tout extrait de la présente revue peut être reproduit librement, mais on est prié de mentionner "Commerce extérieur" comme source.

MEXIQUE ET AMÉRIQUE CENTRALE

MEXIQUE

L'expansion industrielle favorisée par une saine politique gouvernementale devrait se maintenir. Pour ce qui est des produits canadiens, le marché s'améliore après la régression de 1959. Les produits du papier, les métaux, les produits chimiques et les bovins de race sont en forte demande.

COSTA RICA

L'année dernière, l'affaissement des prix du café et la mauvaise récolte de bananes ont réduit les recettes d'exportation; les achats au Canada ont légèrement diminué. Toutefois, la situation s'est améliorée cette année grâce à une récolte record de café; une nouvelle législation industrielle devrait attirer des capitaux de placements étrangers.

GUATEMALA

Les réserves de devises étrangères ont fléchi en 1959 mais sont de nouveau en progrès; une importante récolte de café devrait exercer un effet bienfaisant sur le revenu du pays. Les restrictions à l'importation du blé et de la farine ainsi que les droits de douane élevés sur le cuir à empeigne nuisent au commerce avec le Canada.

HONDURAS

Les bananes assurent au pays plus de la moitié de ses recettes d'exportation mais cette année le montant obtenu de ce chef sera moins élevé que d'ordinaire. Nos achats de bananes au Honduras l'emportent de beaucoup en valeur sur nos ventes (qui comprennent surtout du cuir et de la farine), mais celles-ci sont à la hausse cette année.

HONDURAS BRITANNIQUE

Les programmes arrêtés en vue de diversifier l'agriculture, d'améliorer l'administration forestière et d'encourager les placements dans la colonie sont en bonne voie d'exécution. Les denrées alimentaires canadiennes se vendent bien dans ce petits pays où le prix est le principal élément de concurrence et dont les États-Unis sont le principal fournisseur.

NICARAGUA

Cette république, la plus grande de l'Amérique centrale, exporte surtout des produits agricoles, notamment du coton et du café. Le régime des licences d'importation est encore en vigueur. De promptes livraisons sont très importantes. Un accroissement de nos ventes à ce pays n'est pas probable cette année.

PANAMA

En dépit d'un fléchissement du commerce extérieur en 1960, le revenu du pays demeure élevé grâce aux recettes appréciables obtenues du Canal et du commerce de transit. Les produits alimentaires, les matériaux de construction et les produits du papier sont recherchés. La concurrence est vive sur ce marché qui constitue cependant le meilleur débouché du Canada dans cette région.

SALVADOR

La plus petite des républiques de l'Amérique centrale est celle où l'expansion industrielle est la plus rapide; les entreprises d'énergie électrique et les industries manufacturières continuent de se développer. Les exportations canadiennes, surtout de farine de blé, de papier journal et d'aluminium, ont augmenté l'an dernier.



Mexique

M. F. B. CLARK, *Secrétaire commercial à Mexico.*

EN septembre, à l'occasion de la célébration du 150^e anniversaire de leur indépendance, les Mexicains ont pu faire le bilan des progrès économiques réalisés au cours de l'année écoulée. Le gouvernement a récemment acquis la direction de la plus importante entreprise d'énergie électrique du pays; celle-ci appartenait à une société canadienne. Depuis le mois d'avril, il est aussi propriétaire d'une ancienne filiale américaine desservant plusieurs villes de l'intérieur. Ainsi, il a aujourd'hui la haute main sur presque toute la production intérieure d'électricité. On attend de ces acquisitions des répercussions à peu près égales à celles qui ont suivi la réforme agraire de 1910 et la nationalisation de l'industrie pétrolière en 1938.

Après le mois de juillet, les capitalistes étrangers ont été plutôt hésitants à cause de certaines déclarations officielles où ils avaient cru déceler des tendances nettement socialistes de la part du gouvernement. Plus tard, cependant, les autorités ont clairement démontré en paroles et en actes que les affaires allaient continuer selon les principes habituels. L'activité commerciale a repris son allure normale et les capitalistes particuliers, étrangers et mexicains sont de nouveau à la recherche de bonnes occasions de placements industriels. Le recensement national de juillet dernier a révélé que le Mexique est un marché important de plus de 34 millions

d'habitants où la population s'accroît au rythme de près de 3.5 p. 100 par année.

Situation financière

Dans son message du 1^{er} septembre sur l'état de l'Union, le président Lopez Mateos a présenté des statistiques rassurantes sur la situation financière du pays. La Banque Centrale avait en réserve 424.6 millions de dollars américains et pouvait au besoin puiser à un crédit étranger de 345 millions. Le Mexique est en bonne voie de liquider sa vieille dette extérieure constituée par des obligations en cours depuis près d'un siècle, ce qui tend à améliorer sa réputation sur les marchés financiers. Ses obligations à l'étranger, au total de 665.8 millions de dollars américains, étaient un peu plus considérables le 1^{er} juin dernier qu'à pareille date l'année précédente. Cependant, comme les emprunts intérieurs avaient été plus faibles au cours de cette période, la dette globale du pays restait à peu près la même. En dépit de rumeurs qui circulent parfois dans les milieux commerciaux, le gouvernement est convaincu que la situation financière actuelle ainsi que l'acquittement rapide de la dette internationale garantissent le cours actuel du peso (12.50 égalent un dollar américain sur le marché libre).

L'an dernier, les dépenses publiques ont atteint 780.6 millions de dollars américains, 34.8 millions de

plus que le revenu. L'amélioration du mode de perception et d'application des impôts a valu au pays une augmentation de recettes. Au cours des cinq premiers mois de cette année, les montants perçus du seul chef de l'impôt sur le revenu se sont accrus de 12 p. 100. Le gouvernement a besoin de tout le revenu possible pour mener à bien son programme ambitieux de mise en valeur. Cette année, les dépenses dépasseront de 25 p. 100 le chiffre de l'an dernier mais la répartition de ces dépenses restera à peu près la même: 82 p. 100 seront affectés aux travaux de mise en valeur en général, 12 p. 100 aux programmes de bien-être social et le reste à l'administration publique.

Dans les travaux de mise en valeur en cours ou projetés, une haute priorité est accordée à l'aide à l'agriculture. Celle-ci a surtout pour objet d'améliorer le rendement des principales cultures et des pâturages au moyen d'entreprises d'irrigation, d'aide sous forme de crédit, de travaux de recherche et du perfectionnement des méthodes agricoles. Les autorités ont formulé des projets spéciaux en vue de stimuler la production de graines oléagineuses et de produits tropicaux ainsi que l'industrie du bétail et d'assurer un meilleur équilibre entre l'offre et la demande intérieures. Le Mexique continue de protéger ses agriculteurs contre la concurrence étrangère au moyen de droits douaniers élevés et d'un régime sévère de licences d'importation.

La production globale de l'agriculture, y compris celle de la pêche, a augmenté en volume et en valeur l'an dernier. La valeur brute des produits agricoles a été de 2,000 millions de dollars américains, dont 776 millions attribuables à l'industrie du bétail. Les recettes provenant de la vente du coton ont baissé, surtout du fait que les superficies en culture avaient été réduites, et il y a eu une chute marquée dans le cas du café. Par contre, on note une augmentation pour ce qui est de certains aliments essentiels comme le maïs et le blé. Ainsi que

le démontre le tableau ci-après, les recettes dérivées des principales récoltes mexicaines sont élevées, sauf dans le cas des produits atteints par la baisse des cours internationaux, comme le coton, la graine de coton et le café.

Par suite de mauvaises conditions atmosphériques, les récoltes seront un peu plus faibles cette année, mais on ne prévoit aucune pénurie grave. La chaleur et des pluies exceptionnellement tardives ont entravé la croissance du maïs, des fèves et du blé. Pour ce qui est du coton, la superficie en culture a été accrue et on compte sur une récolte d'environ 2 millions de balles, soit 18 p. 100 de plus que l'année dernière.

Minéraux et pétrole

Au cours des trois premiers mois de cette année, la situation a été meilleure dans l'industrie minière mexicaine qu'en toute période d'égale durée de l'an dernier. La valeur globale des métaux précieux et des métaux industriels a été de 291.2 millions de dollars américains. La production de plusieurs métaux industriels dont le zinc, l'antimoine, le graphite, l'arsenic, le soufre et le carbone minéral a augmenté.

Bien que l'industrie minière se soit légèrement rétablie, elle doit faire face au problème principal des bas prix mondiaux. Cependant, le coût de production continue de monter et les impôts élevés du gou-

vernement ont pour effet d'empêcher l'agrandissement des exploitations. Il est possible toutefois que les conditions s'améliorent, car une nouvelle loi sur les mines, qui doit être adoptée au début de 1961, devrait accorder de nouveaux avantages à cette importante industrie.

L'industrie nationalisée du pétrole produit actuellement 300,000 barils de brut par jour. Les réserves de gaz naturel sont établies à environ 776.5 millions de mètres cubes, soit à beaucoup plus qu'à pareille date l'an dernier. On a annoncé l'accélération du programme de forage; 600 puits seront creusés cette année, 800 en 1961 et 1,000 en 1962. La plupart seront établis dans des régions productrices reconnues mais d'autres le seront dans douze régions nouvelles éloignées de l'État producteur de Veracruz le long de la côte du golfe.

Expansion de l'industrie

Les mises de fonds de l'étranger, le capital local et l'aide financière du gouvernement ont ensemble fourni les moyens d'assurer une expansion industrielle considérable. Au milieu de 1960, la Banque Centrale a estimé à 1,500 millions de dollars américains les placements directs de l'étranger. De ce montant, 52.8 millions avaient été investis au cours des six premiers mois de l'année. Les Mexicains ont aussi placé des capitaux dans l'industrie manufacturière, souvent de concert avec des

capitalistes étrangers. Dans plusieurs cas cependant, comme dans ceux des transports, de la pêche commerciale, de la radiodiffusion et du cinéma, le gouvernement exige que l'entreprise soit la propriété exclusive de Mexicains. En général, les industries de matières premières ou de produits de base doivent être en majeure partie financée par des capitaux locaux.

Le gouvernement, avec ses nombreux organismes, sociétés et autres entités engagées dans la production industrielle, est un puissant rival pour l'entreprise privée. La *Nacional Financiera*, banque de l'État fondée pour encourager l'activité économique essentielle, avait employé en juin 1960 888 millions de dollars américains au financement de nouvelles entreprises. De cette somme, près de la moitié a été affectée à l'électricité et aux transports, 25 p. 100 aux industries du pétrole, de l'acier et du ciment, et le reste à des entreprises manufacturières de base. En plus d'intervenir ainsi par l'entremise de la *Nacional Financiera*, le gouvernement a autorisé Pemex, société pétrolière d'État, à établir une industrie pétrochimique, laissant ainsi à l'entreprise privée les seules activités d'importance secondaire. Au nombre des autres industries dirigées par l'État, mentionnons des fabriques d'automobiles, de matériel ferroviaire et de papier ainsi que des raffineries de sucre. En dépit de ce grand nombre d'industries nationalisées, les placements privés continuent d'augmenter si bien qu'ils représentent aujourd'hui une plus forte partie du produit national brut qu'au cours de la période de 1939 à 1945.

La population du Mexique est suffisante pour utiliser la production domestique de presque tous les biens de consommation et d'une grande variété d'articles industriels. Le président a déclaré «qu'accélérer l'industrialisation est hâter la fin de la pauvreté»; tel est le principe que l'on s'efforce d'appliquer. En plus d'une aide financière, le gouvernement peut offrir aux capitalistes qui songent à faire des placements une

PRINCIPALES RÉCOLTES

Produit	1958 (en milliers de tonnes métriques)	1959	Écart 1959/1958 %
Canne à sucre	16,252	18,300	12.6
Maïs	5,280	5,560	5.3
Luzerne	4,278	4,800	12.2
Blé	1,330	1,400	5.3
Graine de coton	906	648	-28.5
Fèves	520	510	-2.0
Coton	511	366	-28.5
Tomates	355	373	5.1
Riz	252	282	12.0
Henequen	121	126	4.1
Café	120	96	-20.0

Source: Banque du Mexique, S.A.

réduction d'impôt et une certaine protection contre les importations. Grâce à cet encouragement, une grande variété de produits des États-Unis et de l'Europe portent l'étiquette «Fait au Mexique». Sauf en ce qui a trait aux machines lourdes et à l'outillage, les sociétés intérieures répondent à la plupart des besoins des consommateurs et de l'industrie.

Commerce extérieur

En général, les gouvernements mexicains ne se sont guère souciés de stimuler les exportations. Des régimes de taxes et de licences ont été plutôt des entraves et souvent des exportateurs ont refusé de petites commandes à cause de la documentation à préparer et des droits à acquitter. Toutefois, cette année il y a eu sous ce rapport une amélioration notable. L'administration actuelle a compris la nécessité d'accroître les exportations. Elle a réduit et dans plusieurs cas supprimé tout à fait les taxes sur les envois à l'étranger et, afin de faire connaître les produits du pays, elle a multiplié ses participations aux foires commerciales internationales et envoyé plusieurs missions commerciales à l'étranger rendre des visites que des représentants d'autres pays avaient faites au Mexique.

A la suite du voyage officiel du président Lopez Mateos dans plusieurs pays de l'Amérique du Sud en janvier dernier, le Mexique a adhéré à la zone de libre-échange de l'Amérique latine. Un organisme local actif, composé de représentants de groupes commerciaux et de ministères du gouvernement, a été chargé de préparer la voie à cette coopération économique entre les pays de l'Amérique latine. Le Mexique a dressé et envoyé au bureau central de Montevideo une liste de 407 produits qu'il désire vendre aux autres pays de l'Union. Il espère que sa participation contribuera à améliorer son efficacité économique, mais il se rend compte en même temps des obligations qu'il contracte.

Les ventes de produits à l'étranger ont atteint 720.6 millions de dollars américains en 1959, soit 11.5 millions de plus qu'en 1958, mais on a noté un léger fléchissement au cours des cinq premiers mois de cette année. L'an dernier, le coton brut a représenté 28 p. 100 de la valeur totale des exportations; sont venus ensuite le café (8.6 p. 100), les crevettes (5.4 p. 100), le bétail (5.3 p. 100), le plomb (5.1 p. 100) puis le cuivre et le zinc. Si l'on tient compte des transbordements aux États-Unis, le Canada est arrivé en troisième place comme client du Mexique. Le commerce entre les deux pays s'est établi à 34.6 millions de dollars américains, ou à 2.5 millions de plus qu'en 1958.

Licences d'importation

Tout en augmentant ses exportations, le Mexique s'efforce de réduire ses importations. Il frappe de droits très élevés et soumet à l'obtention d'une licence, qui est souvent refusée et n'est jamais accordée sans de longs retards, une longue liste de produits dont l'industrie locale offre l'équivalent ou des produits de remplacement acceptables. Le Mexique a aussi un régime «d'échanges compensés», sorte de régime de troc, qui vise tous les achats effectués à l'étranger par le gouvernement ainsi qu'un nombre important de produits importés par des sociétés commerciales. L'exportateur ou son représentant local doit s'entendre pour expédier un produit

mexicain de valeur égale à celle de la commande reçue. Cette expédition peut se faire à un pays tiers; le produit est déterminé par la banque du commerce extérieur du gouvernement qui se charge habituellement de toute l'opération commerciale en retour d'une modeste commission.

Toutes ces restrictions ne devraient pas décourager les commerçants canadiens, car le volume des importations mexicaines est encore élevé. En 1959, ces importations se sont établies à 1,002 millions de dollars américains, ou à 125.9 millions de moins qu'en 1958. Il y a reprise cette année, la moyenne mensuelle étant de 96 millions de dollars américains.

Commerce avec le Canada

En 1959, nos ventes au Mexique n'ont atteint que 27.8 millions de dollars américains et ont été ainsi les plus faibles depuis 1954, mais elles ont augmenté depuis le début de l'année en cours. En effet, à la fin des sept premiers mois, le chiffre dépassait de 2 millions de dollars celui de la période correspondante de l'an dernier. Les commandes fermes à livrer d'ici la fin de décembre, y compris une partie de la commande de rails de 12.5 millions de dollars américains pour le compte des Chemins de fer Nationaux, devraient porter les exportations de l'année à plus que la moyenne.

Le papier journal est notre principal produit d'exportation; il est suivi de la cellulose pour la fabrication de fibres artificielles, de l'aluminium, des produits pharmaceutiques et des produits chimiques. La demande de ces produits devrait se maintenir et même s'accroître au cours des quelques prochaines années. Les exportations d'autres produits ouverts comme les feutres de papetiers, les compteurs électriques, les moteurs et pièces de moteurs et certaines machines vont diminuer à mesure que s'accroîtra la production locale. Le Canada pourrait augmenter ses ventes de papiers fins et spéciaux, de pâte au

INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES VOLUME DE PRODUCTION

Base: 1939=100

	1958	1959
Indice général	251.3	268.9
Textiles	170.0	176.8
Aliments	281.1	293.6
Matériaux de construction	816.8	940.5
Vêtements	140.5	146.1
Tabac	169.3	169.1
Caoutchouc, papier, alcool	390.0	434.6

PRINCIPALES IMPORTATIONS MEXICAINES

Désignation	1958	1959
	(en dollars américains)	
Installations de machines	45,352,000	54,152,000
Automobiles pour usage personnel	72,736,000	63,384,000
Pièces en métal pour machines	50,896,000	52,748,000
Pétrole et dérivés	57,824,000	40,592,000
Camions	33,136,000	36,456,000
Machines à fonctionnement mécanique	44,184,000	39,672,000
Pièces et moteurs d'automobiles	24,064,000	23,944,000
Mélanges organiques et chimiques	20,416,000	21,800,000
Ferraille	23,856,000	20,328,000
Tracteurs	15,696,000	18,424,000
Caoutchouc brut naturel ou artificiel	13,976,000	16,968,000
Engrais chimiques	16,224,000	16,640,000
Papier journal	8,744,000	13,656,000
Pièces d'avions	12,216,000	12,056,000
Pièces de tracteurs	11,200,000	12,080,000
Insecticides	16,784,000	9,304,000
Matériel roulant de chemins de fer	11,256,000	7,784,000
Pâte de cellulose	6,016,000	5,568,000
Tuyaux de fer et d'acier	10,040,000	3,624,000
Matériel permanent de chemins de fer	20,008,000	360,000

bisulfite, d'animaux d'élevage, d'engrais chimiques, de métaux et de certains produits chimiques industriels.

Perspectives

Le Mexique est habitué à une expansion économique rapide dont il a besoin pour subvenir aux besoins de la population croissante. Les dirigeants s'efforcent de maintenir le rythme actuel des progrès industriels tout en assurant un rapport acceptable entre la dette extérieure et les entrées de devises étrangères. Seuls certains projets urgents sont financés de l'étranger et les conditions sont soigneusement examinées afin d'obtenir les meilleurs avantages. Grâce à cette sage politique, les Mexicains semblent avoir raison de songer avec optimisme à leur avenir économique. ●

Costa Rica

M. H.-E. LEMIEUX, *Délégué commercial à Guatemala.*

LE COSTA RICA, avec ses 19,700 milles carrés, est, non seulement du point de vue de l'étendue mais aussi de celui de la population, l'avant-dernière des cinq républiques de l'Amérique centrale. Environ 85 p. 100 de ses 1,100,000 habitants sont d'origine européenne. La population a doublé au cours des vingt dernières années et sa croissance, une des plus rapides au monde, se poursuit à raison d'environ 4 p. 100 par année. Le revenu moyen par habitant, soit \$325* en 1957, est le plus élevé en Amérique centrale et même dans toute l'Amérique latine.

*Les montants sont indiqués en dollars canadiens quand il s'agit d'échanges avec le Canada; dans tous les autres cas, ils sont en dollars américains.

Le Costa Rica est surtout exportateur de café, de bananes, de cacao et de bois d'œuvre mais, depuis quelques années, il expédie aussi de l'abaca (chanvre de Manille), des animaux vivants, du bœuf frais et congelé, du homard, des crevettes, des insecticides et des graisses végétales. Toutefois, le café demeure de loin la principale source de revenu et de devises étrangères. En effet, ce produit assure environ 55 p. 100 des exportations annuelles et 52 p. 100 des encaissements de devises étrangères. Après le café viennent les bananes qui, en temps normal, constituent 29 p. 100 des exportations globales. En 1959, la viande a occupé la troisième place, grâce à une augmentation de 150 p. 100 des expéditions de bœuf con-

gelé; les exportations de viande de bœuf et d'animaux vivants se sont établies à 3 millions de dollars.

L'an dernier, le Costa Rica a été atteint dans des exportations par un double concours de circonstances. D'abord, la récolte de café a été tardive et, bien qu'elle ait été très considérable, elle est arrivée après une chute prononcée des prix mondiaux, de sorte qu'elle n'a pas rapporté, loin de là, le montant de devises étrangères que l'on avait prévu et dont le pays avait grand besoin. En second lieu, le vent a causé de graves dégâts aux plantations de bananes, ce qui a diminué sensiblement la partie exportable de la récolte. Les entrées de devises étrangères se sont trouvées réduites en conséquence, si bien qu'à la fin

de mars dernier, les réserves nationales de devises étrangères n'étaient plus que de 16.8 millions de dollars, au regard de 24.6 millions un an plus tôt.

Étant donné que dans un pays d'agriculture et d'élevage comme le Costa Rica les recettes d'exportation provenant de la vente des récoltes doivent être réparties sur toute l'année, les perspectives pour le reste de l'année 1960 sont plutôt sombres, car il y a peu d'espoir d'une amélioration sensible des prix mondiaux du café ni d'un fort accroissement de la production de bananes.

Cette année, la récolte record de café (835,000 sacs, dont 735,000 sacs exportables aux termes de l'Accord international signé l'an dernier et permettant au pays d'exporter 88 p. 100 de sa production) devrait valoir au Costa Rica 43 millions de dollars en devises étrangères.

Importations

En 1959, les importations globales du Costa Rica ont été de l'ordre de 104 millions de dollars, ce qui est 4 p. 100 de plus que le chiffre de l'année précédente et à peu près le même montant qu'en 1957. Comme d'habitude, la moitié des achats ont été effectués aux États-Unis.

Au terme du premier trimestre de 1960, les achats du Costa Rica aux États-Unis (9 millions de dollars) et ses ventes au même pays (7 millions) étaient en régression de 18 et de 36 p. 100, respectivement, sur les chiffres correspondants de 1959. L'Allemagne occidentale ainsi que d'autres pays européens et le Japon acquièrent de plus en plus d'importance comme fournisseurs de la République, surtout dans les domaines des produits du fer et de l'acier, du matériel électrique, de l'outillage industriel et des produits chimiques.

Commerce avec le Canada

La statistique de 1959, comparée à celle de 1958, indique un ralentissement prononcé de notre com-

merce d'importation et d'exportation avec le Costa Rica.

	1958	1959
	(en dollars canadiens)	
Achats canadiens au Costa Rica	7,127,302	4,809,671
Ventes canadiennes au Costa Rica	2,883,825	2,644,171

Source: Bureau fédéral de la statistique.

La tendance à la baisse a continué de se manifester pendant les cinq premiers mois de 1960. Au cours de cette période, nos achats au Costa Rica ont diminué de 50 p. 100 par rapport à ceux de la période correspondante de 1959. Toutefois, et il importe de le signaler, la valeur de nos expéditions à destination de cette république a progressé au point de rétablir à peu près l'équilibre du commerce entre les deux pays. Les chiffres pertinents sont indiqués ci-après:

	Janvier à mai		
	1958	1959	1960
	(en dollars canadiens)		
Achats canadiens au Costa Rica	2,471,781	2,659,363	1,358,037
Ventes canadiennes au Costa Rica	1,244,099	900,853	1,176,892

L'an dernier, nos ventes de farines de blé (qui tiennent la première place dans nos envois au Costa Rica) se sont bien maintenues et celles de blé ont presque doublé. Par contre, il y a eu régression d'un tiers en valeur dans le cas du cuir à empeigne, mais un certain progrès dans celui du papier journal.

D'après la statistique, les exportations canadiennes vers le Costa Rica au cours des sept premiers mois de 1960 ont été de 1.66 million de dollars, ce qui se compare favorablement au chiffre de 1.45 million établi en 1959 et de 1.62 million en 1958. Nos principaux produits d'exportation demeurent la farine de blé, le papier journal et

le cuir; cette année, nous n'avons fait aucune expédition de blé à l'état nature.

Activité industrielle

En septembre 1959, le gouvernement costaricien a approuvé la Loi sur la protection et l'expansion industrielles, mesure énergique ayant pour objet d'accroître les placements de capitaux dans le pays. En vertu de cette loi, les machines et les matières premières destinées à de nouvelles usines sont admises presque en franchise. D'autres avantages très importants sont également accordés. L'adoption de cette loi a inspiré des propositions visant à la construction d'une usine d'engrais chimiques de 7 millions de dollars qui pourrait au besoin être agrandie plus tard pour répondre à la demande des autres pays de l'Amérique centrale dans le cadre des ententes au sujet de la zone de libre-échange de l'Amérique centrale. On a également proposé la construction d'une usine de textiles synthétiques qui importerait ses matières premières. Enfin, un groupe d'hommes d'affaires japonais songe à l'établissement d'une papeterie de 6 millions de dollars près de Puerto Limon, alors que d'autres groupes ont recommandé l'aménagement de petites raffineries de pétrole. Toutes ces entreprises sont encore à l'état de projets mais elles témoignent de l'intérêt que cette loi a suscité chez les capitalistes costariciens et étrangers. ●





L'affiche «Puente» (pont) marque le commencement du tronçon Punta Gorda du nouveau réseau routier de l'Atlantique qui relie la capitale au littoral de la mer des Caraïbes.

Guatemala

M. H.-E. LEMIEUX, Délégué commercial à Guatemala.

LE GUATEMALA, d'une superficie de 42,000 milles carrés, occupe en étendue le troisième rang en Amérique centrale. Cependant, du point de vue de la population, il vient de loin en première place avec ses trois millions et demi d'habitants mais ceux-ci, dont le revenu moyen n'a été que de \$162 en 1957, sont financièrement parmi les moins favorisés de toute la région. Les principaux produits d'exportation sont, par ordre d'importance, le café, les bananes et le coton. On prévoit pour la prochaine campagne agricole des récoltes excellentes, peut-être même sans précédent, surtout dans le cas

du café qui assure 72 p. 100 des exportations globales.

D'après la statistique provisoire, les exportations du Guatemala se sont établies l'an dernier à 103 millions de dollars américains et ses importations à 134 millions. La république fait le gros de son commerce avec les États-Unis qui ont acheté 63 p. 100 de ses exportations et lui ont fourni 55 p. 100 de ses importations.

Vers la fin de 1959, le gouvernement a interdit l'importation de près de 100 articles et a relevé de 20 p. 100 les droits spécifiques et *ad valorem* applicables à quelque 600

produits afin d'enrayer la baisse constante des réserves de devises étrangères attribuable à l'effondrement des prix mondiaux du café. Grâce à la diminution prononcée des importations qui en est résultée, et à de fortes exportations saisonnières de café, le pays a pu améliorer sa situation monétaire. A la fin d'avril dernier, son encaisse d'or et de devises étrangères s'établissait à 58 millions de dollars des États-Unis ou à 17 p. 100 de plus qu'à pareille date l'année précédente. En outre, le Fonds monétaire international a récemment mis à la disposition des autorités un crédit de 15 millions de dollars qui, jusqu'ici, n'a pas été utilisé.

Expansion industrielle

Les avantages assurés par la loi, une stabilité politique relative et les perspectives de commerce offertes par l'établissement lent mais graduel de la Zone de libre-échange de l'Amérique centrale ont encouragé l'établissement de plusieurs nouvelles industries légères qui ont atteint cette année le stade de la production. Mentionnons en particulier une fabrique de papiers kraft et autres et de produits du papier, une fabrique de sacs à parois multiples pour le ciment et les aliments à bestiaux, une usine de «kenaf» pouvant produire chaque année 3.5 millions de sacs à café ainsi que de la ficelle et divers autres articles et, enfin, un établissement pour l'impression de formules commerciales à feuilles multiples.

Au début de l'année, la Banque d'exportation-importation a consenti à la *Banco de Guatemala* un prêt de 5 millions de dollars des États-Unis pour financer l'achat aux États-Unis de machines et d'outillage destinés à l'expansion d'industries privées.

Programme d'expansion économique

En juillet dernier, le gouvernement guatémalien a autorisé ce qui est en somme la prolongation jusqu'à la fin de 1964 du plan quinquennal établi en 1955. Il s'agit

d'un programme élastique qui permet de savoir à quels secteurs économiques des fonds seront affectés.

Le plan prévoit des dépenses globales de près de 170 millions de dollars des États-Unis, dont le tiers viendra du programme d'aide étrangère des États-Unis et le reste sera emprunté à l'étranger. De cette somme globale, un peu plus de 67 millions de dollars des États-Unis seront attribués à la construction et à la réfection de routes, près de 29 millions au progrès de l'agriculture, de l'élevage et d'industries connexes, environ 19 millions à des travaux publics, 15 millions à des aménagements hydro-électriques, environ 12 millions à l'hygiène nationale, plus de 8 millions à la mise en valeur de la riche région forestière de Petén, dans le Nord, près de 4 millions à la cartographie et le reste à la construction d'habitations et à des aménagements portuaires.

Pour le moment, il est bien difficile de prévoir l'avenir de notre commerce d'exportation avec le Guatemala puisqu'il dépend de nombreux facteurs, dont:

- le montant en devises étrangères obtenu de la présente récolte de café;

- le degré d'atténuation de la réglementation directe et indirecte des importations;

- la mesure de réduction des droits de douane provisoirement très élevés;

- le rapport entre les prix de nos produits et ceux des produits concurrents.

Les chiffres ci-après indiquent les échanges entre le Canada et le Guatemala au cours des dernières années:

	Cinq mois			
	1958	1959	1959	1960
	(en milliers de dollars)			
Ventes canadiennes				
au Guatemala	3,660	2,655	1,134	823
Achats canadiens				
au Guatemala	3,587	2,718	1,753	1,434

DÉCEMBRE 1960

Pendant les sept premiers mois de l'année en cours, les ventes canadiennes au Guatemala se sont établies à 1.1 million de dollars, ou à près de 25 p. 100 de moins que durant les mois correspondants de 1959. Il y a lieu de noter que pendant cette période le Guatemala a réduit ses importations en général de 11 p. 100.

La baisse en valeur de nos expéditions entre les mois de janvier et juillet 1960 est imputable surtout à la perte presque complète de ce marché pour ce qui est du blé et de la farine de blé, par suite des restrictions imposées à l'importation de ces denrées, et aussi, quoique dans une moindre mesure, à une réduction prononcée de nos envois de cuir à empeigne; en 1959, ce pro-

duit a été soumis à un droit de douane très élevé qui demeure toujours en vigueur. A cause de ces mesures, les Guatémaltèques ont cherché à s'approvisionner à des sources locales.

Le Guatemala s'attend à une récolte exceptionnelle de café, soit 1.6 million de sacs ou 19 p. 100 de plus que l'année dernière. Les autres pays producteurs comptent aussi sur des récoltes abondantes, mais il semble que dans le cas du Guatemala l'augmentation du volume de café exportable fera plus que compenser le fléchissement des prix mondiaux. Ainsi, les recettes en devises étrangères devraient s'accroître, ce qui améliorera nos perspectives de vendre sur ce marché. ●

Honduras

M. H.-E. LEMIEUX, *Délégué commercial à Guatemala.*

LE HONDURAS, qui a une superficie de 43,200 milles carrés et une population de 1,800,000 habitants (statistique de 1957), est la deuxième république de l'Amérique centrale du point de vue de l'étendue mais l'avant-dernière du point de vue de la population. Elle est aussi, avec le Guatemala, celle où le revenu par habitant est le moins élevé (163 dollars des États-Unis en 1957).

A la fin de juin 1960, la situation économique du Honduras était beaucoup meilleure qu'en 1959, même si la reprise de l'activité qui s'est manifestée l'an dernier perdait un peu de son élan. Les perspectives pour le reste de l'année et pour 1961 demeurent incertaines. La note dominante est la prudence à laquelle se mêle même un peu de pessimisme.

Les réserves de devises étrangères se sont accrues quelque peu au cours du premier semestre de cette année et, à la fin de juin, elles s'établissaient à 14.3 millions de dollars américains. Quoique ce chiffre soit considéré comme plutôt faible par les autorités, on ne prévoit pas que des restrictions s'imposeront cette année. En mars dernier, le Fonds monétaire international a mis à la disposition du gouvernement, pour lui permettre de surmonter ses difficultés saisonnières de paiement, un crédit de 7.5 millions de dollars des États-Unis, dont, à la fin de juin, 2.5 millions de dollars avaient été tirés.

Difficultés particulières

Les difficultés financières du Honduras sont surtout imputables aux

problèmes de production et de vente qui se posent dans l'industrie bananière. En temps normal, celle-ci procure au pays plus de 55 p. 100 de ses recettes d'exportation et de ses devises étrangères (la part du café n'est que de 15 p. 100). L'an dernier, les exportations de bananes ont fléchi de 11 p. 100 par rapport au chiffre de 1958 et on prévoit une nouvelle baisse cette année à cause des chutes de fruits causées par le vent et des progrès de la maladie de Panama.

Une autre difficulté est venue de l'impossibilité d'attirer des placements étrangers. Pendant quelque temps, on a espéré une amélioration vers la fin de cette année; la société Crown Zellerbach songeait à établir une usine de pâte et de papier mais récemment les négociations ont été interrompues et, autant qu'on puisse le prévoir, tout semble perdu de ce côté-là. Ainsi, à moins que des capitaux ne viennent d'ailleurs, la situation monétaire s'aggravera vers la fin de l'année.

Quelques progrès

Le programme de stabilisation établi par le gouvernement semble avoir eu beaucoup de succès même s'il n'a pas pleinement répondu à l'attente; les prix sont fermes et il n'y a aucun signe alarmant d'inflation. De fait, la situation économique demeure de façon générale dans le statu quo. Il s'est aussi produit quelques faits encourageants:

- En juin dernier, la Banque mondiale a prêté pour 25 ans à la Société nationale d'énergie du Honduras la somme de 8.8 millions de dollars en vue d'aider au financement de l'aménagement hydro-électrique de la Rio Lindo. Les autorités espèrent obtenir aussi à cette même fin un prêt de 2.9 millions de dollars des États-Unis de la Caisse de crédits à l'expansion.
- La Banque de Londres et de Montréal ouvrira en janvier prochain une succursale à San Pedro Sula, un des principaux centres d'affaires du Honduras. En outre, trois succursales de banques honduriennes ont été établies à Teguci-

galpa et à San Pedro Sula, où elles ont amélioré les services bancaires, stimulé les affaires et réduit les frais de virement.

Baisse du commerce extérieur

Le commerce extérieur du Honduras a été sensiblement plus faible l'an dernier que l'année précédente, comme le démontre le tableau ci-après:

COMMERCE EXTÉRIEUR DU HONDURAS

	1958	1959
	(en millions de dollars des É.-U.)	
Exportations	75.7	68.7
Importations	66.0	61.8

En dépit de ce ralentissement des affaires, l'année 1959 s'est soldée par une balance créditrice de près de 7 millions de dollars. Comme d'habitude, les principaux fournisseurs ont été les États-Unis (près de 55 p. 100 des importations globales), le Japon (plus de 8 p. 100), l'Allemagne (7 p. 100) puis le Salvador et le Royaume-Uni. Les États-Unis ont aussi acheté environ 55 p. 100 des produits exportés par le Honduras, et l'Allemagne et le Salvador 9 p. 100 chacun.

La valeur globale de notre commerce avec le Honduras est tombée de 6.1 millions de dollars en 1958 à 3.85 millions en 1959 et la balance de ces échanges, qui nous est toujours défavorable, a été réduite de près de moitié. Les chiffres ci-après du Bureau fédéral de la statistique indiquent la tendance de ce commerce au cours des deux dernières années.

COMMERCE DU CANADA AVEC LE HONDURAS

	1958	1959
	(en milliers de dollars du Canada)	
Achats canadiens au Honduras	4,902	2,905
Ventes canadiennes au Honduras	1,213	954

La diminution en valeur de nos ventes en 1959 est principalement attribuable à une réduction sensible de nos envois de cuir à empeigne et de farine de blé, qui sont nos deux principaux produits d'exportation vers ce pays, tandis que du côté des importations, la baisse a été presque entièrement causée par un fléchissement de nos achats de bananes.

Au cours des cinq premiers mois de 1960, nos importations en provenance du Honduras ont continué de fléchir mais nos exportations ont fait des progrès. A la fin de mai, nos achats s'établissaient à \$731,-978, comparativement à \$1,166,571 l'an dernier et nos ventes à \$564,-736, au regard de \$382,480.

Monnaie décimale en Australie?

D'APRÈS une communication de M. L. D. Burke, secrétaire commercial adjoint à Sydney, l'Australie songe à adopter pour sa monnaie le système décimal. La nouvelle unité serait divisible par 100 et on frapperait des pièces d'appoint d'une valeur de une, cinq, dix, vingt et peut-être cinquante sous-unités. Aucun nom n'a été proposé ni pour l'unité de base ni pour l'unité divisionnaire. Le rapport d'un comité gouvernemental spécial exposant les avantages du système décimal a été remis aux autorités, qui devraient prendre une décision d'ici quelques mois.

S'il est approuvé, le nouveau système entrera en vigueur au début de 1963 et il sera immédiatement adopté par les banques. Pour le reste de l'économie, il y aura probablement une période de transition d'environ deux ans pendant laquelle les deux unités seront en circulation et qui permettra d'adapter les machines de comptabilité. Le coût de cette adaptation serait de l'ordre de 65 millions de dollars. Pendant la période de transition, les importations de machines fondées sur la livre sterling seraient restreintes afin de réduire le coût de cette adaptation et on limiterait aussi les achats de machines décimales afin de protéger les entreprises qui effectueraient l'adaptation. On n'a pas déterminé si le coût du changement de système devrait être à la charge du gouvernement ou des entreprises privées.



Honduras britannique

M. C. G. BULLIS, Délégué

commercial adjoint à Kingston.

LE HONDURAS britannique, petite colonie d'une superficie de 8,600 milles carrés, est situé sur le littoral est de l'Amérique centrale, entre le Mexique et le Guatemala. La plupart des habitants doivent se contenter d'un niveau de vie assez bas. Le terrain accidenté et le climat quasi tropical ont gêné le développement de ce pays. Le Colonial Office fournit tous les ans 9 millions* de dollars honduriens sous forme de subventions afin d'améliorer les services et les installations et l'on ose espérer que cet apport sera de nature à encourager les placements privés.

*1.46 dollar hondurien = 1 dollar canadien.

Les forêts tropicales ont pendant longtemps fourni aux habitants leurs principaux moyens de subsistance. Toutefois, la situation change rapidement et l'on voit s'établir une économie plus diversifiée où l'agriculture joue un rôle primordial.

Production agricole

L'Accord du Commonwealth sur le sucre accorde au Honduras britannique un contingent de 25,000 tonnes de sucre afin précisément de l'aider dans son programme de diversification. Au cours de la campagne agricole de 1959-1960, la production a atteint 16,700 tonnes mais cette année elle n'a pas été encourageante (elle est estimée à guère plus de 15,000 tonnes). Toutefois, on a augmenté la superficie en vue de la récolte de l'an prochain et l'on tente d'attirer une deuxième raffinerie d'une capacité de 15,000 tonnes par an afin d'assurer le conditionnement de la production accrue.

L'industrie des agrumes a également connu un essor rapide. Depuis l'établissement des grands vergers dans la région de Stann Creek il y a quelque dix ans, la production n'a cessé d'augmenter, au point que les recettes d'exportation ont atteint environ 1.9 million de dollars honduriens en 1959. La composition du sol et le climat sont tout à fait favorables à la culture des agrumes, mais on estime que le rendement est bien inférieur à ce qu'il pourrait être si les producteurs employaient suffisamment d'engrais chimiques.

Le tableau ci-contre indique le développement de cette industrie au cours des trois dernières années ainsi que l'importance variable des diverses espèces d'agrumes. Presque

EXPORTATIONS D'AGRUMES

	1957	1958	1959
	(en dollars du Honduras)		
Pamplemousses	306	179	104,523
Sections	773,361	676,769	502,335
Jus	96,747	136,565	162,738
Concentré	58,506	28,212	82,455
Jus d'orange	143,929	583,122	541,916
Concentré	265,909	383,345	502,447
Total	1,338,758	1,708,192	1,896,414

toutes les exportations sont destinées au marché britannique.

Les 3,000 Mennonites du Mexique et du Canada qui se sont établis au Honduras britannique au cours des trois dernières années ont développé la culture mixte au point que la production avicole suffit à la consommation intérieure. Les fonctionnaires locaux parlent de construire un abattoir moderne en vue d'exporter de la viande réfrigérée aux États-Unis.

Industrie du bois

Par suite d'une mauvaise exploitation des ressources forestières et d'un reboisement insuffisant, les forêts d'acajou de la colonie sont aujourd'hui épuisées. Comme palliatif, les autorités étudient les possibilités d'introduire des essences de bois mou à croissance rapide comme le sapin baumier et de trouver des débouchés pour certains bois durs de qualité secondaire, jusqu'ici inexploités.

Diverses régions forestières importantes, mais autrefois tenues pour inaccessibles, sont aujourd'hui en voie d'exploitation. La mieux connue est celle du bassin Cockscomb qui, aux dernières nouvelles, devait être cédée à bail à des Américains. Il est également question d'une industrie de contre-plaqué, mais celle-

COMMERCE DU HONDURAS BRITANNIQUE

	Importations		Exportations	
	1958	1959	1958	1959
Total	\$18,516,241	\$19,561,208	\$ 9,087,878	\$ 9,563,038
Partenaires (p. 100)				
États-Unis	42.78	41.59	13.78	15.76
Royaume-Uni	32.74	33.55	48.31	53.25
Trinité	5.85	5.37	1.27	
Pays-Bas	4.79	5.21	.97	.24
Canada	1.99	2.12	1.30	.90

ci n'en est encore qu'au stade des pourparlers préliminaires. Si l'un ou l'autre de ces projets ou les deux se matérialisent, l'industrie forestière du Honduras britannique en recevra une impulsion dont elle a grand besoin.

Stimulants industriels

Une récente ordonnance vise à stimuler les placements de capitaux en établissant des conditions qui se rapprochent davantage de celles qui existent dans les autres pays de la région. Elle exempte des droits douaniers, des taxes d'importation et de l'impôt sur le revenu les nouvelles entreprises (ou les additions aux entreprises existantes) pendant des périodes pouvant aller jusqu'à dix ans. Les fonctionnaires honduriens espèrent que, grâce au climat plus favorable aux placements, la colonie attirera des industries légères de fabrication et de transformation qui produiront à la fois pour le marché intérieur et pour l'exportation.

A l'heure actuelle, un grand fabricant de vêtements des États-Unis est en pourparlers avec les autorités du Honduras britannique. Tout indique la conclusion prochaine d'une entente qui permettra à la société américaine de construire une usine où 300 personnes seront employées à la confection de vêtements destinés au marché américain.

La recherche de pétrole se poursuit au Honduras britannique; le dernier arrivé dans ce domaine est une société canadienne qui a obtenu le droit de faire du forage au large de la côte. Un certain nombre de grandes sociétés américaines et britanniques font des explorations depuis dix ans, mais sans succès jusqu'ici.

Achats

La colonie continue d'augmenter régulièrement ses importations de presque tous les produits principaux. Il y a exception notable cependant dans le cas du matériel destiné à l'industrie sucrière et au forage des puits de pétrole. Le tableau en

page 11 indique le montant global du commerce du Honduras britannique au cours des deux dernières années ainsi que la part revenant à chacun des cinq grands partenaires commerciaux.

Les achats de denrées alimentaires du Canada sont de plus en plus considérables. Le marché est particulièrement favorable aux pommes de terre, aux oignons et aux conserves.

Les viandes marinées sont en très forte demande et tout fournisseur canadien en mesure de faire concurrence aux prix américains devrait arriver à en vendre plusieurs centaines de barils par mois. Les conserves de viande à bon marché, composées surtout d'abats, sont également recherchées. Le petit format

de 3½ onces se vend particulièrement bien.

Outre les biens de consommation, les fabricants canadiens pourraient écouler du matériel pour l'exploitation forestière et la récolte de la canne à sucre, comme les chaînes et le câble métallique. Il y a également un marché pour l'acier de charpente, les panneaux de carton dur, le ciment et les tuyaux galvanisés.

A cause du faible revenu de la plupart des habitants, le Honduras britannique est un marché où le prix est le principal facteur. Par conséquent, les sociétés canadiennes devraient songer à offrir des produits à bon marché ou imparfaits, lorsque c'est possible, afin de mieux soutenir la concurrence. ●

Nicaragua

M. H.-E. LEMIEUX, *Délégué commercial à Guatemala.*

LE NICARAGUA est de beaucoup le plus étendu des pays de l'Amérique centrale. Du 30 juin 1958 au 30 juin 1959 sa population est passée de 1,399,000 à 1,423,000. Les deux tiers de ses habitants vivent à la campagne alors que les autres sont considérés comme des citadins, ce qui n'est pas très juste cependant puisqu'un bon nombre d'ouvriers urbains vont travailler une partie de l'année aux récoltes.

Stimulation de l'industrie

Jusqu'à présent, le Nicaragua a été surtout un pays agricole; l'industrie manufacturière ne fournit qu'un peu plus de 10 p. 100 du revenu national. Cependant, un certain nombre d'entreprises industrielles sont à l'état de projet ou déjà en voie d'exécution. L'industrie du conditionnement de la viande se développe lentement et les exportations de viande désossée congelée ont

augmenté au cours des dernières années. L'établissement Matdero Modelo songe à doubler sa production annuelle qui atteindrait ainsi 100,000 tonnes par année. Il est aussi question de construire un entrepôt frigorifique d'une capacité de 600 tonnes à Puerto Corinto. La viande sera expédiée en Europe.

Les *Industrias Nacionales Agrícolas* ont demandé au ministère de l'Économie d'être admises à bénéficier des avantages prévus par la Loi pour la protection et la stimulation de l'expansion industrielle. Elles ont l'intention d'aménager à Chinadega, près de Puerto Corinto, le premier moulin à farine du pays au coût de 3 millions de dollars des États-Unis. D'après les informations reçues, l'entreprise sera financée par une grande minoterie américaine. Sa production prévue est de 32,000 tonnes de farine de blé et de maïs et 5,700 tonnes d'aliments à bes-

tiaux concentrés. Évidemment, il ne s'agit encore là que d'un projet.

Dans le domaine des textiles, la *Fabrica de Hilados Nicara* est à agrandir son usine de bas, de chaussettes, de sous-vêtements et de tissus en nylon et en jersey; elle emploie à cette fin des machines de fabrication allemande. C'est, dit-on la plus grande et la plus moderne du genre en Amérique centrale. La maison *Van Heusen de Centro Americano* a ouvert à Managua une nouvelle fabrique de chemises, dont la production sera suffisante pour approvisionner toute l'Amérique centrale. On songe aussi à construire une fabrique de cellulose.

Dans le domaine industriel, il y a lieu de mentionner aussi:

- Une usine de contre-plaqué qui a commencé à fonctionner l'an dernier et pour laquelle on cherche des débouchés aux États-Unis.
- Une fabrique de tuyaux et de boyaux en plastique et de sacs de polyéthylène financée par des capitalistes mexicains.
- Une fabrique de fenêtres en aluminium, de stores vénitiens et de produits connexes à Managua.
- Un établissement de café soluble à Managua également et une fabrique de clous et de fil barbelé, en bonne voie de construction.

Les projets pour l'avenir comprennent l'établissement de deux raffineries pour la production de sucre de qualité supérieure et l'agrandissement d'une conserverie de fruits et de légumes où l'on fabrique déjà des sauces, des confitures et des gelées.

Le gouvernement s'efforce d'aider les entreprises manufacturières présentes et futures, en accroissant la production d'énergie électrique. L'aménagement hydro-électrique du Rio Tuma fait de rapides progrès. Afin d'accélérer les travaux, la Banque mondiale a consenti un prêt de 12.5 millions de dollars des États-Unis, remboursable en 25 ans, à la *Nicaragua's Light and Power Company*, société d'État, qui a, en outre, obtenu de la Caisse de crédits

à l'expansion des États-Unis une autre somme de 2.5 millions de dollars aux mêmes fins. Avec l'achèvement de cette entreprise, le programme actuel d'électrification et d'irrigation sera terminé.

Commerce extérieur

En 1959, les exportations nicaraguayennes se sont établies à 72.2 millions de dollars des États-Unis et les importations à 66.8 millions, ce qui a laissé un solde créditeur de 5.4 millions. Les plus importants clients du Nicaragua ont été les États-Unis (19.2 millions de dollars), le Japon (15.6 millions) et l'Allemagne occidentale (10.2 millions), et ses principaux fournisseurs, les États-Unis (34.8 millions de dollars), l'Allemagne occidentale (5 millions), les Antilles néerlandaises (4.3 millions) et le Japon (3.4 millions). Le Canada, dont les ventes ont été de l'ordre de 1.5 million de dollars est arrivé au neuvième rang. Comme principaux produits, mentionnons, du côté des exportations, le coton (29.3 millions de dollars) et le café (13.9 millions) et, du côté des importations, les machines (10.7 millions), les produits chimiques et pharmaceutiques (9.6 millions), les produits du fer et de l'acier (5.5 millions) et les denrées alimentaires (5.1 millions).

Au cours du premier semestre de 1959, le Japon est pour la première fois passé en tête de la liste des clients du Nicaragua, grâce à des achats de 15 millions de dollars, dont 68 p. 100 représentaient du coton. Les États-Unis sont descendus en deuxième place avec un chiffre de 12.2 millions de dollars, mais des ventes de 17.5 millions de dollars les ont maintenus au premier rang des fournisseurs.

Commerce canado-nicaraguayen

La baisse générale du commerce extérieur du Nicaragua a eu des répercussions sur les échanges de ce pays avec le Canada, ainsi que le démontrent les chiffres ci-après du Bureau fédéral de la statistique:

	1958	1959
	(en milliers de dollars du Canada)	
Ventes canadiennes au Nicaragua	1,890	1,530
Achats canadiens au Nicaragua	2,660	310

En 1959, nos ventes de farine de blé au Nicaragua ont monté très sensiblement; celles de produits pharmaceutiques et chimiques ont manifesté la même tendance mais de façon beaucoup moins prononcée, tandis que nos expéditions de cuir à empeigne et, dans une plus faible mesure, celles de papier journal, ont diminué. La baisse de nos importations en provenance du Nicaragua est surtout attribuable à de très faibles achats de coton brut et à une diminution de nos achats de café.

Comme la plupart des exportateurs canadiens le savent, le mode habituel de paiement des importations au Nicaragua, seul pays de l'Amérique centrale où le régime de licence est encore en vigueur, est la traite à vue; dans le cas de quelques rares produits déterminés, l'emploi de la lettre de crédit est autorisé. Pour certains produits qui ne sont pas tout à fait indispensables ou qui ne le sont pas du tout (listes II et III respectivement), l'importateur doit déposer en devises locales la pleine valeur c.a.f. de sa commande. A cause de la rareté de monnaie, ces importateurs insistent de plus en plus sur une prompte livraison des marchandises car ils ne peuvent recouvrer leurs dépôts avant l'expédition.

Ce délai de livraison est devenu un des grands facteurs dont l'importateur nicaraguayen tient compte lorsqu'il s'agit pour lui de passer une commande. Ainsi, les exportateurs canadiens se doivent de remplir leurs commandes aussi rapidement que possible et d'offrir des conditions de livraison avantageuses. Nous savons que des commandes ont été confiées à d'autres fournisseurs parce qu'on estimait que les Canadiens prenaient trop de temps à effectuer les expéditions.

Pour obtenir des renseignements détaillés sur les règlements d'import-

tation, les documents d'expédition et les règlements de la douane en vigueur dans ce pays, il suffit de s'adresser à la Division de l'Amérique latine, Direction des relations commerciales internationales du ministère du Commerce.

Perspectives économiques

Après quelques signes d'amélioration, au début de 1960, les perspectives économiques se sont quelque peu assombries. En avril, les réserves d'or et de devises étrangères, au montant de 15.5 millions de dollars des États-Unis, étaient d'environ 4 millions de dollars plus faibles qu'à pareille date l'année dernière. Les récoltes de café et de coton sur lesquelles le Nicaragua compte pour ses recettes d'exportation ont été bien en deçà des prévisions. Dans le cas du coton, qui est la principale source de devises étrangères, la production a été de 40 p. 100 plus faible que celle de 1959 à cause d'une réduction des plantations et de la maladie. La situation n'est pas prometteuse non plus pour l'an prochain; on s'attend que les recettes en devises étrangères ne dépasseront pas 16 millions de dollars, soit 55 p. 100 du chiffre de 1959. En outre, selon toute probabilité, le Nicaragua ne pourra pas fournir le contingent de 302,000 sacs de 60 kilos de café qui lui a été accordé pour l'année 1959-1960 aux termes de l'Accord international sur le café; normalement, ce produit est la deuxième source de devises étrangères du pays.

Il faut donc s'attendre à une baisse considérable des recettes d'exportation cette année. Les importations du Nicaragua ont également été moins fortes jusqu'ici et la tendance à la baisse se maintient. Cette situation est très sérieuse dans un pays qui tire les deux tiers de son revenu des droits de douane.

Au moment de la rédaction du présent article, le seul point lumineux dans ce sombre tableau est la prévision d'une excellente récolte de café en 1960-1961; toutefois, il est encore trop tôt pour dire dans quelle mesure cette amélioration sera an-

nulée par la faible production de coton. Prévoyant des exportations d'au plus 57 millions de dollars en 1960, le gouvernement a présenté un budget encore plus restreint et plus austère que celui de l'an dernier. L'Institut d'expansion nationale encourage les cultivateurs du Nicaragua à augmenter leurs récoltes de denrées alimentaires de façon à dispenser le pays de re-

courir aux importations et même à lui permettre de devenir exportateur. Il se fait aussi de grands efforts afin de diversifier la production agricole. Le gouvernement cherche en particulier à libérer le pays de sa dépendance envers le coton et affecte certaines plantations peu productives à d'autres cultures afin de créer de nouvelles sources de devises étrangères. ●

Panama

M. H.-E. LEMIEUX, *Délégué commercial à Guatemala.*

LA république de Panama occupe l'isthme qui relie l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud. Sa superficie est d'environ 29,000 milles carrés, sans compter la zone du Canal, bande de terre de cinq milles de largeur de chaque côté du Canal, qui divise le pays en deux et dont un traité a cédé à perpétuité l'utilisation et l'administration aux États-Unis. Les deux villes terminus de Panama et de Colón ne sont pas comprises dans cette zone.

En 1959, la population était estimée à près d'un million d'habitants et s'accroissait à raison d'environ 2.54 p. 100 par année. Soixante-cinq pour cent des Panamiens vivent à la campagne alors que les autres habitent les villes de Panama et de Colón. En 1950, le revenu individuel moyen était de 342 dollars américains et dépassait ainsi de beaucoup celui des habitants des autres républiques de l'Amérique centrale.

Denrées alimentaires

Les principales récoltes commerciales de Panama (dont la majeure partie est exportée) sont les bananes, le cacao et l'abaca. En règle générale, les bananes constituent plus de 60 p. 100 des exportations globales. Les crevettes viennent ha-

bituellement au deuxième rang. En 1957, elles ont représenté 28 p. 100 de la valeur totale des ventes, alors que la part du cacao, troisième produit par ordre d'importance, a été de 4 p. 100. Depuis quelque temps, Panama exporte des animaux de boucherie et il vend aussi une petite quantité de bœuf abattu aux États-Unis. Les expéditions d'animaux vivants sont en progrès.

Les denrées alimentaires constituent le gros des importations panamiennes. Le pays doit encore obtenir de l'étranger la majeure partie des aliments consommés par sa population quoiqu'il soit arrivé à se suffire à lui-même pour ce qui est du café, du riz, du maïs, du sucre, de l'amidon (yucca), des haricots, des pommes de terre, des noix de coco, des ignames, des papayes, des ananas, des mangos et des agrumes. Les autres produits qui tiennent une large place dans les importations sont le pétrole, les matériaux de construction, les textiles et les produits du papier.

Importance du Canal

D'après la statistique provisoire, le commerce extérieur de Panama a été à la baisse au cours des neuf premiers mois de cette année; on note une contraction du crédit et un

ralentissement de l'activité commerciale. Toutefois, dans toute prévision au sujet de Panama, de la zone franche de Colón et de la région du Canal, le premier élément à considérer est la situation économique des États-Unis, puisque celle-ci exerce une influence directe sur l'activité dans la région du Canal. Avec la reprise des affaires aux États-Unis, les conditions économiques devraient s'améliorer de façon générale à Panama.

Toutefois, ce dernier pays dépend beaucoup aussi de l'activité mondiale dans le domaine du transport maritime. En 1959, la circulation dans le Canal a semblé devoir atteindre un nouveau record. Au cours de l'année financière terminée en juin 1959, le nombre des navires empruntant cette voie a été de 30 par jour en moyenne, au regard de 26 pendant les douze mois précédents. On estime que le Canal vaut directement à Panama, sous forme de salaires, de contrats obtenus par des entreprises panamienues et d'achats de matériaux, de biens de consommation et de services, plus de 20 millions de dollars américains chaque année. De plus, la zone franche de Colón, établie en 1948, dont l'importance devient de plus en plus considérable, attire un grand nombre de touristes.

Les recettes dérivées du Canal (droits de passage, commerce de transit, etc.) suffisent habituellement à acquitter plus de la moitié des importations panamienues. Grâce à la quantité de dollars arrivant régulièrement de la zone et aux recettes obtenues du commerce de transit, Panama est ordinairement à l'abri des difficultés de paiement que connaissent les autres pays de l'Amérique centrale.

Industries et routes

Bien que Panama passe encore pour un pays sous-développé, la production industrielle et l'industrie du bâtiment continuent de faire des progrès. Une organisation des États-Unis projette de placer 109 millions de dollars dans la région de Portobelo près de Colón, dont 45 millions

dans une raffinerie de pétrole, 14 millions dans une usine de produits pétrochimiques pour la fabrication d'urée, d'anhydride et d'ammonium et d'alcool industriel en plus des dérivés habituels du pétrole et 51 millions dans une aciérie.

Une usine de préparation d'huile végétale, employant comme matière première le copra, les arachides et le sésame, a été établie l'an dernier. Sa capacité de production est de 25 tonnes d'huile par jour. Cette entreprise comprend des installations de désodorisation et de blanchiment, ainsi qu'un département d'hydrogénation pouvant fabriquer 20,000 livres de graisse à friture et de margarine par jour.

En outre, divers projets sont à l'étude, notamment l'amélioration du Canal et des installations servant au passage des navires. Le prolongement de la route inter-américaine de Panama jusqu'à Costa Rica doit être terminé cette année. De nouvelles routes secondaires seront également construites et d'autres seront améliorées à la suite de l'annonce récente d'un prêt de 7.2 millions de dollars consenti à cette fin par la Banque mondiale. Dix nouvelles artères seront aménagées dans des régions qui offrent de grandes possibilités du point de vue de l'agriculture et huit artères existantes seront pavées. Ces routes ouvriront d'importantes régions nouvelles à la colonisation et contribueront à accroître la production agricole et à réduire les frais de transport.

Baisse des importations

Panama a le grand avantage de pouvoir importer environ quatre fois autant qu'il exporte, grâce aux sommes qu'il reçoit des États-Unis, y compris les droits de passage dans le Canal, et aux recettes invisibles provenant d'autres sources. Le tableau ci-après révèle un fléchissement notable des importations en 1959 par rapport au chiffre de l'année précédente. D'après les résultats des neuf premiers mois, il est manifeste que, pour l'année entière, la statistique, lorsqu'elle sera connue, indiquera une valeur glo-

bale sensiblement inférieure à celle de 1958. (Note: La statistique de Panama diffère beaucoup de celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays, du fait surtout que la valeur des produits exportés y est consignée arbitrairement et que cette statistique ne tient pas compte des ventes directes de biens de consommation aux organismes de la zone du Canal; ces dernières sont considérables mais difficiles à évaluer.)

Traditionnellement, plus de la moitié des importations de Panama proviennent des États-Unis, bien qu'on note une tendance très nette à diversifier de plus en plus les sources d'approvisionnement. Ainsi, la part des États-Unis a été de plus de 50 p. 100 en 1959, mais elle avait été de 96 p. 100 en 1956.

Les autres pays de l'Amérique centrale prennent de plus en plus d'importance comme fournisseurs de Panama et il en va de même du Japon, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne occidentale, de la Belgique et du Canada.

Commerce canado-panamien

D'après le Bureau fédéral de la statistique, le déficit du commerce du Canada avec Panama a été deux fois aussi considérable en 1959 qu'en 1958. Toutefois, la baisse marquée de nos exportations vers cette république l'an dernier est surtout attribuable au fait que l'année précédente la statistique avait été gonflée par la vente ou la cession de navires. Effectivement, il y a eu l'an dernier une augmentation de nos expéditions de farine de blé, de papier journal, de whisky, de produits en cellulose, d'antibiotiques et de préparations médicinales. Comme d'habitude, nos importations ont été limitées presque exclusivement aux bananes.

COMMERCE CANADO-PANAMIEN

	1958	1959
	(en milliers de dollars canadiens)	
Ventes canadiennes à Panama	5,393	4,031
Achats canadiens à Panama	7,488	8,907

COMMERCE EXTÉRIEUR DE PANAMA

	1958	1959 9 mois
	(en millions de dollars américains)	
Importations	93	44.2
Exportations	21	17.8

Nos ventes à Panama ont continué de fléchir au cours des sept premiers mois de 1960, alors qu'elles se sont établies à 2.11 millions de dollars canadiens, au regard de 2.49 millions pendant la période correspondante de 1959, ce qui représente une diminution importante d'environ 18 p. 100.

Notre meilleur client

La situation n'est pas très prometteuse pour ce qui est de notre commerce d'exportation avec Panama. Dans le cas de la plupart des produits, nous sommes aux prises avec une vive concurrence de la part surtout des États-Unis, mais aussi du Japon ainsi que de la Grande-Bretagne et d'autres pays européens.

Panama est un pays qui mérite de grands efforts de vente puisqu'il s'agit de notre meilleur débouché en Amérique centrale. Afin de protéger l'industrie locale, en mars dernier le gouvernement a ajouté di-

verses denrées alimentaires à la liste des produits dont l'importation est soumise à des restrictions. Les principaux aliments en cause sont les tomates déshydratées, le riz sous toutes ses formes, les fruits non tropicaux, ainsi que les huiles et les graisses comestibles. Ajoutons que le 6 janvier dernier, tous les droits douaniers ont été relevés de 1 p. 100 de la valeur f.o.b. port d'expédition. Cela veut dire que les exportateurs canadiens doivent déployer encore plus d'activité et travailler davantage à surmonter la concurrence s'ils veulent maintenir et augmenter leur part de ce marché assez restreint mais attrayant. ●

Salvador

M. H.-E. LEMIEUX, *Délégué commercial à Guatemala.*

LE SALVADOR, d'une superficie de 7,700 milles carrés, est le moins étendu des pays de l'Amérique centrale mais il est cependant le plus industrialisé et celui qui a la plus forte densité de population. Malgré l'exiguïté de son territoire, il compte en effet près de 2.5 millions d'habitants, le plus grand nombre après le Guatemala. En 1957, le revenu individuel moyen était de 207 dollars américains, soit à peu près celui de l'ensemble de la région.

Le commerce s'est ranimé subitement vers la fin de 1959, par suite de fortes ventes de café et de coton à de bons prix, mais il y a eu un certain ralentissement par la suite. Toutefois, la saison 1960-1961 s'annonce bonne.

En avril dernier, la valeur des exportations était de 30 p. 100 plus faible qu'à pareille époque en 1959. Toutefois, il y avait amélioration générale dans divers autres secteurs de l'économie, de sorte que le pays continue d'aller tranquillement de l'avant. Pour 1961, on prévoit d'autres progrès, par suite de plus fortes exportations et de nouveaux placements de capitaux.

Les expéditions de café, qui fournissent au pays 75 p. 100 de ses recettes en devises étrangères, ont été de 13 p. 100 plus considérables en volume pendant le premier trimestre de 1960 que pendant la période correspondante de l'an dernier. En juin, les réserves d'or et de devises étrangères atteignaient 40.6 millions de dollars américains, soit 8 p. 100 de plus qu'à la fin de 1959. Étant donné les exportations prévues de café, cette tendance devrait se poursuivre.

Commerce extérieur

En 1959, les exportations se sont établies à 112.2 millions de dollars américains, ou à 3.3 p. 100 de moins qu'en 1958, par suite d'une baisse des prix mondiaux du café et du coton. Les importations, 100.8 millions de dollars américains, ont également fléchi, soit de 6.7 p. 100; le Salvador a obtenu un excédent commercial de près de 12 millions de dollars américains.

Pour la période de janvier à avril 1960, on note une augmentation de 3.1 p. 100 en valeur des

exportations qui ont atteint 65.5 millions de dollars et de 4.2 p. 100 des importations. Celles-ci se sont chiffrées à 35.3 millions de dollars, laissant un solde favorable pour la période de l'ordre de 30 millions de dollars.

Commerce avec le Canada

Les exportations canadiennes vers le Salvador sont passées de 2,151,000 dollars canadiens en 1958 à 2,570,000 en 1959, surtout à cause d'une augmentation sensible de nos expéditions de farine de blé. Le papier journal, dont nos ventes se sont établies à \$400,000 au regard de \$410,000 en 1958, a occupé la deuxième place dans ce commerce, suivi de l'aluminium primaire, dont nos envois, inexistantes en 1958, ont atteint la somme de \$122,000. Le cuir à chaussure est venu au quatrième rang; dans ce dernier cas, le chiffre n'a pas égalé celui de l'année précédente, mais l'écart était peu perceptible.

Nos importations en provenance du Salvador ont également augmenté, soit de 1.2 million de dollars en 1958 à 3.9 millions en 1959, alors que nos achats de coton brut ont représenté 2.8 millions de dol-

lars, comparativement à \$95,000 l'année précédente. Ainsi, un excédent commercial d'un million en notre faveur en 1958 s'est transformé en un déficit de 1.3 million l'an dernier. A la fin de mai, aucune arrivée de coton n'avait été signalée cette année et le volume de nos ventes se maintenait.

Énergie hydro-électrique

Récemment, la Banque mondiale a consenti au Salvador un prêt de 3.84 millions de dollars américains pour financer l'aménagement hydro-électrique du Rio Guajoyo, dont le coût global sera de 5.54 millions. La centrale électrique de Guajoyo sera munie d'une turbo-génératrice de 15,000 kilowatts, qui portera la production d'énergie hydro-électrique au Salvador de 45,000 à 60,000 kW d'ici trois ans et à 75,000 kW après l'installation projetée d'une quatrième génératrice. Sur les 35.5 millions de dollars américains prêtés au Salvador par la Banque mondiale, 19.5 millions ont été consacrés à des entreprises hydro-électriques.

Vers la fin de l'année, le gouvernement du Salvador lancera un appel d'offres pour l'établissement d'une centrale hydro-électrique de 15,000 kW. La consommation d'énergie continue de s'accroître à raison de 15 p. 100 environ chaque année.

En 1952, le Salvador a adopté une loi sur l'expansion des industries de fabrication qui accorde aux investisseurs des concessions généreuses, en particulier certaines exemptions des droits douaniers et des impôts. Au début de cette année, l'Assemblée législative a approuvé un projet de loi visant à mettre plus de capital à la disposition des industries et augmenté la protection douanière en établissant de nouveaux droits et en relevant certains droits existants. Ces mesures ainsi que quelques autres ont stimulé les placements dans un certain nombre d'industries légères. En 1956, 2,500 industries employaient 45,000 personnes; l'indice de l'activité manufacturière fixé à 100 en 1956 tou-

	Janvier-mai 1960
Ventes canadiennes au Salvador	\$1,035,867
Achats canadiens au Salvador	562,271

chait 110 en 1959. Suit une liste des industries qui se sont établies récemment au Salvador et de quelques-unes qui en sont encore au stade des pourparlers.

- Une raffinerie de sucre, d'une capacité de 230 tonnes métriques par jour, ouverte en mars dernier, qui emploie 200 ouvriers dont plusieurs techniciens allemands et cubains. Cette raffinerie permettra de traiter le sucre de production locale, dont la récolte de 1959-1960 est estimée au volume record de 47,000 tonnes métriques.

- Une fabrique de peintures et de produits connexes d'un million de dollars américains, ouverte en mai par la Sherwin-Williams de l'Amérique centrale. Cette usine fonctionne sous le régime d'une licence obtenue de la société américaine, mais le capital a été fourni par les habitants de l'Amérique centrale.

- Un établissement de congélation des crevettes, établi au début de l'année, qui, prévoit-on, répondra à tous les besoins de l'industrie domestique.

- L'agrandissement, grâce à un placement de \$140,000 de l'International Finance Corporation, d'une fabrique de textiles en vue de la production de bonneterie, de bas en particulier. Les travaux ont commencé en novembre.

- Une usine de 2½ millions de dollars américains établie par des sociétés locales et mexicaines pour la fabrication de conducteurs électriques et un laminoir de cuivre d'une capacité suffisante pour fournir à l'Amérique centrale tout le fil de cuivre et le câble isolé dont elle a besoin. La production devrait commencer sous peu. L'usine de fil et de câble est en partie financée par des capitaux américains.

- Un moulin à farine de blé, «Molinos de El Salvador S.A.», qui

commencera à fonctionner bientôt. Il est établi à Port La Union, où le blé importé passe directement des vaisseaux aux silos du moulin grâce à des tuyaux aspirants. On estime que les machines et l'outillage coûteront 4 millions de dollars américains. La production devrait suffire aux besoins du Salvador.

- Une usine de 10 millions de dollars américains pour la production d'engrais très concentrés à base d'azote, de phosphore et de potasse à raison de 400 tonnes par jour. On projette une autre usine pouvant produire 250 tonnes d'acide nitrique par jour et une troisième usine dont le rendement quotidien serait de 150 tonnes de nitrate d'ammonium.

- La construction prochaine d'une raffinerie de pétrole d'une capacité de 10,000 barils par jour au coût de 10 millions de dollars américains par la Royal Dutch Shell. Cette raffinerie produira de l'essence, de la kérosène, des carburants diesel, de l'huile à chauffage ainsi que du gaz liquide.

- Un projet d'établissement d'une usine de 300,000 dollars américains pour le traitement du lait. Cette usine aura une capacité de 25,000 litres de lait pasteurisé et homogénéisé par jour. ●



LES ANTILLES

LES ANTILLES

L'année dernière a été marquée par l'établissement de nouvelles industries, la diversification de l'agriculture et l'accroissement du commerce touristique. La Fédération a fait des progrès dans ses pourparlers visant une union douanière, le droit d'établir des impôts, l'encouragement de l'industrie et autres points d'une constitution permanente.

BARBADE

La récolte de sucre a été plus faible cette année, mais l'industrie touristique a rapporté davantage et les importations se sont accrues. Les ventes canadiennes sont à la hausse et comprennent de nouveaux produits.

ÎLES DU VENT ET ÎLES SOUS-LE-VENT

Ensemble, ces petites îles font des achats de \$4,500,000 au Canada. Depuis la levée presque complète des restrictions, ces îles nous offrent un débouché pour nos produits ouvrés.

JAMAÏQUE

Une production croissante de bauxite, une récolte record de canne à sucre, la construction de nouvelles usines et l'expansion de l'industrie touristique influent favorablement sur les perspectives économiques. Au cours du premier semestre, les importations en provenance du Canada ont augmenté de 12 p. 100.

LA TRINITÉ ET TOBAGO

Le commerce extérieur continue de s'accroître, mais plus lentement. En 1959, le Canada a fourni à ces deux îles 6.2 p. 100 de leurs importations. En dépit de certaines restrictions, les perspectives de vente sont brillantes à l'égard de plusieurs genres de biens de consommation.

COMMERCE CANADO-ANTILLAIS

Par suite de la libération presque intégrale des importations, nos ventes à la Fédération augmentent en volume et en variété. Le Canada suit avec intérêt les efforts en vue de l'établissement d'une union douanière.



Le port de Port of Spain

Les Antilles

M. R. G. C. SMITH, *Délégué du Canada à Port of Spain.*

AU début de 1958, après des pourparlers longs et pénibles au sujet d'une formule d'union des divers territoires britanniques dans la région des Caraïbes, la Fédération des Antilles a pris naissance. Toutefois, la constitution n'est encore que provisoire. Elle a été établie pour une durée de cinq ans et au cours de cette période se tiendra, avec le gouvernement britannique, une conférence au cours de laquelle on étudiera la situation «à la lumière des progrès accomplis vers l'établissement d'une union douanière au sein de la Fédération et d'autres faits pertinents».

Les colonies britanniques des Antilles n'ont pas toutes donné leur adhésion à la nouvelle Fédération. La Guyane britannique, le Honduras britannique, les îles Vierges et les Bahamas se sont tenus à l'écart, ce qui a laissé une Fédération d'îles composée de la Jamaïque, de la Trinité, de la Barbade et de sept des îles du Vent et Sous-le-Vent. Ce projet visant à assurer l'indépendance à des territoires, en général trop petits pour devenir individuellement autonomes et à créer un nouveau pays au sein du Commonwealth, exigeait de ses auteurs beaucoup de courage et une noble ambition.

Problèmes

L'«expérience» dure maintenant depuis près de la moitié du temps maximum prévu par la constitution provisoire et, par de grands progrès politiques et économiques, la Fédération s'est sensiblement rapprochée de son but véritable qui est l'indépendance et le rang de Dominion au sein du Commonwealth. Sous ce rapport, les douze derniers mois seront peut-être les plus décisifs.

Les premières années de développement n'ont pas été faciles, mais l'histoire de toutes les fédérations nous apprend que cette première période de fusion d'éléments divers est toujours difficile. La Fédération des Antilles n'a pas fait exception. Là, le principal problème vient de ce que les dix îles ensemble forment une petite superficie (environ 7,750 milles carrés) et pourtant elles sont dispersées aux quatre coins d'une vaste étendue de mer. En outre, ces îles varient considérablement des points de vue de l'étendue, des ressources économiques et des possibilités de production. La plus grande est la Jamaïque qui compte environ la moitié des 3½ millions d'habitants de la région. La deuxième, en étendue et en population (800,000 habitants), est la Trinité qui, grâce surtout à sa production et à son industrie du raffinage du pétrole, est de tous les membres de la Fédération celui où le revenu individuel moyen est le plus élevé. La plus petite des îles ayant un gouvernement distinct est Montserrat qui a une population d'au plus 12,000 habitants.

Bien que l'économie de la région soit fondamentalement agricole (même à la Trinité, dont la prospérité dépend beaucoup du pétrole, la production de sucre est sans contredit la principale source d'emplois) les produits varient sensiblement d'une île à l'autre. En outre, par suite d'une absence alarmante de diversité dans chacune de ces îles, celles-ci sont économiquement à la merci des fluctuations des prix sur les marchés mondiaux, des perturbations atmosphériques et des ca-

prices de la nature. (Un excès de sécheresse ou d'humidité est assez habituel et n'est pas tenu pour «catastrophique» mais il peut avoir de graves répercussions sur la prospérité de ces îles. De plus, les ouragans ou simplement de grands vents peuvent en une nuit anéantir les recettes d'une île.) Bien que la bauxite et l'alumine soient devenues la principale source de recettes commerciales de la Jamaïque, cette île dépend du sucre, des bananes et des agrumes, ainsi que des récoltes moins abondantes de piment, de gingembre, de café et de tabac pour une forte partie de ses revenus et pour l'emploi du plus grand nombre de ses habitants. La Trinité produit du sucre, du cacao, des agrumes et du café; la Barbade, du sucre; la Grenade, la noix de muscade, du macis et des bananes; Sainte-Lucie, des bananes et du sucre; Saint-Vincent, de l'arrow-root, des bananes et du coton à longue soie; la Dominique, des bananes, des agrumes et quelques épices; Montserrat, du coton et quelques légumes; Névis, du coton; Saint-Christophe, du sucre; Antigua, du sucre et du coton.

Ces îles sont pour la plupart surpeuplées et le chômage y règne presque en permanence; par contre, certaines régions ont une population insuffisante. La Barbade, par exemple, est une des régions les plus peuplées du globe, alors que la Dominique, avec ses montagnes escarpées et très boisées, n'a pas un nombre suffisant d'habitants.

Progrès industriels

Au cours de ces dernières années, on a beaucoup travaillé à développer et à diversifier l'économie. De façon générale, il y a eu certains progrès sous ce rapport dans le domaine de l'agriculture (par exemple, l'introduction de la culture des bananes dans les îles du Vent a eu de très grandes répercussions économiques), mais en Jamaïque, à la Trinité et à la Barbade, les efforts ont surtout visé l'établissement d'industries légères. Aujourd'hui, l'industrie joue un rôle important et essentiel dans l'économie de la Jamaïque et de la

Trinité et il est probable qu'elle se développera rapidement. Il est certain que l'industrialisation a été accélérée au cours des dernières années.

Les progrès impressionnants de l'industrie, à la Jamaïque et à la Trinité en particulier, ont valu à la région en général une diversité économique souhaitable et nécessaire, mais, inévitablement, ils ont créé de nouveaux problèmes et opposé de nouveaux obstacles à l'établissement d'une fédération indépendante formant une union douanière intégrale. Naturellement, ces nouvelles industries ont besoin d'une certaine mesure de protection pour résister dans un monde de géants industriels. Toutefois, pour les petites îles qui ont peu de possibilités dans le domaine industriel, cette protection représentera une hausse des prix de beaucoup d'articles de première nécessité. Il n'est sûrement pas facile de concilier ces intérêts opposés, mais le problème a été examiné avec objectivité et l'on croit entrevoir des solutions.

Importance du tourisme

A côté de l'industrie, mais peut-être sur un plan de plus grande envergure, le tourisme est devenu une des principales sources de revenu et il présente d'immenses possibilités de développement. Chaque année, les visiteurs se font plus nombreux et la période du tourisme s'accroît. Bien que le commerce touristique soit particulièrement développé à la Jamaïque et à la Barbade, c'est à Antigua qu'au cours des deux dernières années les progrès ont été les plus impressionnants. Il se développe rapidement aussi à la Trinité et à Tobago. A mesure que les voies de communication s'améliorent, les projets de construction d'hôtels et d'aménagements de centres touristiques se multiplient. A la Grenade, à Saint-Lucie et à Saint-Christophe de nouveaux hôtels sont en voie de construction, ce qui augmentera beaucoup les recettes de ces îles. Afin de démontrer l'importance et les progrès de l'industrie touristique, signalons qu'au cours des huit pre-

miers mois de 1960, le nombre de visiteurs à la Jamaïque a été de 164,000, soit 19 p. 100 de plus que pendant la période correspondante de l'an dernier. Les dépenses faites par les touristes à la Jamaïque l'an dernier ont été de l'ordre de 32 millions de dollars américains (alors que les exportations globales de l'île se sont chiffrées à quelque 130 millions, celles de sucre à 34 millions et celles de bauxite et d'alumine à 58 millions environ). A Antigua et à la Barbade, le tourisme prend également une importance économique de plus en plus grande.

A ces problèmes d'ordre économique s'ajoute un fort attachement de chaque habitant à son île, fruit de longues années d'administration indépendante, sans presque aucune interdépendance entre les divers territoires. Jusqu'à présent, l'insuffisance des moyens de communication et les frais élevés des voyages ont empêché les populations des diverses îles de se bien connaître.

Depuis l'établissement d'un gouvernement central, et devant la perspective d'une constitution définitive qui fera de leurs territoires un Dominion tout à fait indépendant, les populations des Antilles ont commencé à comprendre et à apprécier ce que comporte une Fédération. Au cours de l'an dernier, les conséquences d'un tel régime ont fait l'objet de discussions politiques très animées, surtout après la publication en septembre d'une revue de la constitution qui a échauffé les esprits au sujet de l'autorité respective du pouvoir central et des gouvernements locaux. Non seulement existait-il des différences d'idées d'une île à l'autre, mais il y en a, et de très vives, au sein d'une même île. Ainsi, la Jamaïque a demandé la tenue d'un plébiscite pour décider si elle doit continuer à faire partie de la Fédération. La consultation populaire aura probablement lieu au début de la nouvelle année.

Progrès sensibles

Des commissions intergouvernementales ont travaillé pendant toute l'année à des formules visant à

donner à la jeune nation une constitution nouvelle et permanente. On a fait beaucoup de progrès vers des ententes sur des questions telles que la représentation au gouvernement central, les pouvoirs d'imposition, l'union douanière, la liberté de mouvement des habitants et les moyens d'encourager l'établissement de nouvelles industries. Les formules proposées, qui n'ont pas encore été rendues publiques, seront étudiées au cours d'une conférence intergouvernementale prévue pour la fin de l'automne.

A l'heure actuelle, bien que la Fédération ait deux années et demie d'existence, il n'y a ni union douanière, ni tarif extérieur commun, ni liberté de mouvement des personnes d'une île à l'autre. Ainsi, les produits d'une île sont soumis à leur entrée dans une autre aux droits douaniers réguliers tout comme s'ils arrivaient du Canada, par exemple, et les personnes doivent se plier aux règlements d'immigration et obtenir une autorisation spéciale si elles veulent s'établir en permanence. Les commerçants doivent encore tenir compte de tarifs douaniers et de réglementations monétaires multiples au lieu d'un seul régime applicable à tous les membres de la Fédération. Néanmoins, comme nous l'avons déjà mentionné, il y a eu l'an dernier beaucoup de progrès vers l'unification de tous les domaines. Pourvu que les autres différences d'opinions au sujet de la constitution soient aplanies et que le plébiscite dissipe les doutes quant à l'adhésion future de la Jamaïque à la Fédération, on peut s'attendre prochainement aux premiers pas vers l'établissement d'une union douanière intégrale et d'un tarif extérieur commun.

Besoin d'aide extérieure

L'établissement d'une Fédération permanente ne modifiera pas essentiellement dès le début la situation économique des Antilles. Jusqu'ici, les échanges entre ces îles ont été très restreints et ce commerce ne pourra se développer que graduelle-

ment. A l'heure actuelle, toutes les îles du Vent et Sous-le-Vent, sauf Saint-Christophe, reçoivent des subventions du gouvernement du Royaume-Uni pour équilibrer leurs budgets. En dépit d'un accroissement des recettes de ces îles (du chef surtout de la vente des bananes et du tourisme), la nécessité de cette aide n'a pas tendance à diminuer. En effet, tout le surcroît de recettes est absorbé par le besoin impérieux d'améliorer les services sociaux, les services d'enseignement et les moyens de transport.

A l'heure actuelle, la Fédération reçoit beaucoup d'aide de l'extérieur. Le Trésor britannique a consenti aux îles du Vent et Sous-le-Vent une somme de 8.75 millions de livres sterling pour leur aider à boucler leurs budgets au cours des années 1958 à 1963. En outre, les Antilles ont reçu, sous le régime du *Colonial Development and Welfare Act*, une somme de 9 millions de livres sterling pour les cinq années 1959 à 1964. Enfin, le Canada a affecté un montant de 10 millions de dollars réparti sur la période allant de 1958 à 1963 et consacré à divers projets approuvés de part et d'autre, notamment à l'envoi de deux navires qui feront le commerce entre les îles. Les États-Unis ont aussi établi un programme qui jusqu'à présent représente la somme de 3.64 millions, dont une contribution de 2.5 millions à une caisse fédérale de prêts et de garantie pour la mise en valeur. Le total, toutefois, comprend seulement les contributions d'une année de \$50,000 chacune aux îles du Vent et au Service coopératif des États-Unis, ainsi qu'au Service coopératif américano-antillais. Toutefois, les ententes prévoient le versement de sommes égales de juin 1959 à juin 1964, à condition que des fonds soient disponibles.

Au cours de 1960, le commerce extérieur de la région a continué à s'accroître rapidement, comme il l'avait fait presque sans interruption depuis la fin de la guerre. En effet, de 1949 à 1959, la valeur des

achats et des ventes de la région en général a un peu plus que triplé. A l'heure actuelle, les importations sont estimées à environ 532 millions de dollars canadiens et les exportations à quelque 439 millions. Au cours des six premiers mois de 1960, les achats des trois principales îles ont augmenté de plus de 15 p. 100 et les ventes de presque 10 p. 100.

Expansion économique

L'année en cours a été marquée par de grands progrès économiques, grâce surtout à une récolte sans précédent de sucre. Comme les territoires fédérés ont obtenu un contingent de près de 49,000 tonnes fortes sur le marché très rémunérateur des États-Unis et que le revenu la tonne vendue dans les autres pays sera plus élevé qu'il ne l'a été en 1959, les recettes provenant de cette récolte seront particulièrement considérables.

En outre, la situation s'améliore pour ce qui est de la bauxite et de l'alumine à la Jamaïque. Au cours des sept premiers mois, les ventes de ces produits de base ont été estimées à près de 53 millions de dollars canadiens au regard de 41 millions pendant la période correspondante de l'an dernier.

Par suite de mauvaises conditions atmosphériques, y compris une tempête qui a presque pris les proportions d'un ouragan à Sainte-Lucie, les progrès prodigieux de la culture des bananes dans les îles du Vent ont été entravés cette année et il est possible que la production globale n'atteigne pas le chiffre de l'an dernier. De même, à la Jamaïque, qui occupe toujours de loin la première place comme producteur, les expéditions ont été jusqu'ici cette année plus faibles que celles de l'an dernier.

Dans le domaine de la production et du raffinage du pétrole, dont dépend de façon primordiale l'économie de la Trinité, une immense raffinerie a été mise en fonctionnement au début de 1960. Cette usine a augmenté de plus de moitié la

capacité de production locale. En dépit d'une grève très coûteuse en juillet, qui a causé un arrêt de presque tous les travaux d'extraction et de raffinage, la production de pétrole brut et de dérivés raffinés établira de nouveaux records. Jusqu'à la fin de juin, la production quotidienne de brut a été de 118,078 barils, soit 8,418 barils de plus que pendant la période correspondante l'an dernier. Pendant la même période, la quantité reçue par les raffineries s'est établie en moyenne à 210,645 barils par jour au regard de 189,600 l'an dernier et il est probable que le chiffre continuera de s'accroître au fur et à mesure que la nouvelle usine se rapprochera de son plein rendement.

Libération du commerce

L'année en cours a été marquée aussi par d'importantes mesures de libération du commerce. Au début de l'année, l'ancien programme de libération, qui avait servi de rempart lorsque les restrictions à l'emploi des devises paralysaient les échanges entre la zone sterling et la zone dollar, a été abrogé. Déjà presque toutes les anciennes entraves au commerce avec les pays

dollars avaient été ou étaient en voie d'être abolies. Aujourd'hui, seules la Jamaïque et la Trinité maintiennent des restrictions importantes. Afin de protéger leurs industries naissantes, ces deux îles ont jugé nécessaire de continuer à soumettre à des contingents certains articles qui intéressent ou peuvent intéresser des exportateurs canadiens. A la Jamaïque, ces contingents s'appliquent aux produits de tous les pays sans distinction, tandis qu'à la Trinité, le régime fait des exceptions à l'égard de la plupart des importations en provenance du Royaume-Uni et des autres colonies. On prévoit que les autorités de l'île adopteront d'autres mesures de libération.

Peu de restrictions

Les commerçants doivent comprendre que les restrictions encore en vigueur dans les îles du Vent et dans les îles Sous-le-Vent et à la Barbade ne constituent pas de véritables entraves à l'accroissement des échanges. Même à la Jamaïque et à la Trinité la majeure partie du commerce est assez libre. Si un exportateur canadien constate que ses marchandises sont atteintes soit par les règlements visant l'emploi des devises soit par des contingents, il devrait communiquer avec le délégué commercial du Canada à la Trinité ou à la Jamaïque afin de savoir exactement ce qui en est. Une meilleure compréhension de la situation peut parfois permettre un redressement.

Possibilités de ventes

Ainsi, l'année en cours a marqué l'ouverture d'un important marché en pleine croissance aux produits, et en particulier aux produits ouverts du Canada. Par rapport aux pays non britanniques, nous jouissons encore d'une préférence douanière très appréciable. Le climat commercial ne saurait être plus favorable. Naturellement, les progrès industriels de la région auront tendance à modifier la composition de nos ventes non seulement à la Jamaïque et à

la Trinité, mais à l'ensemble de ces territoires. L'établissement peut-être prochain d'une union douanière provoquera un accroissement des échanges entre ces îles, dont les plus petites achèteront divers produits des industries de la Jamaïque et de la Trinité. D'autre part, l'essor de l'industrie et du tourisme augmentera le pouvoir d'achat et la demande d'articles de qualité. Ainsi, alors que certains produits jusqu'ici fournis par le Canada subiront ou ont déjà commencé à subir les contrecoups des événements, de nouvelles possibilités sont en voie de s'ouvrir pour beaucoup d'autres: produits ouverts, produits alimentaires, machines et matières premières.

Pour les exportateurs

La Direction des relations commerciales internationales, du ministère du Commerce, a préparé des bulletins au sujet des exigences en matière de documents d'expédition et de douane des pays ci-après: Afrique-Orientale, Allemagne occidentale, Antilles néerlandaises, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Chili, Colombie, Congo belge, Costa Rica, Cuba, Danemark, Égypte, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Îles Maurice, Israël, Italie, Japon, Mexique, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Portugal, république Dominicaine, Salvador, Suède, Suisse, Surinam et Venezuela. La Notice 27A, publiée par le Commissaire des douanes et de l'accise du Royaume-Uni, expose les exigences du certificat d'origine britannique et autres conditions nécessaires pour que la préférence impériale soit accordée.

La Direction a aussi publié les brochures intitulées "Requirements for Shipping Documents in Latin America" et "Import Control Regulations and Tariff Treatment of Canadian Goods", qui sont de brefs exposés sous forme de tableau, et un résumé, "Tariff Preferences for Canadian Goods Abroad". On peut obtenir des exemplaires de ces brochures en écrivant à la Direction même. Des renseignements sur d'autres pays seront préparés de temps à autre et ajoutés à la liste ci-dessus.



La Barbade

M. R. L. RICHARDSON, *Secrétaire commercial adjoint à Port of Spain.*

LE marché de la Barbade est en grande partie à la merci des recettes de l'industrie du sucre et de ses dérivés, la mélasse et le rhum. L'an dernier, la récolte (184,000 tonnes) a dépassé les prévisions et les exportations de sucre ont excédé de 20 p. 100 le chiffre de l'année précédente; il y a eu toutefois un léger fléchissement des ventes de mélasse et de rhum. Par suite de la mauvaise récolte de 1958 (152,000 tonnes), les acheteurs sont restés sur leurs gardes en 1959, de sorte que les importations n'ont atteint que 75 millions de dollars, soit 2 p. 100 seulement de plus que l'année précédente. Au début de cette année, une grande sécheresse a fait craindre une récolte plus faible qu'en 1958, mais des pluies vers la fin de la période de croissance ont ranimé certaines plantations et la production a fini par toucher 154,000 tonnes. Le commerce s'est redressé au cours du premier semestre de 1960 et l'on prévoit pour l'année entière des importations de 80 millions de dollars.

Autres sources de revenu

L'industrie touristique est, après le sucre, la principale source de revenu. Des hôtels, des «seatels» (motels sur la mer) et des maisons de villégiature modernes sont en voie de construction tout le long des célèbres plages sablonneuses de l'île.

Sauf indication contraire, toutes les valeurs sont exprimées en dollars des Antilles.

1 dollar des Antilles=56c. du Canada.

En 1959, on comptait à la Barbade 1,500 chambres pour touristes et ce nombre sera sensiblement accru lorsque les travaux en cours seront achevés. A la fin de cette année, soixante-quatre navires de touristes auront fait escale à la Barbade. Certains hôtels reçoivent des visiteurs dont le séjour se prolonge pendant plusieurs mois; les recettes touristiques ont progressé continuellement de 5.7 millions de dollars en 1958 à 7.5 millions en 1959 et la hausse s'est maintenue pendant l'année en cours.

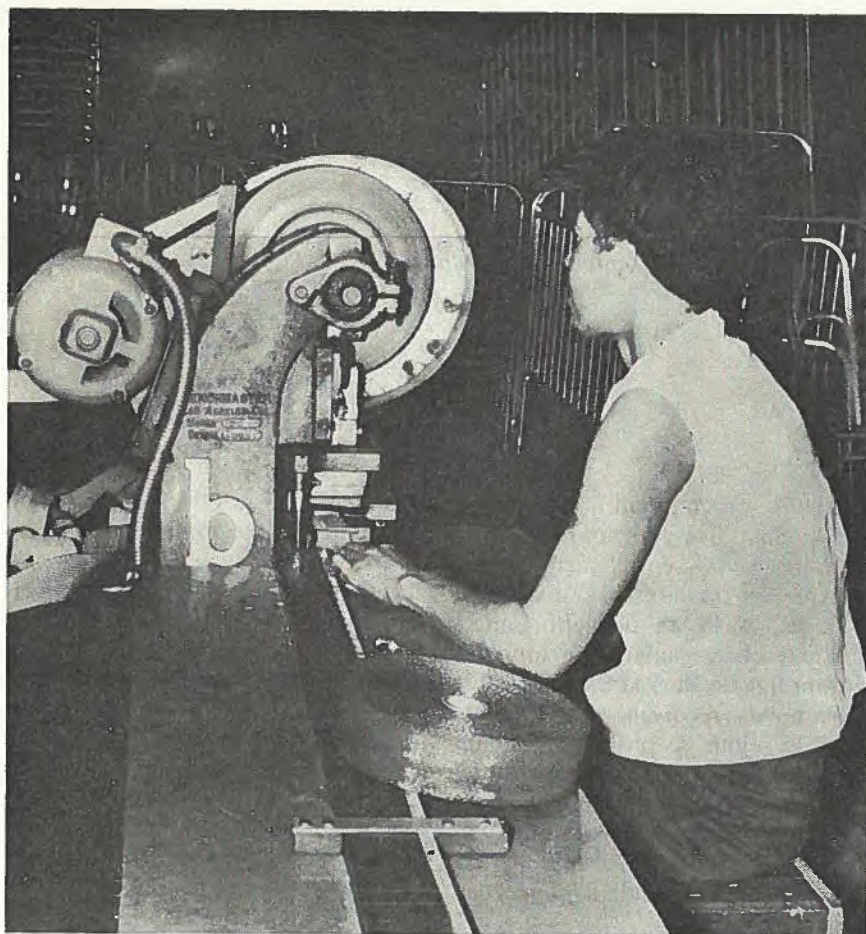
La Barbade possède d'autres sources de revenu et en particulier une industrie du poisson volant dont les prises augmentent d'année en année. En outre, une brasserie est actuellement en voie de construction et une fabrique de meubles vient d'atteindre le stade de la production. On prévoit que celle-ci emploiera 400 personnes lorsqu'elle fonctionnera à plein rendement. L'aménagement du port en eau profonde de Bridgetown sera bientôt achevé; un organisme administratif indépendant a été créé pour assurer les services exigés par l'augmentation prévue du transport de marchandises. Le nouveau port sera muni d'installations pour le chargement du sucre en vrac, ce qui aidera sensiblement cette industrie de toute première importance.

Commerce avec le Canada

Le commerce entre le Canada et la Barbade est à peu près équilibré.

L'an dernier, nos ventes ont fléchi légèrement à 4.1 millions de dollars de 4.2 millions qu'elles étaient en 1958 et nos achats, qui ont compris notamment du sucre, de la mélasse et du rhum, ont augmenté de 3.7 à 4.8 millions. C'est surtout par la composition que le commerce des deux pays est différent; alors que nos achats à la Barbade sont limités presque exclusivement au sucre et à ses dérivés, nos ventes comprennent plus de 330 genres de produits.

Les principaux produits expédiés par le Canada sont la farine, le porc saumuré, le bois d'œuvre, la morue salée, les sardines, la semoule de maïs, les aliments mélangés pour bestiaux et le tabac. C'est à la diminution des expéditions de ces produits qu'est imputable la baisse générale de nos exportations en 1959. Celle-ci aurait été plus considérable sans une certaine compensation du chef des pommes, des soupes, des pois cassés, du suif et des articles ouverts. Nos ventes d'automobiles, de meubles en métal, de parfums et de bijoux ont plus que doublé; au cours du premier semestre de 1960, nos exportations d'automobiles se sont établies à 30,000 dollars du Canada; en 1958, elles avaient été inexistantes, alors que les importations de ces véhicules du Canada étaient interdites. Il y a eu, semble-t-il, une augmentation considérable des exportations canadiennes de ces produits et des appareils ménagers au cours du second semestre de cette année. ●



—Société jamaïquaine d'expansion industrielle

Les meubles de gazon en aluminium fabriqués à la Jamaïque sont en grande vogue auprès des Canadiens. Une jeune Jamaïquaine prépare les sangles qui couvrent les cadres des chaises en aluminium.

La Jamaïque

M. H. E. CAMPBELL, Délégué commercial à Kingston.

L'ACTIVITÉ commerciale s'accroît à la Jamaïque et l'avenir s'annonce brillant. Dans les montagnes d'un beau vert de l'intérieur, l'extraction de la bauxite continue de progresser. Le long du littoral septentrional, à 90 milles seulement de Cuba, les hôtels de villégiature signalent une affluence record de touristes. A Kingston, capitale et centre commercial de l'île, de nouvelles usines et de nombreux logements à prix

modique sont en voie de construction.

L'agriculture occupe toujours la première place dans l'économie du pays. Avec les industries qui s'y rattachent, elle fournit de l'emploi à une forte partie de la population. La principale culture est le sucre, dont la dernière récolte a fourni le volume sans précédent de 418,275 tonnes. La production de bananes a fléchi quelque peu, mais celles des

agrumes, du café et du cacao sont à la hausse.

Le plan décennal du gouvernement reconnaît les possibilités d'expansion en agriculture. Près du quart des 80 millions de livres prévus par le programme sera consacré au développement de l'industrie de l'élevage et à l'amélioration de la culture du cacao, du café, des ananas, du gingembre, du piment et d'autres produits.

L'importance de la bauxite

L'industrie minière a débuté après la guerre. A l'heure actuelle, elle représente un placement de quelque 200 millions de dollars. On estime les réserves de bauxite à près de 600 millions de tonnes de minerai de qualité marchande; elles seraient donc suffisantes pour assurer pendant 100 ans le chiffre actuel de production. Les gisements se trouvent de 10 à 25 milles du littoral et les frais d'extraction sont peu élevés.

Trois sociétés, deux des États-Unis et une du Canada, exploitent maintenant des mines de bauxite. Les deux sociétés américaines font sécher le minerai au four avant de l'expédier aux hauts fourneaux des États-Unis. Quant à la société canadienne, elle le réduit en alumine, qui est la dernière forme du métal avant la transformation en aluminium. Au début de l'année, la société canadienne a ouvert une deuxième fabrique d'alumine, au coût de 12 millions de livres, à Ewarton au centre de l'île, ce qui lui permettra de porter sa production du chiffre actuel de 500,000 tonnes à 750,000 tonnes.

L'*Aluminum Company of America*, la plus grande entreprise d'extraction de bauxite au monde, a annoncé qu'elle avait l'intention d'ouvrir une mine au centre du pays. La construction débutera vers la fin de cette année et dès 1963 le gisement devrait être en exploitation. La société entend consacrer 15 millions de dollars aux installations minières et au matériel ferroviaire d'ici deux ans et demi. Les expédi-

tions de minerai seront de l'ordre de 750,000 tonnes par an au début, mais elles pourront atteindre jusqu'à un million de tonnes. Comme la redevance est de 56 cents par tonne de bauxite extraite, l'établissement de cette quatrième société ne manquera pas d'accroître sensiblement les recettes du gouvernement.

En parlant de l'entente conclue à ce sujet, l'honorable Norman W. Manley, premier ministre de la Jamaïque, a déclaré: «C'est une grande nouvelle très encourageante. Voilà une autre preuve de la confiance des capitalistes étrangers dans notre économie et dans notre expansion future. Je suis heureux d'apprendre la décision de cette société et je lui souhaite un franc succès.»

Nouvelles industries

L'ALCOA n'est pas la seule société qui ait décidé d'étendre son champ d'activité à la Jamaïque. L'Esso Standard Oil fait l'étude d'emplacements possibles d'une raffinerie de 20 millions de dollars qu'elle voudrait terminer en 1962. La *Ludlow Corporation* de Boston construit actuellement tout près de Kingston une usine de 2.8 millions de dollars pour la fabrication de toile de tapis. La *Worcester Royal Porcelain Company* de Grande-Bretagne a l'intention de construire près de là une fabrique de porcelaine au coût de 1.4 million de livres.

En 1959 et 1960, il y a eu progrès dans tous les secteurs de l'industrie. Plusieurs nouvelles usines ont été établies pour répondre à la demande du marché domestique et diverses sociétés ont lancé des programmes d'agrandissement.

Afin d'encourager les fabricants d'outre-mer à établir des succursales dans l'île, le gouvernement a adopté une loi accordant aux nouvelles industries des réductions d'impôt durant des périodes qui peuvent aller jusqu'à sept ans et des exemptions de droits douaniers à l'égard du matériel et de l'outillage. Grâce à ces mesures d'encouragement, 11

nouvelles usines ont atteint le stade de la production en 1959 et 15 autres ont suivi cette année. Parmi les produits fabriqués dans ces 26 nouvelles usines, mentionnons les peintures, les produits pharmaceutiques, les sabots de freins, les baseballs, les chemises, les chandails, les vêtements de travail, les sous-vêtements, les rouleaux pour l'impression des textiles, les couvertures de lit, les dentelles, les machines à écrire, les toiles de tapis et les postes récepteurs de radio. La plupart de ces nouvelles entreprises cherchent des débouchés outre-mer et il est possible que bientôt elles deviennent des concurrents des exportateurs canadiens dans les pays en bordure de la mer des Antilles.

La montée en flèche de l'industrie jamaïquaine a stimulé la construction dans la région de Kingston dont la population atteint aujourd'hui le chiffre de 350,000. L'industrie de la construction a également été favorisée par le plan décennal d'expansion, qui prévoit l'amélioration du service d'eau, des installations portuaires et des moyens de transport ainsi que l'accroissement de la production d'énergie électrique en vue de répondre aux besoins d'une économie croissante. Un bon indice des progrès réalisés est la consommation d'énergie électrique qui, au cours des cinq dernières années, est passée de 100 millions à plus de 200 millions de kWh.

Les magnifiques plages de la Jamaïque, sa température perpétuellement agréable et ses belles montagnes attirent de plus en plus de touristes. L'amélioration des services aériens dans les deux sens entre l'île et les grandes villes de l'Amérique du Nord ainsi que la vogue grandissante des croisières aux Antilles ont contribué à assurer le nombre sans précédent de visiteurs enregistrés l'an dernier, soit 191,303, qui ont dépensé au total 35 millions de dollars. Au cours des huit premiers mois de cette année, les arrivées de touristes ont augmenté de 18 p. 100 par rapport à la période correspondante de l'an

dernier et le Service du tourisme prévoit dépasser le chiffre de 200,000 à la fin de décembre.

Possibilités

Cette grande prospérité offre aux fabricants canadiens de nouvelles possibilités commerciales. Les aliments préparés, les appareils ménagers, la quincaillerie, les matériaux de construction, les automobiles, les machines et les matières premières industrielles arrivent à la Jamaïque en quantités de plus en plus considérables. Au cours des six premiers mois de 1960, les importations ont atteint 39 millions de livres sterling, au regard de 32 millions pendant la période correspondante de l'an dernier.

Les exportateurs canadiens obtiennent une part du nouveau commerce créé par l'affluence des touristes et l'établissement de nouvelles industries. Selon la statistique jamaïquaine, les importations en provenance du Canada ont augmenté de 12 p. 100 au cours du premier semestre de 1960. Les automobiles, les appareils électriques, les pneus, les produits de toilette, les pompes, les machines commerciales et le suif ont constitué le gros de cette augmentation. Les chiffres canadiens indiquent que nos ventes à la Jamaïque sont passées de 11 millions de dollars au cours des huit mois terminés en août 1959 à 11.7 millions pendant les mois correspondants de l'année courante. Les exportations jamaïquaines vers le Canada sont montées à 7.3 millions de livres au cours du premier semestre de 1960 de 6.6 millions en 1959, grâce surtout à des expéditions accrues d'alumine.

Rapport sur le blé

Les Canadiens intéressés au commerce et à la transformation du blé seront heureux d'apprendre que le rapport du Conseil international du blé sur la situation de cette céréale dans le monde vient de paraître. Ce rapport est publié en anglais, en français et en espagnol et on peut l'obtenir au prix de \$3 l'exemplaire en s'adressant à l'International Wheat Council, 28 Haymarket, Londres, S.W.1 (Angleterre).

Îles Sous-le-Vent

et îles du Vent

M. R. L. RICHARDSON, *Secrétaire commercial adjoint à Port of Spain.*

ÎLES SOUS-LE-VENT

LES ÎLES SOUS-LE-VENT (Antigua, Saint-Christophe et Nevis et Montserrat, forment le groupe septentrional de la Fédération des Antilles. Leur situation économique dépend de leurs exportations de sucre et de coton à longue soie.

A Antigua, la plus étendue de ces îles, l'activité commerciale est sensiblement au ralenti à cause d'une deuxième faible récolte de sucre et de coton en deux années consécutives. Cependant, plusieurs hôtels sont en voie de construction, ce qui accroît les ventes de matériaux de construction et fournit une nouvelle source d'emplois.

A Saint-Christophe, la production de sucre est plus considérable cette année, mais les usines ne fonctionnent pas à plein rendement par suite d'une pénurie de coupeurs de cannes. Un grand nombre de travailleurs ont émigré en Grande-Bretagne l'an dernier, de sorte qu'aujourd'hui, faute de main-d'œuvre spécialisée, il est possible qu'il faille abandonner une partie de la récolte. Des travailleurs ont été recrutés à la Barbade mais, par suite de différences de salaires et de conditions de vie, l'expérience n'a pas été favorable.

La plus petite île du groupe, Montserrat, commence à ressentir les bienfaits d'une toute nouvelle

industrie, celle des tomates; une usine de traitement a été construite et est dirigée par des Canadiens. On signale cette année une bonne récolte de tomates, de sorte que cette industrie pourrait bien devenir une importante source de revenu. Le coton demeure toujours le principal produit d'exportation, mais le sucre et les bananes, récemment introduits dans l'île, commencent aussi à se vendre à l'étranger.

ÎLES DU VENT

Dans les îles du Vent, la population de plus de 300,000 habitants a vu ses conditions de vie s'améliorer grâce surtout aux progrès rapides accomplis depuis quelques années par l'industrie des bananes et au nombre croissant des touristes; la situation économique de ces îles dépend de ces deux facteurs.

A cause des ouragans qui ravageaient leurs récoltes, les habitants des îles se sont tournés de plus en plus vers la production des bananes, qui poussent rapidement et constituent une bonne source de revenu. On a fait de grands travaux de recherche afin de déterminer si le climat et le sol sont favorables à cette culture. Ces travaux ont été suivis de la mise en pratique de méthodes modernes de production et de vente. En conséquence, en 1960, les exportations de bananes atteindront le double du chiffre de

1957. Elles ont monté chaque année, soit de 117 millions de livres en 1957 à 133 millions en 1958 et à 214 millions en 1959. Une variété d'autres fruits tropicaux promettent également beaucoup pour l'avenir.

L'industrie touristique fait également l'objet de grands espoirs. Des plages magnifiques au pied de belles montagnes ne sauraient manquer d'attirer les touristes. Le gouvernement et l'entreprise privée s'efforcent d'exploiter ces avantages naturels en construisant des logements modernes et en améliorant les moyens de transport.

● *La Grenade*—Les recettes d'exportation ont fléchi en 1959 par suite de la diminution des ventes de muscade, de macis, de coton et de cacao. Les principaux produits d'exportation de l'île sont la muscade et les bananes, mais seules les exportations de bananes ont augmenté l'an dernier. La culture de ces fruits est relativement récente à la Grenade. Elle a été introduite après les dégâts causés par les ouragans à la récolte de muscade en 1955, et les exportations sont passées de 17 millions de livres en 1957 à 30 millions en 1959. Il n'est toutefois pas probable que la Grenade se spécialise dans la culture de ce produit puisque son industrie de la muscade et du macis est maintenant rétablie.

Les exportations totales de la Grenade se sont établies à 7.7 millions de dollars des Antilles l'an dernier, au regard de 8.3 millions en 1958. Toutefois, en dépit de cette diminution, la situation économique continue de s'améliorer grâce

aux progrès de l'industrie touristique. On construit actuellement trois nouveaux hôtels afin d'assurer des logements modernes au nombre croissant de visiteurs. En 1959, les importations se sont élevées à 12.6 millions de dollars des Antilles au regard de 10.9 millions en 1958. Cette augmentation considérable a fait de la Grenade le plus important marché des îles du Vent.

● *Saint-Vincent*—Un accroissement des exportations de bananes a amélioré la situation économique de Saint-Vincent l'an dernier. Grâce à une concentration des efforts dans ce domaine, la production et les exportations de ce fruit ont doublé au cours des trois dernières années. La récolte de cette année est estimée à 2.5 millions de régimes, comparativement à 2.1 millions en 1959 et à 1.2 million en 1958. Divers autres produits méritent également une mention spéciale, en particulier l'arrow-root, les patates, les arachides, le copra, le coton et l'amidon. Les exportations globales sont passées de 5.6 millions de dollars des Antilles en 1958 à 6.5 millions en 1959. Le marché de Saint-Vincent n'est pas aussi important que celui de la Grenade, les importations sont de l'ordre de 10.5 millions de dollars des Antilles.

Le nombre des touristes qui visitent Saint-Vincent augmente chaque année; il est passé de 3,600 en 1958 à 5,700 en 1959. Les attraits naturels de l'île et l'aménagement de nouveaux hôtels et d'endroits de villégiature feront de ce commerce une importante source de revenu.

● *Sainte-Lucie*—Comme les autres îles, mais avec plus de succès encore, Sainte-Lucie s'est adonnée à la culture des bananes. Ses exportations de ce produit, de 25.3 millions de livres en 1957, ont atteint 68.3 millions l'an dernier. On s'attend à de nouveaux progrès dans ce domaine, bien que récemment l'ouragan Donna ait causé suffisamment de dommages pour réduire le revenu de 1960. Le seul autre produit d'exportation de quelque importance est le copra.

Les exportations de Sainte-Lucie n'ont été que de l'ordre de 4.2 millions de dollars des Antilles en 1958, mais l'excellente récolte de bananes a permis de porter le chiffre à 6.3 millions en 1959. La même année, les importations ont également augmenté; elles ont atteint 9.5 millions. Sainte-Lucie demeure toutefois le marché le moins important des îles du Vent. Sa population de 92,000 habitants importe beaucoup moins par tête que celle des autres territoires.

● *La Dominique*—La Dominique est située entre deux îles françaises, la Martinique et la Guadeloupe. C'est à la fois la plus grande et la moins peuplée des îles du Vent. Ses ressources ne sont pas exploitées dans la même mesure que celles des autres îles. Le terrain montagneux a créé des difficultés de transport qui ont nui à la vente des produits. Toutefois, le programme actuel de construction de routes devrait remédier à ces difficultés. Mieux pourvue du point de vue de mise sur le marché, l'île pourrait subvenir aux besoins d'une population sensiblement accrue.

La Dominique exporte des oranges, des limes, du copra et de la vanille, mais les bananes demeurent la principale récolte. En 1959, les exportations totales ont atteint 6.5 millions de dollars des Antilles et les importations près de 10 millions.

Produits canadiens

Bien qu'aucune des îles n'offre un débouché important pour un produit particulier, ensemble les deux groupes ont acheté des marchandises au Canada pour 4.3 millions de dollars canadiens en 1958 et pour 4.5 millions environ en 1959. Notre farine, notre poisson, notre bois de construction et nos aliments mélangés pour bestiaux ont là un marché régulier depuis plusieurs années. Par suite de la levée des restrictions à l'importation, nous augmentons aussi nos ventes de produits ouverts.

Le Canada obtient une part plus considérable de ce marché que de

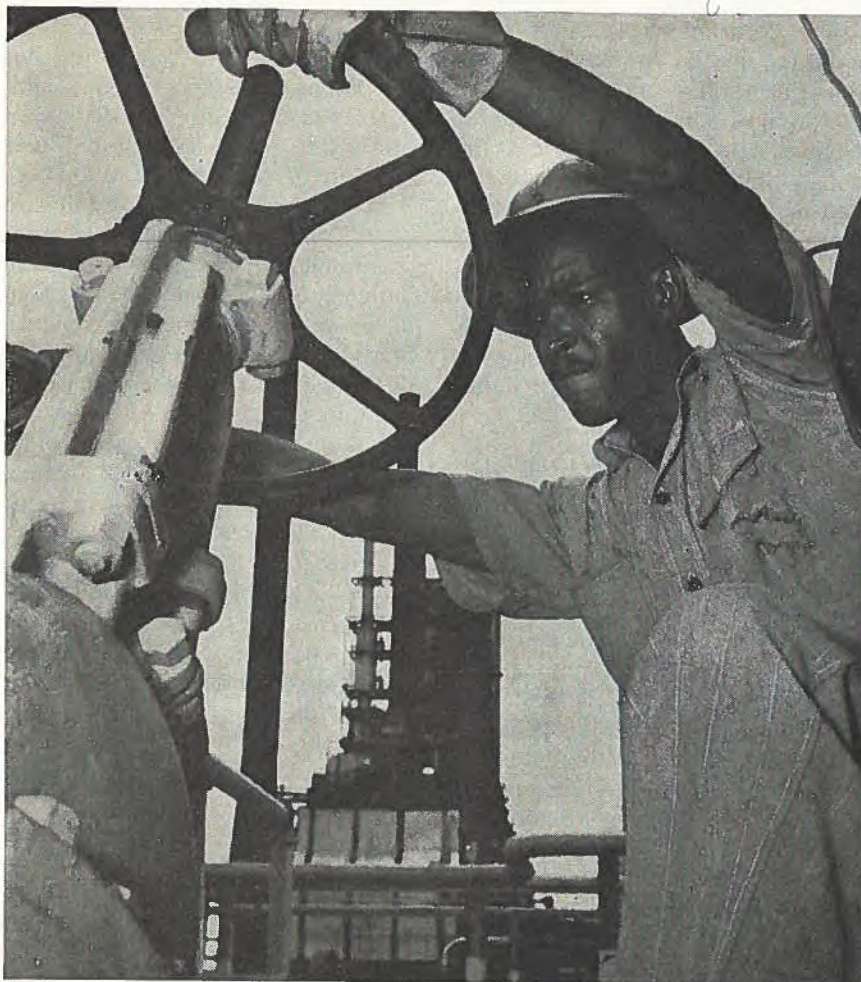
celui des territoires plus importants de la Fédération. En 1959, nos ventes ont dépassé de 200,000 dollars canadiens le montant de l'année précédente. Pour les huit premiers mois de 1960, nos exportations, de 2.74 millions de dollars au regard de 2.72 millions pendant la période correspondante de 1959, semblent indiquer que les exportateurs canadiens commencent peut-être à profiter de la levée des restrictions et du pouvoir d'achat accru dans ces territoires.

Au cours de l'année dernière, les denrées alimentaires canadiennes dont les ventes ont fait le plus de progrès sont les pommes fraîches, le macaroni et le spaghetti, les soupes, les confiseries, la poudre de lait écrémé, les pois cassés et les flocons d'avoine. Nos exportations de farine, d'oignons, de pommes de terre et de poisson en conserve ont également augmenté. Notre bureau reçoit plusieurs demandes de la part d'importateurs visant une grande variété de denrées alimentaires, notamment les pommes de terre, les oignons et les produits en conserve.

Les conséquences de la libération du commerce se manifestent à l'égard d'articles comme les meubles en métal et les automobiles. Nos ventes d'automobiles sont passées de \$12,000 en 1958 à \$18,000 en 1959, puis à \$31,268 au cours des huit premiers mois de 1960. Celles de meubles en métal ont plus que doublé de 1958 à 1959.

Choix d'un agent

Les hommes d'affaires intéressés à exploiter ces marchés devraient écrire au bureau de Port of Spain afin de se faire recommander des agences. Le genre de produit à exporter déterminera le choix de l'agence, qui peut être un important stockiste-distributeur ou un vendeur à commission qui obtient des commandes des importateurs. Dans certains cas, lorsqu'il s'agit de petites ventes, il est préférable de faire affaires avec une seule agence qui a des succursales ou des vendeurs dans tout le territoire. ●



—U.K. Information Office
Jeune ouvrier de la société pétrolière Texaco Trinidad Inc. en train de fermer une soupape à l'unité d'«alkylation» de la raffinerie à Pointe-à-Pierre (Trinité).

Trinité et Tobago

M. R. F. RENWICK, *Secrétaire commercial à Port of Spain.*

L'AN dernier, les habitants de la Trinité ont connu un niveau de vie sans précédent. Ils ont consommé plus de produits alimentaires indigènes et importés, habité de meilleures maisons, porté de meilleurs vêtements, conduit plus d'automobiles et touché de meilleurs salaires que jamais auparavant, mais ces avantages leur ont coûté plus de dollars antillais.

L'île s'enrichit graduellement de diverses industries. Cependant, le commerce extérieur demeure encore la meilleure mesure de l'activité économique parce que le gros du

revenu provient des exportations de pétrole et de sucre et qu'une grande variété de produits et de marchandises dont la population a besoin doit être obtenue de l'étranger. Le commerce extérieur reflète la prospérité du pays et le montant de \$980* (exportations et importations) par tête dépasse de beaucoup celui de tout autre pays des Antilles.

En 1959, les exportations ont atteint 449 millions de dollars et les importations 448 millions, soit 14 et 38 millions, respectivement, de plus qu'en 1958. Ces chiffres sont impressionnants mais ils indiquent un progrès proportionnellement moins considérable que celui des dernières années. En effet, de 1957 à 1958,

les exportations ont augmenté de près de 9 p. 100 tandis que l'année dernière la hausse a été seulement de 5 p. 100. Du côté des importations, le chiffre de 1958 a dépassé de 16 p. 100 celui de 1957 qui avait dépassé de 18 p. 100 celui de 1956. L'an dernier l'augmentation n'a été que de 9 p. 100.

Le pétrole joue un rôle de premier plan dans le commerce de la Trinité et les importations de ce produit tendent à donner une fausse impression de la situation du commerce en général. L'an dernier, les ventes à l'étranger de pétrole et de dérivés du pétrole se sont établies à 364 millions de dollars ou à 83.6 p. 100 de la valeur globale des exportations. Par ailleurs, afin d'ajouter à sa production domestique, la Trinité a importé du pétrole brut pour 131 millions de dollars, soit l'équivalent de 29.2 p. 100 de ses importations globales. La production

*A moins d'indication contraire, les valeurs sont en dollars des Antilles. Un dollar des Antilles=56c. du Canada.

de pétrole brut tend à s'établir à quelque 3.6 millions de barils par mois et les importations ont augmenté à 3.08 millions. La Trinité est devenue en peu de temps un grand centre de raffinage et un important producteur de pétrole mais les travaux de forage sont en voie de régression et il est aujourd'hui difficile de vendre des concessions ordinaires, tout particulièrement au large du littoral.

A la fin de juin 1960, les raffineries de sucre ont fermé leurs portes après avoir broyé une récolte record qui avait donné 217,574 tonnes de sucre au regard de 181,131 tonnes à la fin de juin 1959. Plus de la moitié de cette quantité est expédiée au Royaume-Uni où la Trinité est assurée d'un contingent garanti par l'Accord du Commonwealth sur le sucre. Le Canada, autre important client de la Trinité, en a acheté 14,346 tonnes, au regard de 22,847 tonnes en 1959. L'industrie sucrière est la quatrième source d'emploi mais sa contribution au revenu du pays est de moins de 10 p. 100 de celle du pétrole. Cependant, ses exportations annuelles, qui se chiffrent à 32 millions de dollars, sont d'un apport précieux, puisqu'elles constituent 7.4 p. 100 du total des ventes à l'étranger. Au nombre des autres produits exportés, mentionnons par ordre d'importance le cacao, le ciment, l'asphalte, le rhum, le café, les agrumes et leurs dérivés, et les bananes. Le tableau ci-contre renferme des détails sur les produits de la Trinité importés par le Canada au cours des trois dernières années.

Ventes du Canada à la Trinité

En 1959, les exportateurs canadiens ont bénéficié de la hausse du commerce extérieur de la Trinité. En effet, nos ventes ont augmenté de 10 p. 100, atteignant \$12,704,694 au regard de \$11,598,763 en 1958. Cependant, au cours de la même période, les Pays-Bas ont accru leurs ventes de 19 p. 100 et le Venezuela de 18 p. 100 (grâce surtout au pétrole). Le Royaume-

Uni demeure néanmoins le principal fournisseur de l'île; ses envois, qui ont augmenté de 8 p. 100 l'an dernier, représentent 33 p. 100 des importations globales de la Trinité.

Quoique nous ayons fait certains progrès sur le marché de la Trinité l'an dernier, grâce en partie à la libération des importations survenue vers le milieu de l'année, nous ne venons encore qu'au quatrième rang comme source d'approvisionnement. Nos ventes ne représentent que 6.2 p. 100 des importations globales de ce pays (alors que celles du Venezuela s'établissent à 20.8 p. 100 et celles des États-Unis à 13.9 p. 100). En 1956, nos produits avaient constitué 8.9 p. 100 des importations de la Trinité et de Tobago.

A compter de 1951, nos ventes d'une grande variété de bien de consommation à toutes les Antilles ont été rigoureusement restreintes aux quantités autorisées en vertu du Programme d'élargissement du commerce avec les Antilles britanniques; la plupart des articles étaient soumis à un régime de certificats. Vers le milieu de 1959, sa balance des paiements à la zone sterling s'étant améliorée, la Trinité a libéré la plupart des importations en provenance du Canada; toutefois, elle a maintenu une liste dite «Liste négative» de produits qui demeuraient assujettis à des contingents et à des licences. Au début de mai 1960, ce régime a été remplacé par une licence générale automatique. Cependant, un grand nombre d'articles sont encore réglementés; les autorités craignent que la levée de ces restrictions ne crée des difficultés aux industries locales. Le Canada a exprimé son opposition au maintien de cette réglementation et son espoir de la voir disparaître le plus tôt possible.

Comme l'indique le tableau, nous avons accru nos ventes de farine de blé, notre principal produit d'exportation vers la Trinité, en dépit du fait que les habitants de l'île pouvaient facilement obtenir de la farine subventionnée des États-Unis. Les consommateurs aiment la qua-

lité et l'emballage de notre produit et ont bien accueilli notre farine de blé de force vendue au comptoir en sacs en papier de 2, 5 ou 10 liv.

Les Antilles nous offrent depuis longtemps un bon débouché pour notre morue salée; cependant, au cours des dernières années, nos ventes ont diminué tout d'abord par suite de la concurrence du bœuf de qualité inférieure (bœuf de conserve et bœuf à désosser) de la part de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, puis cette source économique de protéine a été remplacée par des cous et des dos de poulets achetés des États du Sud.

PRODUITS CANADIENS EXPORTÉS À LA TRINITÉ

	1957	1958	1959
	(en milliers de dollars canadiens)		
Total	\$11,811	\$11,599	\$12,705
Farine de blé	2,653	2,657	3,061
Tabac	822	789	1,012
Morue salée	771	684	558
Planches et madriers	377	586	381
Cotonnades	298	263	349
Pommes de terre	108	306	337
Barytes	383	468	322
Automobiles	610	217	312
Papier journal	340	312	308
Sardines en boîtes	181	252	295
Porc saumuré	198	280	228
Pommes	94	116	203
Cuir	227	228	189
Saumon en boîtes	140	173	188
Tissus synthétiques	74	76	173

PRODUITS DE LA TRINITÉ IMPORTÉS AU CANADA

	1957	1958	1959
	(en milliers de dollars canadiens)		
Total	\$ 8,205	\$ 9,851	\$12,764
Pétrole brut	3,491	453	7,471
Sucre	2,873	2,297	2,188
Huiles combustibles			1,120
Rhum	388	455	488
Huiles combustibles lourdes			386
Mélasses	943	600	355
Fèves de cacao	90	410	305
Café	134	174	110

Source: BFS.

Les importations de papier journal ont fléchi lorsqu'a cessé la publication du *Trinidad Chronicle*. Celles de barytes ont suivi la même tendance par suite de l'établissement à Port of Spain d'une usine de préparation de ce produit qui obtient sa matière première du Brésil.

Par contre il y a eu augmentation des achats de certains produits comme les pommes, le saumon en boîtes, les tissus et les sardines, qui ont reçu un bon accueil de la part des consommateurs et qui semblent assurés d'un marché stable. Il y a tout lieu de croire que la Trinité demeurera un bon débouché, quoique assez restreint, pour une grande variété de biens de consommation, surtout de produits entièrement ouverts.

L'expansion considérable des importations de produits ouverts, de machines et de matériel de transport témoigne de l'essor industriel et de la hausse du niveau de vie qui ont provoqué une demande de produits plus variés et de meilleure qualité. Ainsi, en 1954, la farine de blé représentait 4.0 p. 100 des importations globales alors qu'en 1959, bien que le montant fût à peu près le même, soit environ 10.5 millions de dollars, elle n'en formait plus que 2.4 p. 100. Les achats de tous les genres de viande constituent toujours 2.6 p. 100 du total mais, en valeur, ils sont passés de 7.5 à 11.5 millions. D'un autre côté, la part du poisson de toutes sortes, qui était de 1.2 p. 100 en 1954, n'est plus maintenant que de 0.8 p. 100. Les achats de riz à l'étranger sont à la baisse en dépit de l'accroissement de la population. La consommation des pommes de terre fait des progrès. Le porc saumuré cède graduellement la place au jambon en boîtes.

Plan quinquennal

A mesure qu'il dispose des capitaux nécessaires (les recettes fiscales sont limitées par le faible revenu des habitants qui n'est que de \$341 par année), le gouvernement transforme l'aspect de Port of Spain grâce à

son plan quinquennal d'expansion. La construction d'un nouvel hôpital, d'un collège, de routes, d'un institut technique, de logements à prix modique, d'un pont au-dessus d'une voie principale et d'un système d'égout a été soit commencée soit terminée. L'*Anglin-Norcross Corporation Limited*, de Montréal, entrepreneurs généraux, et la *Regina's Waterman and Waterbury Limited*, sous-traitants en plomberie et climatisation, ont obtenu des contrats relatifs à l'érection de l'hôtel Hilton pour touristes. Un groupe de spécialistes de Porto Rico espère terminer en mars 1961 la construction d'environ 500 maisons en béton armé mais il existe encore d'excellentes occasions de placements pour les étrangers prêts à se contenter d'un rendement de 7 p. 100 et désireux d'aider la Trinité à résoudre son problème de logement.

Différends ouvriers

Le coût de la vie continue de monter à Port of Spain, dont la population est de 125,000 habitants; en juillet 1960, l'indice s'est établi à 132.6, au regard de 124.4 en juillet 1959 et de 116 en juin 1957 (janvier 1952=100). Les syndicats ouvriers ont été continuellement à l'œuvre et 1960 a été une année de crise. Au milieu de juillet, les ouvriers des champs pétrolifères et des raffineries de pétrole, pourtant considérés comme les mieux payés des travailleurs de toutes les îles orientales des Antilles, se sont mis en grève. Après avoir désorganisé pendant dix-huit jours les transports publics et l'activité industrielle, ils ont obtenu une augmentation de salaire de 15 p. 100 et une réduction des heures de travail. Ce succès a encouragé les matelots et les débardeurs à formuler des réclamations; ils ont obtenu une hausse de 16.5 p. 100 de leurs salaires de base, qui a partiellement absorbé l'accroissement de revenus que les services portuaires avaient voulu s'assurer au début de l'année en relevant les droits de réception, de livraison et d'entreposage. Les ouvriers des in-

dustries textiles ont également quitté le travail. Après eux, ce fut le tour des ouvriers en communication qui ont fait la grève afin d'obtenir de la société de téléphone une augmentation de salaire.

En dépit de la désorganisation des moyens de transport et de communication, les grèves n'ont guère nui aux travaux de construction. D'après les lois de la Trinité, les ressortissants du pays et les étrangers jouissent des mêmes droits pour ce qui est de la constitution et de l'exploitation des sociétés. Plusieurs maisons sont très désireuses d'obtenir pour leur entreprise le titre «d'industrie pionnière» puisque la première usine qui obtient ce titre devient admissible à une aide et à des privilèges de la part de l'État, sous forme d'exonération d'impôt, d'exemption des droits à l'entrée des machines et des matières premières dont elle a besoin et, peut-être, de prêts ou même de location à loyer modique, en vertu d'un bail à long terme, d'un emplacement convenable.

Des usines ont déjà été établies pour la production de peintures, de feuilles ondulées en aluminium et de marchandises connexes pour l'emmagasinage des eaux pluviales, d'engrais chimiques, pour la préparation des crevettes et du thon et pour la fabrication de blocs de béton. En outre, les autorités s'efforcent d'encourager la préparation de plans pour l'aménagement d'une usine de sacs en papier, d'un entrepôt frigorifique, d'une exploitation avicole, de fabriques de cigarettes, de briques en béton et de tôle galvanisée et ondulée pour toitures.

Cependant, il s'agit là de petites entreprises comparées aux travaux effectués au coût d'au-delà de 40 millions de dollars par la *Texaco Trinidad Inc.*, au cours des deux ou trois dernières années, afin de porter la production de pétrole brut au complexe de Pointe-à-Pierre à 235,000 barils par jour et en faire la plus importante raffinerie de tout le Commonwealth. La Société d'expansion des Antilles a aussi ter-

miné son programme d'agrandissement de 2.6 millions de dollars, qui a porté sa capacité de production de bière à deux millions de gallons par année.

Des Canadiens ont participé à l'établissement d'une nouvelle banque qui vient s'ajouter aux trois autres institutions canadiennes. Un capitaliste de Toronto a obtenu le titre de « pionnier », ce qui lui a valu un emplacement sur le littoral

(dans le port) pour la construction d'une usine de préparation et d'emballage de pois des champs dont la production devait commencer en novembre. La Société d'expansion industrielle étudie différentes propositions qui lui ont été soumises en vue de l'établissement de la première minoterie de l'île.

L'économie de la Trinité est en plein essor; chaque année des placements étrangers sont effectués dans

un nombre de plus en plus varié d'entreprises. Malgré que sa superficie terrestre soit du dixième inférieure à celle de l'île du Prince-Édouard et que sa population soit loin d'atteindre celle de la région métropolitaine de Toronto, la Trinité occupe une place importante dans le commerce mondial du pétrole. Grâce à son agriculture et à son pétrole, on peut la surnommer le Texas des Antilles. ●

Commerce du Canada avec les Antilles

M^{lle} M. V. McCORMICK, *Direction des relations commerciales internationales.*

DEPUIS près de 200 ans, le Canada et les territoires composant la Fédération des Antilles ont été des partenaires commerciaux et leurs échanges non seulement leur ont été réciproquement avantageux mais ont servi à établir de part et d'autres des liens étroits d'amitié et de bonne entente.

Le Canada est depuis longtemps reconnu comme acheteur de certains produits antillais comme le sucre, la mélasse, le rhum et les denrées alimentaires tropicales. Au cours des dernières années, la bauxite, l'alumine et le pétrole sont venus s'ajouter à la liste de nos importations en provenance des Antilles. Des augmentations de nos achats de ces produits ont fortement influé sur nos importations globales qui ont atteint 50.8 millions de dollars en 1959 comparativement à 43 millions en 1958.

Ventes canadiennes

Le Canada vend aux Antilles surtout de la farine de blé, du poisson salé et saumuré, de la viande, du tabac, du bois, des conserves de poisson, du papier journal, des véhicules et des pièces de véhicules automobiles ainsi que des pommes de terre. Les Antilles constituent un débouché de plus en plus important

pour un grand nombre de produits qui intéressent le Canada, notamment les produits ouvrés. La Fédération vient au treizième rang comme acheteur de produits canadiens en général, mais au quatrième pour ce qui est des articles ouvrés. Avant la guerre, la valeur des importations globales de cette région se chiffrait à 71 millions de dollars du Canada; en 1957, elle a atteint 444 millions et, en 1958, elle était passée à 490 millions. Grâce à l'expansion économique, à l'industrialisation, à la prospérité qui règne dans l'industrie touristique et au relèvement du niveau de vie, ce marché devrait continuer de s'accroître à vive allure.

Comme l'indiquent les tableaux ci-joints, les exportations du Canada à destination des Antilles ont progressé constamment au cours des dernières années, et la tendance se maintient. La valeur de ces exportations est passée de 35.8 millions de dollars en 1958 à 40 millions l'an dernier, et au cours des huit premiers mois de 1960, elle s'est établie à 25.1 millions de dollars au regard de 23.6 millions pendant la période correspondante de 1959. Cette augmentation de 1.5 million est attribuable à nos ventes accrues de véhicules et de pièces de véhi-

cules à moteur, d'articles ouvrés en fer, de préparations médicinales, de peintures et d'émaux, de papier journal et de produits du poisson. Dans le cas des véhicules et des pièces de véhicules automobiles, on note une progression de \$589,000 en 1958 à \$993,000 en 1959, puis à plus de 1.8 million de dollars au cours des huit premiers mois de 1960.

L'abolition de certaines restrictions commerciales au cours des deux dernières années a puissamment contribué à cette augmentation des ventes du Canada aux Antilles. Le marché antillais est aujourd'hui plus accessible aux produits canadiens qu'il ne l'avait été depuis plus de dix ans; cependant, la Jamaïque et la Trinité maintiennent encore des règlements à l'égard de certains articles.

Le Programme d'élargissement du commerce du Canada avec les Antilles britanniques, en vigueur pendant huit ans, a pris fin en décembre 1959, parce que déjà la plupart des produits en cause avaient été libérés. Ce programme nous a été d'une grande utilité. En effet, il nous a permis d'expédier aux Antilles des produits qui autrement auraient été inadmissibles à cause des restrictions imposées en raison des diffi-

COMMERCE ENTRE LE CANADA ET LES ANTILLES

VENTES				ACHATS			
	1958	1959	1960		1958	1959	1960
	(8 mois)				(5 mois)		
	(en milliers de dollars)				(en milliers de dollars)		
A la Trinité et Tobago	\$11,599	\$12,705	\$ 8,340	De la Trinité et de Tobago	\$ 9,851	\$12,764	\$ 2,224
A la Barbade	4,198	4,127	2,331	De la Barbade	3,751	4,770	646
A la Jamaïque	15,741	18,791	11,724	De la Jamaïque	27,628	31,274	16,588
Aux îles du Vent et aux îles Sous-le-Vent	4,274	4,452	2,747	Des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent	1,764	1,992	181
TOTAL	\$35,812	\$40,075	\$25,142	TOTAL	\$42,994	\$50,800	\$19,639

PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS VERS LES ANTILLES

	1958	1959	1960
	(6 mois)		
	(en milliers de dollars)		
Farine de blé	\$ 7,449	\$ 8,209	\$ 3,661
Poisson salé et saumuré	4,367	4,933	2,331
Conserves de poisson	1,505	1,931	1,043
Viande	2,144	2,115	901
Tabac	1,949	1,976	965
Bois	1,491	1,510	865
Cotonnades	1,008	626	312
Papier journal	766	979	512
Aliments mélangés pour animaux	502	434	156
Préparations médicinales	268	321	195
Peintures, émaux, vernis	430	523	195
Articles en fer, n.a.é.	68	246	62
Véhicules automobiles et pièces	589	993	1,686
Semoule de maïs	308	286	103
Cuir à empeigne	234	272	146
Chaussures	372	325	133
Pommes de terre	603	566	183
Papier d'emballage	199	175	39
Sacs en papier	256	204	113
Machines et pièces, n.a.é.	251	258	125

PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS DES ANTILLES

	1958	1959	1960
	(5 mois)		
	(en milliers de dollars)		
Bauxite, alumine	\$18,506	\$19,072	\$11,264
Sucre brut	11,480	15,792	6,425
Mélasse	2,571	2,305	604
Rhum	1,216	1,252	360
Huiles combustibles		1,506	
Beurre de cacao	1,323	828	195
Fèves de cacao	600	698	263
Café vert	219	211	119
Arrow-root	60	41	15
Épices et gingembre non moulus	80	88	47

cultés de paiement. A l'avenir les autorités des territoires antillais délivreront de leur propre chef aux importateurs des licences à l'égard des articles qui demeurent assujettis aux restrictions. Les gouvernements locaux ont assuré le Canada que tous les produits visés par le Programme pourront être importés au moins aussi facilement que dans le passé.

L'Accord commercial canado-antillais de 1927 sert de règle aux relations commerciales entre le Canada et les Antilles. Chaque île a son propre tarif mais toutes accordent des préférences douanières aux produits du Canada et des autres pays du Commonwealth. Comme ces tarifs sont surtout d'ordre fiscal, les droits sont en général relativement bas à l'égard des denrées alimentaires et des matières premières de base et un peu plus élevés dans le cas des articles ouvrés. Les divers territoires accordent au Canada une marge de préférence déterminée pour la farine, le beurre, le fromage, la graisse, le lait condensé, le poisson, la viande, les pommes, les pommes de terre, le bois, le ciment et les cordages. L'accord assure aussi dans chaque territoire des

marges de préférence pour les produits canadiens non énumérés. Ces marges sont établies à un certain pourcentage des droits aux importations en provenance de pays hors du Commonwealth. Aux Bahamas et à la Jamaïque, la préférence est de 25 p. 100, à la Trinité et à la Barbade, de 50 p. 100 et aux îles du Vent et aux îles Sous-le-Vent, de 33½ p. 100.

Perspectives

Bien que les Antilles forment maintenant une fédération politique comprenant la Trinité et la Jamaïque et leurs dépendances, la Barbade ainsi que les îles du Vent et les îles Sous-le-Vent, ces territoires ne constituent pas encore une entité économique. Chacune des îles continue d'établir ses propres droits douaniers et à les appliquer aux importations en provenance des autres îles. Cependant, la constitution des Antilles porte que «... pour raffermir la situation économique de la région, il est nécessaire d'établir un seul régime commercial pour toute la Fédération et de former dès que les circonstances le permettront une union douanière aussi complète que possible, y compris une zone de libre-échange».

Au cours de l'an dernier, une équipe composée de représentants des différentes régions a examiné les problèmes que pose la création d'une union douanière et présenté des propositions bien précises au sujet du genre de législation tarifaire et douanière que devrait adopter la Fédération. L'équipe a toutefois signalé que certaines questions ne sont pas encore réglées et que pour en arriver à des conclusions, elle devra avoir d'autres entretiens et faire de nouvelles études.

Le Canada suit de près les efforts que déploient les territoires antillais en vue de l'établissement d'une union douanière, puisque ce régime aura de fortes répercussions sur la révision de l'accord commercial qui existe entre le Canada et les Antilles. ●

AUTRES ANTILLES

LES BAHAMAS

Les affaires sont bonnes aux Bahamas, grâce à la prospérité qui règne dans l'industrie touristique. Favorisées par une préférence douanière qui s'applique à presque tous nos produits, nos ventes sont à la hausse; elles ont augmenté de 20 p. 100 au cours des six premiers mois de 1960.

CUBA

L'économie cubaine est en voie d'évolution rapide. Parmi les principaux changements, mentionnons l'établissement du commerce d'État, l'orientation du commerce vers le bloc sino-soviétique et la réduction des importations. Nos expéditions de farine, de malt et de morue salée se maintiennent.

HAÏTI

Le pays demeure aux prises avec des problèmes financiers que la baisse des prix mondiaux du café, principal produit d'exportation d'Haïti, est venue aggraver. Le blé est le principal produit en cause dans le fléchissement des ventes canadiennes depuis 1958.

PORTO RICO

Les affaires sont excellentes à Porto Rico; le commerce extérieur augmente, de nouvelles industries s'établissent et le nombre de touristes continue de s'accroître. Aucune restriction aux importations et à l'emploi des devises n'entrave l'entrée des produits canadiens; l'île a le même régime douanier que les États-Unis.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

La république Dominicaine accroît ses exportations et diversifie sa production agricole; toutefois, la régression actuelle nuit aux importations. Les Canadiens peuvent s'attendre à la fermeté du marché, notamment du blé et du poisson salé.



—Bahamas Development Board

Des ouvriers en construction posent du béton à Freeport, dans l'île Grande Bahama, un des nombreux endroits de la colonie où se poursuit l'aménagement de centres touristiques.

Bahamas

M. HOWARD E. CAMPBELL, *Délégué commercial à Kingston.*

L'ÉCONOMIE des Bahamas repose sur une seule industrie, le tourisme, et les affaires sont bonnes. L'an dernier, 244,258 touristes ont afflué à Nassau et dans les autres endroits de villégiature de la colonie britannique.

L'essor de l'industrie touristique a d'immenses répercussions: les immobilisations dans les centres de villégiature, les hôtels et les maisons de rapport prennent de grandes proportions et les entrepreneurs en construction sont obligés de prolonger les heures de travail afin de suffire à la tâche. Les îles n'ont pas connu de chômage depuis deux ans et il a même fallu aller chercher de la main-d'œuvre à Haïti.

Le climat ensoleillé, les plages magnifiques et les hôtels luxueux attirent les touristes aux Bahamas tandis que le régime fiscal séduit les capitalistes de toutes les parties du monde. En établissant des filiales à Nassau où il n'y a aucun impôt, les étrangers sont dispensés de l'impôt sur le revenu à l'égard de leurs opérations d'outre-mer. Un nombre croissant de sociétés (pour la plupart américaines) y fondent des filiales qui s'occupent de leurs exportations; les bénéfices non imposables découlant de ces opérations peuvent être prêtés aux sociétés mères à très faible intérêt. A la suite des capitalistes internationaux, des organismes bancai-

res sont venus s'installer dans la colonie. Jusqu'en 1947, la Banque Royale du Canada était seule aux Bahamas; aujourd'hui, elle compte sept concurrents.

Après une étude économique qui a duré trois mois et demi, la Commission d'expansion des Bahamas a annoncé, en juillet, que les dépenses des touristes étaient passées de 8.5 millions de dollars en 1949 à plus de 41 millions en 1959 et qu'elles continuaient de s'accroître. De l'avis de la Commission, à moins d'un ouragan ou d'un autre désastre semblable, en 1970, les Bahamas attireront annuellement 471,000 visiteurs qui dépenseront plus de 80.5 millions de dollars.

Parmi les nombreux travaux inspirés par les progrès de l'industrie touristique, il y a lieu de mentionner l'agrandissement récent des hôtels sur l'île Grande Bahama, à 55 milles à l'est de Palm Beach (Floride). Le Grand Bahama Hotel and Club a consacré 3 millions de dollars à l'amélioration de son vaste établissement de 368 chambres. Tout près, à Hawksbill Creek, un yachting club et un chantier de construction de navires devaient être terminés en 1961. D'après les journaux, on aménagera à Treasure Cay, sur l'île Abaco, un grand centre d'habitations, en commençant par un club de 106 appartements de deux pièces.

A Nassau, capitale des îles Bahamas, des coopératives ont érigé trois grandes maisons d'appartements au cours des derniers mois et depuis cinq ans neuf nouveaux hôtels ont été construits. A Lyford Cay, quinze milles à l'est de Nassau, la société E. P. Taylor, de Toronto, a aménagé un centre résidentiel ainsi qu'un terrain de golf pour les tournois de championnat.

Par suite du relèvement du niveau de vie attribuable au tourisme, les besoins de services d'utilité publique augmentent à plus vive allure encore que le nombre de visiteurs. Dans l'île New Providence, où est située Nassau, on vient à

peine de terminer une centrale thermique de 11,000 kW ainsi qu'une usine de distillation d'eau et déjà des plans d'agrandissement sont en voie de préparation.

Avantages pour les Canadiens

La prospérité de la colonie se traduit par une hausse des importations d'outillage et de matériaux de construction ainsi que de biens de consommation qui constituent un marché moins attrayant mais quand même rémunérateur. Les habitants des Bahamas achètent de plus en plus d'articles d'épicerie, de vête-

ments, de chaussures et ainsi de suite. A part quelques articles produits sur place, la colonie importe presque tous les objets nécessaires pour répondre à la demande de ses 100,000 habitants et des touristes dont le nombre atteindra sans doute 250,000 cette année.

Au cours du premier semestre de 1960, les ventes canadiennes à la colonie ont augmenté de 20 p. 100, atteignant \$1,778,442, au regard de 3.2 millions pour toute l'année 1959. Les produits qui ont le plus contribué à cette augmentation sont les automobiles, les den-

rées alimentaires, le papier journal, les machines marines, l'outillage et les fournitures d'entrepreneurs. Les fabricants canadiens de matériaux de construction et de biens de consommation (vêtements pour centres de villégiature de grand chic, vêtements légers à bon marché et articles d'épicerie) désireront peut-être explorer davantage les possibilités de vendre aux Bahamas. Les Canadiens ont l'avantage d'une préférence douanière de 10 p. 100 à l'égard de la plupart de leurs produits et de brillantes perspectives s'offrent à eux. ●

Cuba

M. R. R. PARLOUR, *Conseiller commercial à La Havane.*

L'ÉCONOMIE cubaine traverse une période de réorientation radicale qui touche presque tous les secteurs de la vie nationale. Le gouvernement travaille rapidement à s'emparer des industries agricole, minière, manufacturière et pétrolière, du commerce intérieur et extérieur, de la presse et de la radio, de l'industrie touristique, des banques, du transport et des services d'utilité publique. Le commerce extérieur est détourné des États-Unis et orienté, par une série d'ententes de troc, de crédit et de collaboration technique et scientifique vers les pays sino-soviétiques. Les autorités s'efforcent d'accroître l'industrie légère afin de fournir de l'emploi et de réduire les importations.

A la suite de ces changements fondamentaux, de graves problèmes d'ordre financier se manifestent, dont une pénurie périodique de devises étrangères. L'an dernier, devant la menace d'un épuisement complet des réserves d'or et de dollars, le gouvernement a imposé de sévères restrictions aux importations et à l'emploi des devises étrangères, ce qui lui a valu cette année une

augmentation de ses réserves pendant le premier semestre, période de vente du sucre. Toutefois, en août, le déclin saisonnier habituel s'est manifesté et, au cours du mois, son avoir a baissé d'environ 27 p. 100. Le montant en caisse n'était plus que de 139 millions de dollars. D'après certains observateurs, la somme due aux fournisseurs étrangers est de l'ordre de 100 millions de dollars.

Un autre problème vient de l'augmentation de la valeur des billets en circulation; cette augmentation a été d'environ 40 p. 100 au cours des huit premiers mois de cette année et tend à s'accroître toujours davantage. Pendant ce temps, divers biens de consommation sont devenus rares. Aux termes d'une nouvelle loi, le gouvernement a relevé sensiblement l'impôt sur le revenu personnel, sur le revenu des sociétés et sur le revenu commercial brut (i.e. la taxe de vente) dans l'espoir de doubler presque ses réserves en 1961 et de les porter à 700 millions de dollars. On prévoit pour l'an prochain des dépenses gouvernementales de l'ordre d'un milliard de pesos.

Situation commerciale

Pour ce qui est du commerce, la situation n'est pas uniforme. Les importations de plusieurs biens de consommation ont été réduites presque à néant et, en conséquence, certaines industries locales fonctionnent à plein rendement afin de répondre à la demande locale. D'autres industries sont entravées dans leur production faute de matières premières et d'outillage qui étaient auparavant importés, ou sont en voie de réorganisation après être passées aux mains du gouvernement. Le commerce de détail des biens durables, des marchandises importées et des objets de luxe est inactif, du fait que dans bien des cas les stocks sont à peu près épuisés. Toutefois, on note une forte demande de textiles, de biens de consommation et d'aliments à bas prix, notamment de morue, de bière, de cigarettes et de cosmétiques.

Le commerce extérieur

Le commerce extérieur de Cuba est surtout marqué cette année par les progrès du commerce d'État. La Banque Nationale du commerce extérieur (BANCEC), établie le 25

PRINCIPALES VENTES DU CANADA À CUBA 1958-1960

	1958	1959	Janvier-juillet 1960
Papier journal	\$ 3,836,439	\$ 4,342,938	\$ 1,140,931
Morue, fortement salée	1,867,031	2,307,365	608,591
Malt	1,237,350	1,489,588	851,932
Tuyaux en cuivre	712,290	658,518	77,145
Farine	1,007,481	599,236	230,866
Véhicules à moteur divers	1,940	438,134	8,561
Préparations médicinales	358,077	410,046	350,381
Produits pharmaceutiques et chimiques, n.a.é.	162,930	270,052	177,209
Composés de calcium	186,651	299,868	99,838
Pomme de terre de semence	222,332	301,275	75,630
Moteurs d'avions et pièces		306,319	208,837
Sardines en conserve	169,639	257,515	7,323
Plaques, feuilles, barres d'acier	122,099	297,073	
Whisky	231,986	213,309	36,969
Aluminium mi-ouvré	247,197	250,722	63,672
Machines et pièces, n.a.é.	362,353	178,560	21,811
Fils et filés en fibres synthétiques	424,817	157,370	251,800
Total, tous les produits	\$17,595,190	\$15,252,742	\$ 5,773,655
Tous les produits, janvier-juillet 1960	\$ 5,773,655		
Tous les produits, janvier-juillet 1959	\$ 8,696,282		
Tous les produits, janvier-juillet 1958	\$ 8,689,152		

avril, détient depuis le 21 octobre le monopole des importations; elle possède aussi l'autorité exclusive d'exporter plusieurs genres de produits. (Voir la note sur le commerce d'État de Cuba sous le titre «Règlements douaniers et commerciaux», page ??). Dans certains cas, BANCCEC se charge des importations alors que dans d'autres, elle permet à des sociétés privées d'effectuer les opérations sous sa surveillance. Récemment, elle a établi des dossiers détaillés de toutes les importations de matières premières et d'outillage industriel afin de réglementer ce commerce plus étroitement.

BANCCEC négocie chaque achat au lieu de demander des soumissions publiques. Elle semble avoir pour principe d'éviter autant que possible les achats aux États-Unis et de s'adresser aux pays communistes lorsqu'elle peut obtenir des produits sous le régime du troc. Autrement, toutes les offres, quelle qu'en soit la provenance, sont bien accueillies. Cuba cherche à obtenir les meilleures conditions possibles de crédit, mais comme bon nombre de fournisseurs étrangers exigent mainte-

nant des lettres irrévocables de crédit, les facteurs déterminants sont en général le prix, les délais de livraison et la qualité. Nous sommes encore en mesure de vendre à Cuba parce que nos produits sont de qualité et de styles nord-américains, préférés des Cubains, et que dans plusieurs cas ils sont livrés plus rapidement que ceux de l'Europe.

L'orientation du commerce cubain subit un changement radical. En février 1960, Cuba a signé avec

l'U.R.S.S. un accord commercial par lequel ce dernier pays s'est engagé à acheter pendant cinq ans un million de tonnes de sucre par année, payables 20 p. 100 au comptant et 80 p. 100 en marchandises. En outre, l'île a reçu un crédit de 100 millions de dollars qu'elle pourra employer afin d'obtenir de l'assistance technique, des matières premières et des machines de l'U.R.S.S. et les deux pays se sont entendus pour l'échange d'une grande variété de produits; Cuba fournira du sucre, des fruits, de la corde à pneus, du sisal, des piments et du cuir et l'U.R.S.S., du pétrole, de l'huile à chauffage, du blé, du bois, du papier journal, des engrais chimiques, de l'aluminium, des machines et d'autres produits. Cette entente a servi de modèles à d'autres que Cuba a conclues avec la Yougoslavie, l'Allemagne orientale, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Chine communiste, la Hongrie et la République Arabe Unie.

Commerce avec les États-Unis

Traditionnellement, les trois quarts environ du commerce cubain se faisaient avec les États-Unis. Cependant, la réglementation sévère des importations et la politique de réorientation du commerce ont causé une baisse considérable de ces échanges. Jusqu'à maintenant cette année, les importations de marchandises pro-

PRINCIPAUX ACHATS DU CANADA À CUBA 1958 ET 1959

	1958	1959
Sucre brut, importé par les raffineurs	\$14,167,290	\$ 5,548,208
Sucre brut, autre	605,984	662,879
Mélasses, pour consommation humaine	412,403	515,708
Mélasses, autre	73,161	164,372
Filés synthétiques pour tissus de pneus	719,889	1,439,278
Fibres synthétiques	432,386	590,779
Tissus de corde pour pneus		281,146
Feuilles de tabac à cigares, écotées	462,167	287,108
Feuilles de tabac à cigares, non écotées	152,867	175,993
Minerais de manganèse	137,910	
Métaux non ferreux		770,740
Ananas frais	491,151	412,227
Fruits et noix marinés	86,119	143,759
Ficelle à emballer	134,175	245,466
Rhum	130,624	112,658
Total, tous les produits	\$18,880,625	\$12,045,508

venant des États-Unis sont d'environ 50 p. 100 plus faibles qu'à pareille date en 1958. Les ventes vénézuéliennes de pétrole brut, qui dépassaient 66 millions de dollars par année, sont arrêtées, puisque Cuba s'approvisionne maintenant en U.R.S.S. Les exportateurs de l'Europe de l'Ouest signalent également que leurs ventes ont considérablement fléchi cette année. La statistique d'importation de Cuba touchant cette période n'est pas encore publiée.

Position du Canada

De janvier à juillet 1960, nos ventes à Cuba se sont établies à environ 5.8 millions de dollars, au regard de 8.7 millions l'an dernier. Cependant, certains produits gagnent du terrain cette année. Le papier journal a toujours été notre principal produit d'exportation mais comme l'U.R.S.S. en fournit maintenant 1,000 tonnes par mois et que l'industrie locale exploitant la bagasse en produit autant, ce marché menace de disparaître. Le blé russe pourrait bien aussi remplacer le blé canadien et américain. Toutefois, au cours des dernières semaines nos exportations de farine ont été considérables par suite d'achats effectués par BANCEC. Le marché du malt est encore en majeure partie aux mains des Canadiens mais de faibles quantités de ce produit arrivent maintenant de l'Allemagne de l'Est et de la Tchécoslovaquie. En dépit des incertitudes du marché, notre morue salée continue de se vendre aux importateurs privés et à BANCEC dans les régions orientales de l'île.

Les perspectives sont également assez bonnes en ce qui concerne les produits pharmaceutiques, les produits chimiques, les pommes de terre de semence et de table, la poudre de lait écrémé, les fils et tuyaux de cuivre, le caoutchouc synthétique, la pâte soluble et insoluble, les fibres synthétiques, le matériel électrique, les accessoires de lignes de transmission ainsi que

les matières premières. Certaines commandes ont pour objet d'assurer aux industries nouvellement étatisées des produits antérieurement obtenus des États-Unis. Les sardines en conserve ont été entièrement exclues du marché pendant plusieurs mois, mais tout indique que BANCEC recommencera à en acheter. Cependant, par suite de la réglementation des importations et de l'orientation des achats vers les pays communistes, les perspectives immédiates ne sont pas brillantes à l'égard des machines et des pièces de machines, des feuilles et barres d'acier, de l'aluminium, des véhicules à moteur, du whisky et des biens de consommation non essentiels. Les tableaux ci-joints permettent de constater les changements survenus dans le commerce entre le Canada et Cuba.

Sucre

Le sucre est la principale ressource économique de Cuba. Or la récolte de 1960 a été bonne et s'est bien vendue à des prix raisonnables. A la fin d'août, les exportations s'établissaient à 4.0 millions de tonnes*, au regard de 3.3 millions en 1959, dont les achats américains, malgré un certain fléchissement, représentaient près de 50 p. 100. Le Royaume-Uni, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon ont également réduit leurs importations, mais les ventes aux pays communistes (notamment l'U.R.S.S., la Chine communiste, l'Allemagne de l'Est, la Pologne et la Tchécoslovaquie) ont dépassé un million de tonnes, alors qu'elles avaient été inexistantes au cours de la période correspondante de l'an dernier. Pour sa part, le Canada en a importé 45,946 tonnes, comparativement à 58,071 tonnes en 1959.

Les États-Unis ont réduit leur contingent de sucre cubain au début de juillet. Aujourd'hui, ce commerce est complètement interrom-

*Les poids sont indiqués en tonnes fortes espagnoles (2,272 livres).

pu, ce qui cause à Cuba une perte considérable de devises étrangères puisque le prix américain est sensiblement plus élevé que le cours mondial. Les ventes aux pays communistes au prix mondial plus bas, payables 20 p. 100 au comptant et 80 p. 100 en marchandises, rapportent peu de devises étrangères.

Le gouvernement cubain s'est emparé de presque toutes les plantations de canne à sucre qu'il s'efforce maintenant d'organiser en quelque 600 coopératives d'État. De plus, il est également devenu propriétaire de près de la moitié des 161 sucreries du pays, où certains retards se sont produits dans l'exécution des travaux de réparation habituellement entrepris au cours de la «saison morte». Dans certains milieux commerciaux de l'île, on prévoit pour 1961 une récolte de 5.5 millions de tonnes, au regard de 5.7 millions cette année. Toutefois, la situation est sombre.

Industrie du tabac

Le tabac, sans occuper la même place que le sucre, est quand même une importante source de recettes commerciales et 1960 a été une année record. A la fin de juin, les exportations, qui étaient de bonne qualité, dépassaient 36 millions de dollars et s'établissaient ainsi à 40 p. 100 de plus qu'à pareille date l'an dernier. Toute cette augmentation était attribuable au tabac en feuille; en effet, les exportations de cigares et de tabac haché étaient en régression. Cette année, la consommation locale, notamment de cigares et de cigarettes, a sensiblement augmenté.

Toutes les phases de l'industrie cubaine du tabac sont entre les mains du gouvernement. Celui-ci a établi une administration générale du tabac dont relèvent la plantation, la récolte et la vente de ce produit. En septembre, les autorités se sont emparées des principales fabriques et agences de distribution de cigares et de cigarettes

et, afin de mettre un terme au chômage dans l'industrie, elles ont exprimé l'intention d'établir 32 manufactures de cigares qui fourniront de l'emploi à 9,000 travailleurs.

Autres produits agricoles

D'après les quelques chiffres qu'il est possible d'obtenir, dans les autres domaines agricoles, les résultats ont varié au cours de cette première année complète depuis la mise en œuvre de la réforme agraire. Pendant la première moitié de 1960, le nombre de bovins de boucherie abattus a augmenté de 5 à 10 p. 100, mais aux dépens des troupeaux qui, dit-on, commencent à diminuer. Par suite du manque d'aliments pour bestiaux, la production de lait est de 5 p. 100 plus faible que l'an dernier, d'où une pénurie de beurre et d'autres produits laitiers. Pour la même raison, l'élevage des volailles a baissé de 10 p. 100 et la production d'œufs, de 15 p. 100. Le gouvernement a fixé un jour par semaine où la volaille ne peut être achetée aux marchés ni servie dans les restaurants.

En 1959-1960, la récolte de café a atteint 1.15 million de quintaux espagnols (101,412 livres), ou, à une exception près, le plus fort volume enregistré au pays. Toutefois, il n'y aura pas d'exportations cette année. En effet, l'Administration générale du café et du cacao, nouvel organisme d'État dont relève toute l'industrie du café, a annoncé que la récolte entière sera achetée pour la consommation locale.

Pour ce qui est des autres produits agricoles, la récolte de pommes de terre s'est établie à plus de 2.5 millions de quintaux espagnols en 1959-1960, au regard de 2.2 millions l'année précédente. L'an dernier, nos pommes de terre de semence ont été employées pour une partie des plantations, et cette année Cuba a sensiblement augmenté ses importations qui ont

atteint 155,000 quintaux. Des achats considérables de pommes de terre de table sont également en voie de négociation pour répondre aux besoins en attendant la rentrée des récoltes vers la fin de l'année. On prévoit aussi des augmentations dans le cas des tomates, d'autres légumes d'hiver, des fèves noires et du henequen; toutefois, la production du maïs a baissé. Dans l'ensemble, et en tenant compte de l'augmentation de la consommation locale de plusieurs de ces produits, les exportations de sucre et des autres produits agricoles devraient atteindre, en 1960, une valeur totale de 615 millions de dollars, chiffre légèrement plus élevé qu'en 1959, mais inférieur à celui de 662 millions obtenu en 1958.

Sociétés étatisées

La majeure partie de la puissance de production du pays est aujourd'hui aux mains du gouvernement soit de façon permanente (par expropriation) soit à titre temporaire (par intervention). En août et septembre, les autorités se sont emparées de la plupart des sociétés américaines établies à Cuba, dont l'actif global représente près d'un milliard de dollars. La prise de possession d'autres sociétés, étrangères et cubaines, se poursuit continuellement et chaque entreprise qui tombe ainsi sous la direction de l'État est dotée d'une nouvelle administration.

On signale un accroissement de la production dans certaines industries locales, notamment dans celles des peintures, des pneus et des chambres à air, des aliments en conserve, des cigarettes, de la bière et d'autres biens de consommation à bas prix. La consommation d'électricité maintient une forte tendance à la hausse. La construction privée a fléchi d'environ 75 p. 100 mais le gouvernement fait de grands travaux; on signale en effet l'établissement de 160 nouvelles villes dans les régions rurales. La production dans l'industrie étatisée de la rayon-

ne est plus faible que l'an dernier mais, dans l'industrie du papier journal à base de bagasse, il y a progrès du point de vue tant de la qualité que de la quantité, en dépit d'arrêts périodiques de la production. L'extraction minière privée a cessé et le nouvel Institut minier de Cuba cherche à rouvrir plusieurs mines saisies.

Le gouvernement désire accroître rapidement l'industrie légère et à cette fin, il a commandé en Europe orientale plusieurs usines complètes (18 au cours du mois d'août seulement). Il espère avoir en construction à la fin de cette année 5 usines à égrener le coton, 3 fabriques d'aliments concentrés, un établissement de préparation du cacao et des fabriques de crayon, de produits en plastique, d'électrodes, de réfrigérateurs, de coutellerie, de serrures de portes, d'écrous et de boulons, de pelles, de pioches, de produits de fonderies, de bougies d'allumage, d'outils portatifs, de cadenas, de pièces de bicyclettes, de brosses et de contenants en métal. On a déjà commencé la construction d'usines de produits chimiques en vue de la production d'ammoniac liquéfié, de sulfate d'ammonium et des composés d'azote et d'urée en quantité suffisante pour répondre aux besoins d'engrais chimiques du pays. Enfin, on songe à l'établissement de diverses usines pour la fabrication d'huile et de graisse d'arachides.

Exportation du millionième curie

Récemment, l'*Atomic Energy of Canada Limited* a expédié un appareil et une source de cobalt 60 pour théatron B au Brésil. Cette expédition a porté à un million de curies les exportations d'isotopes de production canadienne. Plus de la moitié de cette quantité consiste en cobalt 60 pour le traitement du cancer. Au cours des douze dernières années, le Canada a fait environ 4,000 expéditions de matières radioactives à non moins de 50 pays.

Haïti

M. J.-E. BROSSARD, *Chargé d'affaires intérimaire et consul, Port-au-Prince.*

HAÏTI est un petit pays qui occupe la partie occidentale de l'île d'Hispaniola, entre Cuba et la république Dominicaine. La statistique est bien incomplète mais on estime la population à environ 3.8 millions d'âmes dans un territoire de 10,714 milles carrés. C'est la région la plus densément peuplée de l'hémisphère occidental. Quatre-vingt-dix p. 100 des habitants sont des nègres et 10 p. 100 des mulâtres. Le dixième seulement sait lire et écrire, mais on trouve une élite très cultivée. La plupart des Haïtiens parlent le créole, qui est un genre de français, mais l'élite parle le français et en général connaît aussi l'anglais. Port-au-Prince est une ville de 300,000 habitants. Haïti compte trois autres villes importantes, Cap Haïtien, les Cayes et Les Gonaïves. Toutefois, la masse de la population est rurale.

Les deux tiers du pays sont couverts de montagnes et le reste est constitué par la plaine centrale et la plaine de l'Artibonite. Environ le tiers du terrain est arable et de cette étendue, un tiers est en culture. Il y a peu de cours d'eau, encore beaucoup de terrain à irriguer et peu de pâturages. Le déboisement et l'érosion présentent de graves problèmes. Soit dit en passant, une des causes du déboisement est l'emploi répandu chez les Haïtiens pauvres du charbon de bois. La société Esso cherche à vendre des poêles à pétrole à bas prix, et tout indi-

que qu'elle y réussira. Voilà comment une société commerciale peut aider un pays tout en accroissant son chiffre d'affaires.

Haïti est un pays pauvre qui est actuellement dans une situation économique difficile. Son pouvoir d'achat dépend des recettes d'exportation de ses récoltes dont les principales sont la canne à sucre, le sisal, les bananes, le coton et, surtout, le café. Ce dernier produit représente, en valeur, plus de la moitié des exportations du pays et fournit près du tiers des recettes budgétaires qui, en 1959-1960, se sont établies à 23 millions de dollars. Les dernières récoltes n'ont pas permis à Haïti de fournir son contingent d'exportation de 500,000 sacs, fixé l'an dernier par l'Accord international sur le café. La baisse des prix sur les marchés mondiaux et la disparité entre les recettes d'exportation et les dépenses d'importation causent de graves soucis.

Cependant, en dépit des difficultés financières et administratives, Haïti jouit depuis plus de 41 ans d'une complète stabilité monétaire. De plus, les autorités ne sont pas hostiles aux investissements de capitaux étrangers et elles n'ont pas cherché à étatiser ou à exproprier les entreprises étrangères.

Intérêts canadiens

Les seuls minéraux exploités pour l'instant sont la bauxite et le cuivre. La bauxite est extraite par une société américaine, la *Reynolds*

Metal, et la *Consolidated Halliwell of Canada* est propriétaire de SEDREN, société qui exploite des mines de cuivre à Terre-Neuve, dans la partie septentrionale du pays. Les placements canadiens et américains dépassent 8 millions de dollars et la plupart des 30 techniciens étrangers sont Canadiens ou Anglais. On a terminé l'an dernier les explorations préliminaires et on a ouvert cette année des puits souterrains. On a construit une route allant des mines à la ville de Les Gonaïves au bord de la mer, et un quai; 700,000 pieds ont été creusés et des échantillons du minerai sont à l'étude. L'usine est presque terminée, et la société a l'intention de commencer bientôt l'exploitation régulière du gisement. De l'avis des dirigeants, SEDREN deviendra l'industrie la plus importante d'Haïti.

Haïti compte une autre société canadienne d'une certaine importance, la *Caribbean Canadian Chemical*. La plupart des autres industries sont américaines ou sont possédées et exploitées conjointement par des Américains et des Haïtiens. L'*Haitian American Sugar Company* (HASCO) est la principale raffinerie. La *Caribbean Mills*, entreprise américaine, moud tout le blé importé en Haïti et fabrique également de la farine à gâteaux et à pâtisserie. En octobre 1959, une entente a été conclue entre la *Reynolds Metal* et la *Caribbean Mills* prévoyant l'échange de bauxite haïtienne contre du blé

de surplus des États-Unis. Aucun permis d'importer de la farine n'a été accordé depuis mars dernier. La première conserverie de viande d'Haïti, l'*Haitian American Meat and Provision*, et une usine de conditionnement des fèves de cacao, l'*Haitian Manufacturing and Specialties*, ont ouvert leurs portes récemment. Ces deux établissements sont financés au moyen de capitaux américains. Des cinq usines de décorticage de sisal, l'une est possédée et dirigée conjointement par des Américains et le gouvernement haïtien tandis que les autres appartiennent à des Américains. Des Haïtiens sont propriétaires des fabriques de textiles.

Programmes d'aide

Plusieurs organismes contribuent à la mise en valeur d'Haïti. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont consenti des prêts. (On a annoncé à la fin de septembre que le FMI accorderait à Haïti un crédit additionnel de 6 millions de dollars.) Les prêts de la Banque mondiale ont servi surtout à l'aménagement et à l'amélioration des routes. La Banque d'exportation-importation a également apporté sa contribution. Plusieurs spécialistes des Nations Unies sont en Haïti, dont deux Canadiens, qui travaillent dans les domaines de l'hygiène et de l'aviation.

Les deux programmes d'aide qui ont fait l'objet de plus de publicité sont financés par les États-Unis. Dans le Nord, le programme «Poté Colé» (qui signifie en créole «travailler ensemble»), vise plusieurs projets de mise en valeur, notamment l'aménagement et l'amélioration de routes, la culture et la vente du café, du cacao et du tabac, l'établissement de centres d'hygiène, etc. L'Organisation pour le développement de la vallée de l'Artibonite (ODVA) a récemment éprouvé certaines difficultés concernant son programme d'électrification et d'irrigation. Néanmoins, elle a réussi à augmenter sensible-

ment la production de tomates et de riz.

Électricité et communications

Haïti a surtout besoin d'énergie électrique et de moyens de communication. L'électricité fait parfois défaut, même à Port-au-Prince. En 1956, on a commencé la construction d'un barrage à Péligre, dans la vallée centrale de l'Artibonite, afin de faciliter l'accroissement des travaux d'irrigation et de conservation du sol dans la vallée et de fournir de l'énergie électrique à cette région ainsi qu'à la capitale. Toutefois, les travaux sont interrompus et pourtant il serait nécessaire de les terminer et de construire une centrale hydro-électrique de 40,000 kilowatts, mais on ne peut y parvenir sans d'autre aide et le concours de capitalistes étrangers.

Le réseau téléphonique ne fonctionne pas complètement, les routes sont en mauvais état et Haïti n'a pas encore d'aéroport pour les avions à réaction. Cependant, grâce à l'aide de la Banque mondiale et au programme «Poté Colé», des routes sont en voie de construction ou d'amélioration dans la région de l'Artibonite et dans le Nord. De plus, à la suite de la signature en août dernier d'un contrat entre le gouvernement haïtien et la John C. Peterson Corporation, de Baldwin, N. Y., un aéroport moderne pour avions à réaction sera construit et le quai de Port-au-Prince sera amélioré. Un montant maximum de 10 millions de dollars a été obtenu à cette fin; il porte intérêt à 6 p. 100 et est remboursable dans les dix ans qui suivront la fin des travaux. La *Pan American World Airlines* a aussi offert son concours.

Tourisme

La construction de cet aéroport est indispensable au tourisme, principale industrie du pays. Depuis quelques mois, on note un certain ralentissement de ce chef, mais en 1959, le tourisme a rapporté environ 6 millions de dollars. Afin d'attirer les visiteurs, Port-au-Prince offre

certains avantages d'un port franc. Les parfums, la bijouterie, les appareils de photographie allemands et japonais et d'autres objets de luxe sont admis en franchise, sous réserve d'une simple taxe générale d'entrée. Cependant, les droits visant les spiritueux sont assez élevés, sauf dans le cas des liqueurs et des vins français qui bénéficient des termes d'une entente spéciale. La *Pan American* a établi un service quotidien aller et retour depuis Miami, la Jamaïque et Porto Rico, avec correspondance pour New York à Ciudad Trujillo. Des navires de la *Panama Steamship Lines* font escale régulièrement à Port-au-Prince et la *Saguenay Shipping* rétablira peut-être bientôt son service mensuel. Haïti est un pays attrayant pour les touristes, et les hommes d'affaires qui y viennent peuvent joindre le pratique à l'agréable.

Commerce extérieur

Les principaux produits d'exportation d'Haïti sont, après le café, le sisal, le coton brut, le sucre brut, le cacao et les bananes. Ses principales importations comprennent normalement des produits alimentaires et du blé, des articles en coton, des dérivés du pétrole, des articles en fer et en acier, des instruments aratoires, des ustensiles de ménage, des véhicules à moteur, des produits chimiques et des produits pharmaceutiques. La valeur totale du commerce extérieur est actuellement assez faible. Les États-Unis sont de loin le principal fournisseur; leurs expéditions comprennent surtout des produits ouvrés et des aliments en conserve et autres, dont le blé. Ils sont également le principal acheteur des produits haïtiens; viennent ensuite la France, la Belgique et le Canada. Haïti a récemment signé un traité de commerce avec le Japon et un nouveau traité avec la France.

Commerce canado-haïtien

En 1959 et en 1960, le commerce entre le Canada et Haïti a fléchi, surtout par suite de la réduction

tion marquée de nos exportations de blé; la *Caribbean Mills* n'importe maintenant du blé et de la farine que des États-Unis. Ont également contribué à cette baisse le coût du transport et les prix élevés. Le tableau ci-après résume la situation des échanges entre le Canada et Haïti en 1958, en 1959 et au cours du premier trimestre de 1960:

A l'heure actuelle, les ventes canadiennes à Haïti comprennent du poisson, des produits chimiques, des produits en caoutchouc (pneus et chambres à air), et des produits du papier et du bois (contre-plaqué, planchettes pour boîtes). Nos principaux achats consistent en sisal, en graines vertes de café et en produits en fibre (ficelle, tapis), en rhum, en articles d'artisanat faits surtout d'acajou et de sisal.

Les conditions locales pour le conditionnement du poisson laissent beaucoup à désirer et les moyens de réfrigération sont inexistants, ce qui favorise la demande de poisson salé et fumé. En 1959, les importations

de poisson canadien se sont établies à 7,964,320 livres, au regard de 7,970,800 livres en 1958. Les principaux poissons achetés au Canada sont les gasparots, suivis des craquelots de la variété 80-120 (ou encore mieux), de la variété 140-160, et de la morue salée. Par contre, la demande de hareng mariné, de poisson en conserve (sauf les sardines) et de poisson congelé est faible. Dans tous les cas, les prix doivent être bas, sinon les exportateurs canadiens risquent une forte concurrence de la part des exportateurs européens.

Les prix

Haïti est un marché où le prix est un facteur déterminant. Le pou-

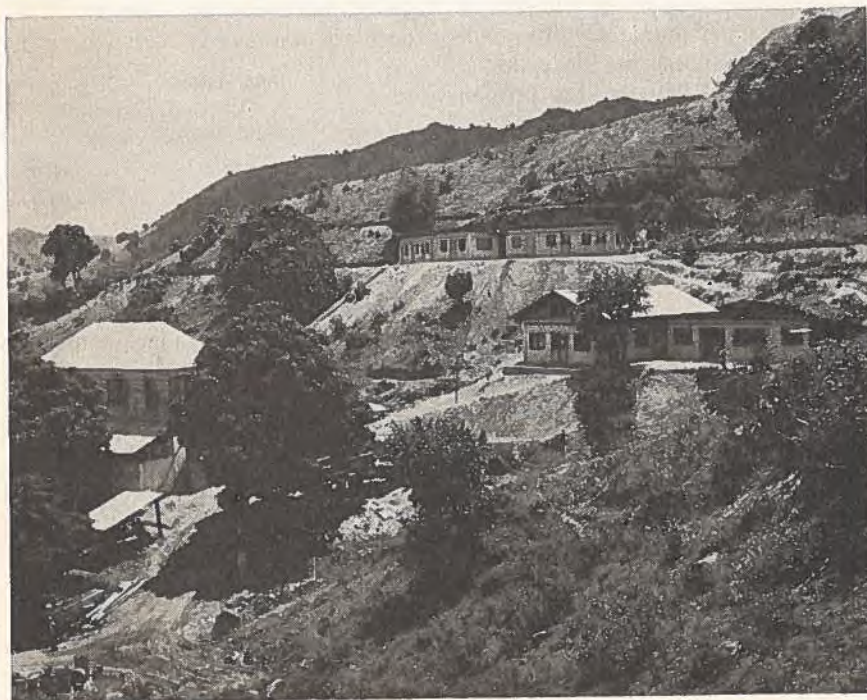
voir d'achat est extrêmement restreint, le revenu annuel moyen n'étant que de \$65, soit le plus faible de tout l'hémisphère. La qualité ne compte pas puisque les Haïtiens riches ont tendance à acheter surtout des produits européens. Il ne faut pas non plus perdre de vue qu'il s'agit d'un pays tropical où il fait très chaud, sauf aux altitudes de plus de 4,000 pieds. Ainsi, certains produits canadiens ne peuvent s'y vendre. Par exemple, récemment une société ayant offert des bas nylon au prix de 6 paires pour \$1, un journal a écrit: «A ce prix aucune femme ne devrait s'en priver, mais qui porte des bas?»

Il n'existe aucune réglementation des changes à Haïti. Les acheteurs comptent sur du crédit, qui leur est facilement accordé. Les droits sont *ad valorem* et spécifiques. La monnaie nationale est la gourde mais les dollars américains sont utilisés librement et peuvent être échangés au taux fixe de cinq gourdes le dollar en vertu d'une Convention en vigueur depuis 1919. La Banque Royale du Canada a établi une succursale à Port-au-Prince.

Le Canada et Haïti s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée et ils ont négocié, sous le régime du G.A.T.T. auquel les deux pays adhèrent, des concessions tarifaires à l'égard de divers articles importants pour leur commerce.

L'ambassade du Canada sera heureuse de fournir aux exportateurs canadiens tous renseignements additionnels qu'ils peuvent désirer sur le marché, les droits de douane, les agences de publicité et autres sujets pertinents. ●

Vue des premiers immeubles à la nouvelle mine de cuivre de la Consolidated Halliwell of Canada à Terre-Neuve, dans le nord d'Haïti.



Porto Rico

M. W. B. McCULLOUGH, *Conseiller commercial à Ciudad Trujillo.*

L'ÉCONOMIE de Porto Rico a atteint de nouveaux sommets au cours de l'exercice financier terminé le 30 juin 1959 et, d'après le Bureau des recherches économiques et financières, les perspectives n'ont jamais été aussi favorables qu'elles le sont actuellement. En effet, Porto Rico a fait des progrès remarquables dans tous les secteurs importants. Son revenu net a atteint 1,148 millions de dollars, soit près de 8 p. 100 de plus que l'année précédente. Les recettes de l'agriculture ont augmenté de près de 5 p. 100, celles des industries de fabrication de 8 p. 100 et le revenu net du commerce extérieur de 10 p. 100.

L'activité financière des particuliers a été en rapport avec l'activité économique en général. Les dépôts bancaires se sont établis à 477.3 millions de dollars ou à près de 14 p. 100 de plus que l'année précédente. Au cours de l'année, les banques commerciales établies dans l'île ont ouvert 18 nouvelles succursales.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, le revenu annuel moyen a dépassé \$500 par tête de population, atteignant \$511, au regard de \$272 en 1949 et \$121 en 1940.

Les exportations du Canada vers cette île ont fléchi de quelque 16 p. 100 en 1959, mais on signale une certaine reprise au cours des sept premiers mois de 1960.

• Progrès industriels

Au cours de l'année financière terminée le 30 juin 1959, 53 fabriques ont été construites sous l'égide ou avec le concours du gouvernement, ce qui a porté à 627 le total des usines mises en exploitation depuis 1947. L'Admi-

nistration de l'expansion économique continue toujours l'application de son programme d'encouragement, localement appelé «Opération Bootstrap». Le gouvernement offre à ceux qui font des placements dans l'île de généreux avantages, notamment des exemptions d'impôts, des études économiques sur les frais de production, des emplacements favorables et des services de financement.

L'agriculture portoricaine s'est ranimée un peu au cours de l'exercice financier 1959. La valeur brute de la production a atteint 228.3 millions de dollars, soit 6 p. 100 de plus que la moyenne des années 1952-1953 à 1957-1958. La production de sucre brut s'est élevée à 1,072,000 tonnes. Ce volume n'a pas permis au pays d'exporter tout son contingent, mais il a dépassé de 149,700 tonnes la production de l'année précédente.

L'année a été marquée par un fléchissement de la production de café, de tabac et de légumes mais par une augmentation de celle des produits de l'élevage. La production de lait a été estimée à 49.3 millions de dollars ou à 6 p. 100 de plus que l'année précédente tandis que celle de bœuf, 10.8 millions, s'est accrue de 1.3 million de dollars. La tendance à la hausse s'est manifestée aussi dans le cas des œufs, du porc, de la volaille et des chèvres.

Tourisme

L'industrie du tourisme est florissante et les visiteurs viennent en plus grand nombre à Porto Rico passer de belles vacances dans un climat tropical. Chaque année, de nouveaux hôtels de luxe sont mis à la disposition des touristes et,

malgré tout, entre les mois de décembre et mars, il faut retenir des chambres longtemps d'avance. Même durant l'été, les voyageurs semblent aimer les tropiques pour leurs vacances et, en juillet dernier, environ 80 p. 100 des chambres d'hôtel étaient occupées. Au cours de l'exercice financier terminé le 30 juin 1959, le revenu de l'industrie touristique a atteint le montant estimatif de 42 millions de dollars au regard de 34.2 millions en 1958 et de 28 millions en 1957.

Commerce extérieur

Le commerce extérieur a continué d'augmenter en 1959, alors que le pays a enregistré une hausse de 9.6 p. 100 du côté des importations et de 7 p. 100 du côté des exportations. Toutefois, la statistique n'est pas encore publiée pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1960. Le tableau qui suit indique la valeur des importations et des exportations au cours des deux derniers exercices financiers:

	Importations	Exportations
	(en millions de dollars américains)	
1958	728.9	467.9
1959	807.1	503.2

Comme celui des années précédentes, le déficit du commerce extérieur de 1959 a été comblé surtout par des placements de capitaux étrangers, des virements unilatéraux et par l'industrie touristique. Le changement le plus notable dans la composition du commerce extérieur a été la hausse des importations en provenance des pays du Marché commun européen, qui sont passées de 17 à 26 millions de dollars. L'Allemagne de l'Ouest a fourni la moitié environ de ces importations.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Au cours de l'année financière 1959, les importations en provenance de pays autres que les États-Unis se sont établies à 137.2 millions de dollars ou à 8.3 p. 100 du total, comparativement à 108.6 millions (8.5 p. 100) en 1958.

Le tableau I présente un état des importations en provenance des pays étrangers, c'est-à-dire autres que les États-Unis, au cours de l'année financière terminée le 30 juin 1959 par rapport à celles de l'année financière 1958.

Commerce avec le Canada

L'an dernier, nos exportations vers Porto Rico se sont établies à 10.5 millions de dollars par rapport à 12.5 millions l'année précédente. Cependant, au cours des sept premiers mois de 1960, elles ont atteint 6.4 millions en comparaison de 6.0 millions pour la même période de 1959.

Comme dans le passé, les trois principaux produits en cause sont le bois d'œuvre, la morue séchée et le papier journal. Porto Rico est notre principal acheteur de morue salée des provinces de l'Atlantique, en particulier de Terre-Neuve qui fournit les trois quarts de la quantité exportée. Le poisson salé est un aliment de base pour les Portoricains et une des rares denrées dont le prix est réglementé par le gouvernement.

La demande de bois d'œuvre, notamment des madriers en sapin de Douglas et en pruche, s'est maintenue en 1959, de même que cette année. Ce bois est très utilisé dans la construction d'usines, d'immeubles de bureau et de maisons d'habitation; il est fourni par la Colombie-Britannique.

Les ventes de papier journal ont fléchi sensiblement cette année, mais il n'y pas lieu de croire que le Canada perdra sa place de principal fournisseur. D'après le *Maritime Register*, les arrivées de papier journal de toute provenance au cours des sept premiers mois de 1960 se sont établies à 2,747

TABLEAU I—IMPORTATIONS PORTORICAINES

	1958	1959
	(en milliers de dollars)	
Animaux et produits d'origine animale, comestibles	9,226	12,536
Animaux et produits d'origine animale, non comestibles	167	406
Aliments d'origine végétale et boissons	7,165	7,627
Produits d'origine végétale, non comestibles, sauf les fibres et le bois	806	1,031
Fibres textiles et produits ouvrés	1,201	1,573
Bois et papier	8,838	10,281
Minéraux, non-métalliques	54,330	68,339
Métaux et produits métalliques ouvrés, sauf machines et véhicules	8,516	11,414
Machines et véhicules	8,741	15,903
Produits chimiques et produits connexes	5,610	5,267
Divers	4,098	2,911

TABLEAU II—EXPORTATIONS CANADIENNES VERS PORTO RICO

	1958	1959	Janv. au 31 juillet 1960
	(en dollars canadiens)		
Pommes de terre n.a.é., sauf semence	843,027	173,972	
Malt	445,582	491,834	258,040
Colin séché et salé	227,334	420,802	228,747
Morue salée	3,692,337	2,271,469	1,823,074
Aiglefin et colin congelés	15,292	25,517	11,557
Autres poissons saumurés	33,649	28,458	18,186
Planches et madriers	3,135,834	3,390,460	2,502,452
Papier journal	1,630,272	1,524,610	329,850
Voitures de tourisme	343,415	358,115	441,680
Tiges, bandes et feuilles de cuivre	24,879	117,693	52,074
Tubes en cuivre	154,173	311,477	257,349
Appareils électriques n.a.é.	4,436	264,112	2,063
Whisky	83,632	98,117	34,175
Pommes de terre de semence	113,109		
Formes primaires et mi-ouvrées de l'aluminium	394,336		521
Total des exportations	12,569,861	10,542,683	6,430,547
Exportations janvier-31 juillet 1959			6,023,249

TABLEAU III—IMPORTATIONS CANADIENNES DE PROVENANCE PORTORICAINE

	1958	1959	Janv. au 30 avril 1960
	(en dollars canadiens)		
Noix de coco	40,760	32,710	28,311
Mélasses de canne	223,267		
Rhum	503,934	525,575	137,002
Machines et pièces, n.a.é.	169,181	120,079	49,575
Fers à repasser électriques et pièces	82,701	222,111	110,425
Glycol éthylique pour antigel		442,297	
Total des importations	1,442,644	1,800,158	487,543

tonnes, au regard de 5,905 tonnes en 1959 et de 5,609 tonnes en 1958. Au cours de cette période, selon la statistique canadienne, nos ventes de papier journal à Porto Rico ont été de 2,383 tonnes, com-

parativement à 5,334 en 1959. Au début de l'année, les plus grands journaux de Porto Rico ont laissé entendre que leurs besoins de papier journal seraient un peu plus considérables que l'an dernier.

Dans le domaine des exportations, il y a lieu de mentionner les voitures de tourisme, dont nos ventes ont augmenté. La Pontiac, six cylindres, qui n'est pas fabriquée aux États-Unis, fait concurrence aux autres marques de voitures sur le marché portoricain.

Le tableau III indique nos principales importations en provenance de Porto Rico.

Les exportateurs canadiens qui s'intéressent à Porto Rico sont priés de noter qu'il n'y a là aucune restric-

tion à l'égard des importations et de l'emploi des devises étrangères et que l'île fait partie de la région douanière et commerciale des États-Unis. Il n'existe aucune barrière douanière ou autre entre Porto Rico et les États-Unis et le tarif américain s'applique à tous les produits importés dans l'île. La devise est le dollar américain.

Comme dans les autres pays de la région des Antilles, le prix joue un rôle important. La concurrence

est très vive, surtout de la part des produits américains importés en franchise. Toutefois, Porto Rico est un excellent débouché pour les matières brutes et mi-ouvrées du Canada destinées aux industries croissantes de l'île. Les hommes d'affaires canadiens devraient donc s'intéresser aux possibilités présentes et futures de ce pays. Pour ceux qui peuvent se rendre sur les lieux, la capitale, San Juan, n'est qu'à trois heures de New York par avion. ●

République Dominicaine

M. W. B. McCULLOUGH, *Conseiller commercial à Ciudad Trujillo.*

LA république Dominicaine a connu l'an dernier un ralentissement considérable de son activité commerciale, qui se faisait encore sentir à la fin du troisième trimestre de cette année. Par suite d'une baisse des prix mondiaux du sucre et du café, des frais élevés de son programme de défense et d'autres besoins de devises étrangères, le gouvernement a dû modifier sa politique monétaire et financière. C'est ainsi qu'il a restreint le crédit et a adopté des mesures en vue de diminuer certaines importations. Il a aussi réduit quelques grands projets de travaux publics qui fournissaient du travail à la main-d'œuvre mais aussi absorbaient de fortes quantités de matériaux locaux et importés. Les stocks des grossistes et des détaillants demeurent très faibles.

Prosperité agricole

Le gouvernement vise à porter la production annuelle de sucre brut à un million de tonnes et aussi à développer d'autres secteurs de l'agriculture ainsi que les mines et l'industrie afin de rendre le pays moins à la merci de l'industrie sucrière pour son revenu. L'objectif pour ce qui est de la production de

sucre a probablement été atteint dès cette année. S'il faut en juger par la variété des denrées exportées au cours de 1959, la République a obtenu beaucoup de succès également à l'égard des autres produits de l'agriculture. La production de pommes de terre, de riz, de tomates, de fruits et de légumes en vue de la consommation intérieure a aussi augmenté.

Pendant la période habituellement sèche de janvier à mars, la précipitation a été relativement abondante, de sorte que la production des cultures dites secondaires a atteint des chiffres sans précédent. L'industrie du bétail a fait des progrès; du bœuf et du porc ont été exportés et il y a un bon approvisionnement de produits laitiers. La République possède quelques-unes des terres agricoles les plus fertiles des Antilles; grâce à ses riches vallées et à ses grandes étendues de terres irriguées, elle produit une variété de denrées tant des zones tropicales que des zones tempérées.

Fléchissement du commerce extérieur

En 1959, le montant global du commerce extérieur a été de 247.7

millions de dollars dominicains*, au regard de 266.1 millions en 1958. Les exportations se sont chiffrées à 130.1 millions (136.6 millions en 1958), les importations à 117.5 millions (129.5 millions) et l'excédent commercial à 7.1 millions (12.6 millions en 1958).

Comme les années précédentes, le sucre brut a été, dans le domaine agricole, le principal produit d'exportation. Les ventes à l'étranger se sont établies à 661,204 tonnes métriques d'une valeur de 49.3 millions, celles de café vert à 21,870 tonnes, 17.5 millions de dollars et celles de cacao à 21,722 tonnes, 15.1 millions de dollars. Parmi les autres denrées exportées, mentionnons le chocolat (7.1 millions de dollars), les bananes (5.1 millions), la bauxite (5.0 millions), le tabac (5.0 millions), la mélasse (4.4 millions) le furfural (3.6 millions) et la viande fraîche et congelée (1.7 million). La liste des exportations comprend aussi les animaux vivants, les tourteaux oléagineux, le copra, le miel, le minerai de fer, le ciment et le coton. L'époque où l'économie de la république était tributaire

*1 dollar de la république Dominicaine=1 dollar des É.-U.

EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

	1958	1959	Janvier-août 1960
	(en dollars canadiens)		
Blé	1,871	4,406	308,373
Farine de blé	1,439,389	1,103,607	175,683
Pneus pour camions et autobus	201,471	240,007	111,885
Papier journal	298,653	418,941	133,582
Fil de cuivre isolé	137,066	264,589	196,275
Macaroni, spaghetti	165,464	136,113	38,630
Harengs bouffis	357,907	339,832	186,566
Colin séché et salé	880,869	1,039,201	729,454
Autres poissons saumurés	248,267	195,195	161,042
Aliments d'origine végétale, n.a.é.	2,033	105,613	67,225
Machines et pièces, n.a.é.	116,262	73,207	529
Voitures de tourisme	134,379	57,312	
Fibres ouvrées d'amianté	177,580	85,570	64,140
Total, tous produits compris	5,367,623	5,164,996	3,213,724
Janvier-août 1959			3,659,960

IMPORTATIONS CANADIENNES DE PRODUITS DOMINICAINS

	1958	1959	Janvier-mai 1960
	(en dollars canadiens)		
Bananes	308,973	633,122	62,837
Café vert	1,662,829	630,334	411,059
Ficelle d'emballage		64,419	33,492
Fèves de cacao, non grillées	388,004	84,272	
Mélasses de canne		54,253	60,483
Pulpe de fruit	13,537	39,664	46,223
Total, tous produits compris	2,659,936	1,636,888	635,265

d'une seule récolte, le sucre, est donc maintenant révolue.

Au cours des sept premiers mois de 1960, la République a exporté des marchandises pour 90.4 millions de dollars, comparativement à 86.3 millions au cours de la période correspondante de 1959. Toutefois, ses importations ont fléchi de 73.1 à 52.7 millions de dollars et ainsi le commerce s'est soldé par un excédent de 37.7 millions, au regard de 13.2 millions pour les sept premiers mois de 1959. Cette baisse des importations est attribuable à la fois aux mesures restrictives dont le gouvernement a frappé les importations et à un fléchissement de la demande.

Commerce avec le Canada

Les exportations canadiennes vers la république Dominicaine, au cours des huit premiers mois de cette année, ont fléchi de quelque 12½ p. 100 et il y a eu aussi quelques changements dans la composition de ce commerce. Notons en particulier

la disparition graduelle des ventes de farine de blé et une augmentation des ventes de blé nature. Une nouvelle meunerie ultramoderne, qui fonctionne depuis le mois d'avril, répond aux besoins intérieurs de farine et d'autres dérivés du blé. Au début, cette meunerie employait à parts égales du blé canadien et du blé américain, mais depuis quelques mois, elle a beaucoup augmenté la proportion de blé canadien. Cette usine a aussi permis de réduire les importations de macaroni et de spaghetti qui dorénavant seront préparés sur place au moyen de semoule et de farine de production locale. Notre principale denrée d'exportation vers la république Dominicaine est toujours le poisson salé et séché, surtout le colin et la merluche.

Réglementation

Les seuls produits soumis à la licence d'importation sont: le blé, la farine, la semoule, le fil barbelé, les

émetteurs de radio, les armes à feu, les produits laitiers, le riz, les fruits, les légumes, les graines de semence et les bonbons. Aucune licence proprement dite n'est exigée pour l'emploi des devises étrangères mais, d'après les règlements administratifs, toute demande de telles devises doit être approuvée par la Banque Centrale.

En octobre 1959, les autorités ont établi la *Junta Coordinadora de Importaciones y Exportaciones*. A des fins de statistique, cette commission, qui comprend des représentants de la Banque Centrale et de la Douane, exige pour toute commande de plus de \$1,000 c.a.f. la formule CE n° 31 qui doit être soumise par l'importateur par l'entremise d'une banque commerciale, puis enregistrée et retournée avant qu'une commande ferme puisse être faite. La banque commerciale se reporte à ce document lorsqu'elle remet des devises étrangères. Cette formule n'est pas exigée pour des commandes de moins de \$1,000 et dans ces cas, les devises étrangères sont accordées sans trop de retard.

Les hommes d'affaires canadiens peuvent avoir bon espoir de continuer à exporter des biens et des services à la république Dominicaine malgré la régression actuelle. Le pays possède en effet assez de devises étrangères pour payer immédiatement ses importations. Les services maritimes sont bons, surtout en partance des ports de l'Est.

Depuis la signature de l'accord commercial de 1940, le Canada et la république Dominicaine s'accordent réciproquement le régime de la nation la plus favorisée. La république Dominicaine est en outre signataire du G.A.T.T. et les deux pays ont négocié dans le cadre de cet accord des concessions douanières à l'égard de nombreux produits compris dans leurs échanges. A cause des droits élevés et du faible pouvoir d'achat d'une forte partie de la population, les prix jouent un rôle important et l'emportent sur la qualité comme facteur déterminant des ventes. ●

SERVICES MARITIMES ENTRE LE CANADA ET LES ANTILLES

POINT DE DÉPART

Côte du Pacifique

Grands Lacs

Saint-Laurent et Atlantique

DESTINATION

Bahamas

Saguenay Shipping Ltd.
(*Saguenay Shipping Ltd.,
Montréal*)

Barbade

Royal Netherlands Line
(*Montreal Shipping Co.
Ltd., Montréal*)
Saguenay Shipping Ltd.

Costa Rica

Chilean North Pacific Line
(*Dodwell & Co.,
Vancouver*)

Grace Line
(*C. Gardner Johnson Ltd.,
Vancouver*)

Grancolombiana
(*Balfour Guthrie (Canada)
Ltd., Vancouver; Swedish
American Line, Montréal*)

Venezuelan Line
(*Empire Shipping Co. Ltd.,
Vancouver*)

Cuba

Grace Line
K Line
(*Johnson Walton Steam-
ships Ltd., Vancouver*)

O.S.K. Line
(*C. Gardner Johnson Ltd.,
Vancouver*)

Grancolombiana
Saguenay Shipping Ltd.

Swedish American Line
(*Swedish American Line,
Montréal*)

Dominicaine, Rép.

K Line
Mitsui Line
(*Pacific Export Lines Ltd.,
Vancouver*)

Saguenay Shipping Ltd.

Guatemala

Chilean North Pacific Line
Daido Line
(*Dingwall Cotts & Co.,
Vancouver*)

Grace Line
Grancolombiana

Gran Centroamericana

Haïti			Royal Netherlands Line
Honduras	Grace Line		Gran Centroamericana
Honduras britannique			Gran Centroamericana (McLean Kennedy Ltd., Montréal)
Îles Sous-le Vent et Îles du Vent			Saguenay Shipping Ltd.
Jamaïque	K Line		Canada Jamaica Line (Kerr Steamships Ltd., Montréal) Saguenay Shipping Ltd.
Mexique	Chilean North Pacific Line Daido Line Grancolombiana Grace Line Venezuelan Line		Grancolombiana Swedish American Line
Nicaragua	Chilean North Pacific Line Daido Line Grace Line		
Panama	Daido Line d'Amico Line (Anglo Canadian Shipping Co. Ltd., Vancouver) Grace Line K Line Mitsui Line		Grancolombiana West Coast Line (Saguenay Shipping Ltd., Montréal)
Porto Rico			Saguenay Shipping Ltd.
Salvador	Chilean North Pacific Line Grace Line Grancolombiana		Via Puerto Barrios: Gran Centroamericana
Trinité	Daido Line K Line Mitsui Line Moore-McCormack Lines (Balfour Guthrie (Canada) Ltd., Vancouver)	Michigan Ocean Line (Kerr Steamships Ltd., Montréal)	Michigan Ocean Line Royal Netherlands Line Saguenay Shipping Ltd.

terrassment, et atténué quelque peu la réglementation à l'importation d'un certain nombre de machines industrielles, de pièces de voitures automobiles et de préparations médicinales.

Les éditeurs de journaux doivent maintenant acheter 20 p. 100 (au lieu de 10 p. 100) du papier journal dont ils ont besoin de la seule fabrique de papier journal de l'Inde.

SYSTÈME MÉTRIQUE DE POIDS ET MESURES.

—Le gouvernement de l'Inde a annoncé la mise en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1960 du système métrique de poids et mesures pour ce qui regarde la levée et la perception des droits de douane et d'accise ainsi que l'administration du régime des importations. Dorénavant on devra se servir des unités du système métrique dans la préparation des documents d'expédition visant les importations dans l'Inde.

Iran

REVISION DES RÈGLEMENTS VISANT L'HYGIÈNE.—Le 21 septembre, notre conseiller commercial à Téhéran nous a fait parvenir le texte d'une circulaire émanant des sociétés aériennes de l'Iran au sujet des voyages dans les provinces de Baloutchistan et de Seistan, situées dans le Sud-Est de l'Iran, dont voici un extrait:

"A cause de l'épidémie de choléra qui sévit au Pakistan et en Afghanistan et pour empêcher que celle-ci ne se répande en Iran, le ministère de la Santé a ordonné que les personnes qui se rendent dans les provinces de Baloutchistan et de Seistan se fassent vacciner contre le choléra.

Toute personne se rendant à Zahidan doit être munie d'un certificat valide de vaccination contre le choléra ou doit avoir reçu la première injection six jours avant son départ. Cette mesure entre en vigueur immédiatement.

Veuillez attirer l'attention de vos préposés aux billets et aux réservations sur cet avis."

RÉORGANISATION DU RÉGIME BANCAIRE.

—Conformément aux dispositions d'une nouvelle loi visant les banques et la monnaie, les fonctions de la Banque Melli Iran ont été divisées et une nouvelle banque a été établie. La Banque Melli Iran, la banque commerciale la plus importante de l'Iran qui, jusqu'à présent émettait des billets, a été divisée en deux banques distinctes: la Banque Centrale de l'Iran et la Banque Melli Iran. La Banque Centrale comprend maintenant le service émetteur des billets et les divisions des échanges économiques et du contrôle bancaire de l'ancienne Banque Melli Iran. Toutes les questions relatives à l'affiliation de l'Iran au Fonds monétaire international relèveront maintenant de la Banque Centrale de l'Iran, qui sera également chargée d'administrer les comptes publics. La Banque Melli Iran devient exclusivement une banque commerciale.

IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES COMMERCIAUX.

—Le gouvernement de l'Iran a annoncé l'établissement à compter du 31 août 1960 de nouveaux impôts sur les bénéfices commerciaux à l'égard des importations de produits déterminés. Cette mesure qui visait les marchandises en douane ou en cours de transport a pour objet d'enrayer l'épuisement des réserves de devises étrangères. Les impôts sont perçus de la même manière et en même temps que les droits d'importation ordinaires et remplacent les impôts sur les profits commerciaux annoncés le 21 mars 1960, date à laquelle a commencé l'année civile 1339 de l'Iran.

L'Iran a établi son premier impôt sur les bénéfices commerciaux en 1957-1958, au moment où il a élargi ses règlements d'importation. Les produits à l'égard desquels les restrictions ont alors été atténuées ont été frappés d'un impôt sur les bénéfices commerciaux, qui a eu pour effet de doubler les droits d'importation.

Au nombre des articles en cause qui intéressent le Canada figurent:

Graisse animale (bœuf), poisson en boîte, tomates en boîte, bière, whisky, gin, tissus de laine, réchauds à pétrole jusqu'à concurrence de sept kilos, pièces de réchauds, glacières, réfrigérateurs et refroidisseurs, appareils de télévision, magnétophones, postes récepteurs et meubles radio-phonos, voitures de tourisme.

On peut obtenir des précisions au sujet des impôts sur les bénéfices commerciaux visant des produits particuliers en s'adressant à la Division de l'Asie et du Moyen-Orient, Direction des relations commerciales internationales.

La Trinité

ANNONCE AU SUJET DE CERTAINES IMPORTATIONS.—Le gouvernement de la Trinité a annoncé que depuis le 23 septembre 1960 l'importation de bière, de stout, d'œufs dépourvus de leur coquille, liquides et congelés, n'est plus soumise à la réglementation.

Norvège

ADOUCISSEMENT DES RESTRICTIONS À L'IMPORTATION.—Plus de la moitié des restrictions à l'importation qui étaient encore en vigueur en Norvège ont été levées le 1^{er} juillet 1960. L'an dernier, la valeur à l'importation des produits libérés à compter de cette date s'élevait à 220 millions de couronnes, ou à environ 3 p. 100 des importations totales de ce pays. Si on exclut les bateaux-citernes, environ 2.5 p. 100 seulement des importations de la Norvège sont encore soumises à des restrictions. Le ministère du Commerce a également annoncé que les jouets et les produits en cuir et en cuir artificiel de tous genres seront libérés à compter du 1^{er} avril 1961. Au nombre des produits libérés le 1^{er} juillet, mentionnons le charbon et le coke,

certaines légumes, les animaux vivants, les figues, les raisins, le cacao, les articles mi-ouvrés pour la production de céréales, la marmelade et les jus provenant d'agrumes, certains articles mi-ouvrés et matières premières pour l'industrie des plastiques, la soude, le chlorure de calcium, le nitrate de sodium, les tapis, les phonographes, les montres en or et la plupart des machines qui étaient antérieurement soumises à des restrictions.

Pakistan

RÈGLEMENTATION DES IMPORTATIONS.—On a révisé le 1^{er} juillet 1960 la disposition du tarif d'importation du Pakistan afin de la rendre conforme à la nomenclature de Bruxelles. En même temps, des modifications ont été apportées aux droits de douane applicables à bon nombre d'articles.

Le ministère du Commerce à Ottawa a reçu des détails complets à ce sujet. En s'adressant à ce Ministère, on peut obtenir des renseignements sur le nouveau droit que doit acquitter un article particulier.

Le Pakistan n'accorde pas de régime préférentiel en matière de tarif aux marchandises en provenance du Canada.

République du Congo

RESTRICTIONS À L'IMPORTATION.—Le délégué commercial du gouvernement canadien à Léopoldville, République du Congo (anciennement Congo belge), signale que les licences ont été annulées visant toutes les importations, sauf celles qui ont déjà été expédiées et autorisées par des documents ou qui ont été payées ou garanties par des lettres de crédit ouvertes avant le 6 août 1960. Les demandes de renouvellement de licences ou de nouvelles licences doivent être adressées aux autorités congolaises à Léopoldville.

On publiera bientôt de nouveaux règlements interdisant l'importation de plusieurs produits et relevant les droits sur d'autres. Nous fournirons des indications quant aux catégories de produits visés dès que nous en recevrons. Les demandes de renseignements concernant les exportations vers la République du Congo doivent être adressées à la Direction des relations commerciales internationales, ministère du Commerce, Ottawa.

République Dominicaine

RÈGLEMENTATION À L'IMPORTATION.—Tous les produits d'une valeur de plus de \$1,000 importés dans la république Dominicaine sont maintenant assujettis à l'enregistrement préalable. En effet, depuis le

9 mai 1960, toutes les importations et les exportations commerciales de la république Dominicaine dont la valeur dépasse \$1,000 doivent être enregistrées d'avance sur une "formule statistique" auprès du Comité coordonnateur spécial des importations et des exportations de la Banque Centrale de la république Dominicaine.

Après l'enregistrement, les formules doivent être estampillées par la Banque Centrale et des copies fournies à l'importateur, à la banque commerciale et aux douanes. Les contingents d'importation de certains articles tels que les voitures automobiles et les appareils électriques ont déjà été établis.

Avant d'expédier leurs produits, les exportateurs canadiens devraient attendre d'obtenir la confirmation que l'importateur dominicain a reçu la preuve de l'inscription au Comité des importations et des exportations.

Royaume-Uni

ÉCHANTILLONS IMPORTÉS PROVISOIREMENT.

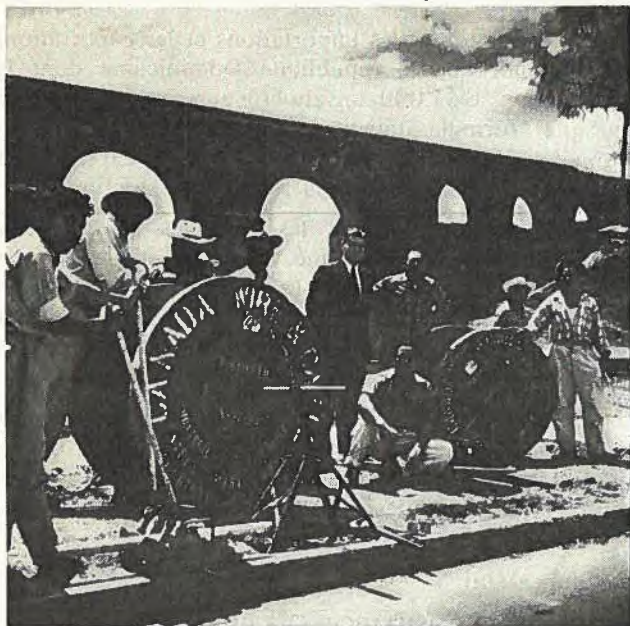
—Sous réserve de certaines conditions, des échantillons peuvent être importés provisoirement au Royaume-Uni à des fins commerciales, en vue d'obtenir des commandes, sans paiement de droits de douane ni de taxe d'achat. Les commis voyageurs, d'autres représentants de sociétés à l'étranger ou des personnes ou des entreprises établies au Royaume-Uni peuvent bénéficier de cette concession. Les conditions suivant lesquelles l'entrée en franchise peut être réclamée ont été résumées dans un petit imprimé que l'on peut obtenir en s'adressant à la Direction des relations commerciales internationales, ministère du Commerce, à Ottawa.

Turquie

VALEUR AU PAIR DE LA LIRE.—Conformément à un avis publié récemment, le Fonds monétaire international a approuvé la proposition du gouvernement de la Turquie de modifier la valeur au pair de la lire turque. Depuis le 22 août, le taux officiel est de neuf liras turques par dollar des États-Unis, alors que l'ancien taux officiel était de 2.80 liras.

A vrai dire ce n'est là qu'un changement d'ordre technique qui n'influera aucunement sur le commerce d'importation et d'exportation de la Turquie car depuis que le gouvernement a adopté son programme de stabilisation économique en août 1958, toutes les importations ont été assujetties à une prime de 6.20 liras turques par dollar américain, ce qui portait effectivement le taux du change à 9.00 liras turques par dollar. En outre, depuis cette date, la prime sur les devises provenant des exportations turques a été augmentée de sorte qu'en février de cette année le taux réel visant les recettes d'exportation a été établi à 9.00 liras turques par dollar des États-Unis.

Guatemala.—La capitale a été dotée d'un magnifique boulevard. Des ouvriers posent des installations d'éclairage; les fils et les câbles d'acier ont été importés du Canada.

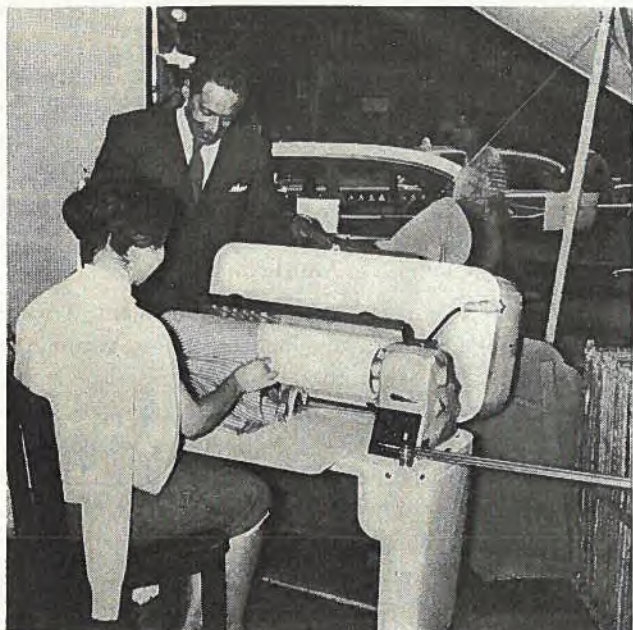


Trinité.—Le dessus miroitant de ce comptoir, dans le hall d'accueil du bureau de la société Varig Airlines à Port of Spain, est fait de plastique décoratif stratifié du Canada.



Le Canada et ses exportations vers les Antilles

Nous invitons les exportateurs canadiens à contribuer à la présente série de gravures en nous envoyant des photographies de leurs produits vendus ou employés à l'étranger. Ces photographies doivent être accompagnées d'une légende appropriée, bien emballées et envoyées à: La rédaction, Commerce extérieur, Ministère du Commerce.



Mexique.—Une jeune ménagère songe à se procurer une repasseuse électrique; elle fait ici l'essai d'un modèle canadien dans un magasin de détail du centre commercial de Mexico.



Jamaïque.—Un fabricant jamaïcain de chaussures pour dames recevra bientôt ces talons en plastique que le directeur de la fabrique canadienne examine à la sortie du moule.

Roger Duhamel
IMPRIMEUR DE LA REINE

En cas de non-livraison renvoyer à:
L'Imprimeur de la Reine, Ottawa, Canada

